

## Table des matières

Les dépenses fiscales	5
<hr/>	
Présentation générale	8
Dépenses fiscales classées par nature d'impôt	27
Dépenses fiscales classées par missions et programmes concernés	201
Dépenses fiscales classées par bénéficiaires	223
Entreprises	
Entreprises, Ménages	
Ménages	
Le contrôle fiscal	243
<hr/>	



## Les dépenses fiscales



En application de l'article 32 de la loi de finances pour 1980, les dépenses fiscales sont publiées chaque année dans le fascicule budgétaire des « Voies et moyens » annexé au projet de loi de finances.

Ce document destiné au Parlement et à l'ensemble des citoyens indique la nature et le coût des dispositions dérogatoires en matière fiscale qui impliquent un coût pour le budget de l'Etat.

Le présent fascicule recense les dépenses fiscales et comporte :

- ◆ une présentation générale ;
- ◆ une liste des dépenses fiscales par nature d'impôt ;
- ◆ un regroupement synthétique des dépenses fiscales :
  - par mission et programme concernés ;
  - par catégorie de bénéficiaires : ménages et/ou entreprises

## 1. Présentation générale

### La notion de dépenses fiscales

#### 1. L'origine du concept

A des fins d'incitation économique ou d'équité sociale, les règles d'imposition ont toujours connu des dérogations afin d'alléger la charge fiscale de certaines catégories de contribuables ou d'opérations.

Ces allègements représentent des charges pour le budget de l'Etat, au même titre que les dépenses publiques. Dès 1968, l'administration américaine a tiré les conséquences de cette similitude, en publiant annuellement un budget des « dépenses fiscales » (tax expenditures). Depuis, la plupart des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) se sont engagés dans cette voie.

En France, la notion de « dépenses fiscales », symétrique de « dépenses budgétaires », a été étudiée pour la première fois par le Conseil des impôts en 1979, dans son quatrième rapport consacré à l'impôt sur le revenu. Le Parlement l'a adoptée dans l'article 32 de la loi de finances pour 1980.

#### 2. La difficulté de définir la norme

Les dépenses fiscales s'analysent comme « des dispositions législatives ou réglementaires dont la mise en oeuvre entraîne pour l'Etat une perte de recettes et donc, pour les contribuables, un allègement de leur charge fiscale par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la **norme**, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal français ». Toute mesure impliquant une perte de recettes pour le budget de l'Etat n'est donc pas une dépense fiscale ; qualifier une mesure de « dépense fiscale » suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle dérogerait.

Mais cette norme n'est pas définie de façon intangible. Elle résulte d'une observation des faits et d'une interprétation a posteriori des intentions du législateur. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire.

Plusieurs critères ont toutefois été progressivement dégagés pour tenter de définir la dépense fiscale, notamment :

- l'ancienneté de la mesure : des dispositions ont pu apparaître dérogatoires au moment de leur adoption mais finissent par s'incorporer à l'ordre juridique et devenir la norme ;
- le caractère général de la mesure : une disposition applicable à la grande majorité des contribuables peut être considérée comme la norme (par exemple, l'abattement de 20 % sur les traitements et salaires). A l'inverse, l'avantage accordé à une catégorie particulière de contribuables ou d'opérations constitue une dépense fiscale.

#### 3. Les dépenses fiscales et les « remboursements et dégrèvements »

La notion de dépense fiscale doit être distinguée de celles de « remboursements et dégrèvements » et de « dépenses en atténuation de recette ». Alors que la première renvoie à un écart de la norme fiscale, les secondes portent sur des modalités de recouvrement de l'impôt.

A titre d'exemple, la dépense fiscale « Prime pour l'emploi », qui constitue un crédit d'impôt, se traduit pour une part par une minoration des recettes d'IR au regard de l'impôt qui aurait résulté de l'application de la norme. Cette minoration n'est pas retracée par la comptabilité budgétaire. La PPE donne d'autre part lieu, pour la part de crédit d'impôt excédant l'impôt effectivement dû, à un remboursement en numéraire au profit de contribuables. Seul ce remboursement, à l'instar de l'ensemble des remboursements et dégrèvements sur impôts d'Etat, constitue une « dépense en atténuation de recette » imputée sur les recettes fiscales brutes de l'Etat. Le coût de la dépense fiscale constitue la somme de ces deux composantes.

## La mise à jour de la liste des dépenses fiscales

### 4. L'actualisation de la liste

---

La liste des dépenses fiscales est mise à jour conformément à la législation en vigueur. Sont recensées toutes les mesures votées y compris celles qui n'auront une incidence budgétaire qu'à compter de 2007. Un tiret dans une colonne de chiffrage signifie que la mesure n'a pas d'incidence budgétaire l'année concernée.

### 5. L'évaluation budgétaire des dépenses fiscales

---

Le présent rapport indique le coût des mesures pour **2005, 2006 et 2007**. Il est précisé que **seules les mesures votées sont prises en compte**, les dépenses fiscales n'intègrent donc pas les mesures nouvelles du PLF 2007. En conséquence, les évaluations pour 2006 et a fortiori pour 2007, susceptibles d'ajustements ultérieurs, sont à considérer comme des indicateurs de tendances.

Les montants indiqués sont soit des résultats constatés, soit des estimations. La lettre (e) signifie que le coût est estimé à moins de 0,5 million d'euros ; l'abréviation « nc » signifie « non chiffrable ».

L'incidence budgétaire est calculée sur 12 mois d'application sous réserve du prorata temporis. Par ailleurs, ces évaluations n'intègrent pas les effets secondaires de la dépense fiscale qu'il est impossible de prendre en compte. En effet, une aide fiscale peut inciter les contribuables à modifier leur comportement, ce qui peut avoir des conséquences sur d'autres impôts. Les coûts qui figurent dans le présent document ne représentent donc que la conséquence immédiate et directe de la mesure concernée.

Enfin, les interactions entre les mesures ne peuvent pas être quantifiées : en effet, la suppression d'une dépense fiscale peut encourager une plus large utilisation d'un autre avantage ou, à l'inverse, se traduire par une réduction du coût d'une autre mesure. *La somme des coûts des dépenses fiscales est donc dépourvue de signification.*

### 6. La méthode de chiffrage des dépenses fiscales

---

Pour chaque dépense évaluée, la méthode de chiffrage est précisée depuis le PLF 2006.

Il peut s'agir d'une simulation, d'une reconstitution à partir de données de la Direction Générale des Impôts ou d'une reconstitution à partir de données extérieures à la Direction Générale des Impôts.

### 7. La fiabilité des évaluations des dépenses fiscales

---

Pour chaque dépense chiffrée, la fiabilité de l'estimation est précisée depuis le PLF 2006.

Elle peut être « très bonne » ou « bonne ». Le chiffrage peut également constituer un simple ordre de grandeur.

### 8. Le nombre de bénéficiaires des dépenses fiscales

---

Depuis le PLF 2006, le nombre de bénéficiaires des dépenses est indiqué au regard des mesures chaque fois qu'il est connu.

Dans le cas contraire, l'abréviation « nd » (« non déterminé ») est mentionnée.

### 9. Les années de création et de dernière modification substantielle des dépenses fiscales

---

Les années de création et de dernière modification substantielle des dépenses fiscales sont mentionnées pour la première fois dans le présent fascicule.

## **10. Les dépenses fiscales relatives aux impôts directs locaux**

---

Certains allègements applicables en matière d'impôts directs locaux peuvent également être considérés comme dérogatoires par rapport à la norme fiscale.

Ces mesures sont détaillées pour la première fois dans le présent fascicule, à la condition qu'elles aient un impact direct sur les ressources et les charges de l'Etat (versement au bénéficiaire d'une allocation compensatrice ou dégrèvement au profit du contribuable).

Les précisions apportées sont les mêmes que celles introduites pour les dépenses fiscales relatives aux impôts d'Etat : méthode de chiffrage, fiabilité de l'estimation, nombre de bénéficiaires.

S'agissant des mesures compensées, les coûts indiqués correspondent aux montants des allocations compensatrices versées par l'Etat.



## La présentation des dépenses fiscales

### 11. Le classement des dépenses fiscales

Les dépenses fiscales sont classées par nature d'impôt. (Des précisions sont apportées sur la nature des dépenses (mesure de trésorerie ou non), sur la méthode de chiffrage du coût correspondant et sur la qualité de ce chiffrage).

En outre, une présentation des dépenses est faite par mission et programme au sens de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances. Cette information complémentaire permet de faire un rapprochement entre les dépenses fiscales et les budgets des différents programmes. Elle est en ligne avec les précisions qui sont par ailleurs apportées dans les projets annuels de performance de chaque programme conformément à l'article 51-5°-a de la loi précitée.

De plus, conformément à l'article 32 de la loi de finances pour 1980, les mesures sont ventilées selon une répartition Ménages et/ou Entreprises.

La liste des missions et programmes concernés est la suivante :

Missions
Programmes
<b>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales</b>
Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural
Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés
Forêt
<b>Aide publique au développement</b>
Aide économique et financière au développement
<b>Culture</b>
Patrimoines
Création
<b>Défense</b>
Préparation et emploi des forces
<b>Développement et régulation économiques</b>
Développement des entreprises
Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel
<b>Écologie et développement durable</b>
Prévention des risques et lutte contre les pollutions
Gestion des milieux et biodiversité
Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable
<b>Engagements financiers de l'État</b>
Épargne
<b>Enseignement scolaire</b>
Enseignement scolaire public du second degré

<b>Missions</b>
<b>Programmes</b>
Vie de l'élève
Enseignement technique agricole
<b>Gestion et contrôle des finances publiques</b>
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local
<b>Justice</b>
Accès au droit et à la justice
Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés
<b>Médias</b>
Presse
<b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation</b>
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant
<b>Outre-mer</b>
Emploi outre-mer
Conditions de vie outre-mer
<b>Politique des territoires</b>
Aménagement, urbanisme et ingénierie publique
Tourisme
Aménagement du territoire
<b>Recherche et enseignement supérieur</b>
Vie étudiante
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
Orientation et pilotage de la recherche
Recherche dans le domaine de l'énergie
Recherche industrielle
Enseignement supérieur et recherche agricoles
<b>Santé</b>
Santé publique et prévention
Offre de soins et qualité du système de soins
<b>Sécurité</b>
Gendarmerie nationale
<b>Sécurité civile</b>
Intervention des services opérationnels
Coordination des moyens de secours
<b>Sécurité sanitaire</b>
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
<b>Solidarité et intégration</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

<b>Missions</b>
<b>Programmes</b>
Actions en faveur des familles vulnérables
Handicap et dépendance
Protection maladie
Égalité entre les hommes et les femmes
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>
Sport
Jeunesse et vie associative
<b>Stratégie économique et pilotage des finances publiques</b>
Stratégie économique et financière et réforme de l'État
<b>Transports</b>
Transports terrestres et maritimes
Sécurité et affaires maritimes
Transports aériens
<b>Travail et emploi</b>
Développement de l'emploi
Accès et retour à l'emploi
Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
<b>Ville et logement</b>
Rénovation urbaine
Équité sociale et territoriale et soutien
Aide à l'accès au logement
Développement et amélioration de l'offre de logement
<b>Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale</b>
Industries cinématographiques
Industries audiovisuelles
<b>Participations financières de l'État</b>
Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État
<b>Avances à l'audiovisuel public</b>
Télévision
Radio
Patrimoine audiovisuel

## 12 . La codification des dépenses fiscales

Chaque mesure est codifiée à l'aide d'un numéro à six chiffres.

Les quatre premiers chiffres correspondent à une classification par impôt et sous-rubrique d'impôt tandis que les deux derniers chiffres sont des numéros d'ordre.

Les libellés des mesures sont complétés des références au Code général des impôts (CGI), au Code des douanes, à la décision ministérielle (DM) ou administrative (DA).

La table de correspondance ci-après permet de faire le lien entre les articles du CGI ou du Code des douanes et les numéros des dépenses fiscales concernées.

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
15 bis	130101
31-I-1° a, b, b bis et 31-I-2° a	130201
31-I-1° b ter	130207
31-I-1° b quater	130205
31-I-1° e	130203
31-I-1° e	130206
31-I-1° e et h	130210
31-I-1° f	130204
31-I-1° g	130209
31-I-1° h et 31 bis	130208
31-I-1° i	130212
31-I-1° k	130211
31-I-1° l	130214
31-I-1° m	130215
31-I-1° n	130216
31-I-2° a et 31-I-1° a, b, b bis	130201
31-I-2° c quinquies	130213
31-I-2° d	130202
31 bis et 31-I-1°-h	130208
35 bis - I et II	180102
35 bis-III	180103
38-5	200307
38-5 bis	230501
38-7	200303
38 quater	200301
38 quinquies	170401
39-1-5° (9° alinéa)	200102
39 A	210101
39 AA	210103
39 AA quater	200214
39 AA quinquies	210108
39 AB	200201
39 AC, 39 AD	200212
39 AD, 39 AC	200212
39 AE	200205
39 AJ	210109
39 CA	310203
39 bis, 39 bis A	230403
39 bis A, 39 bis	230403
39 ter	230404
39 ter B	230405

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
39 quinques	230101
39 quinques D	200206
39 quinques DA	200207
39 quinques E, 39 quinques F, 39 quinques FC	200213
39 quinques F, 39 quinques FC, 39 quinques E	200213
39 quinques FA	230303
39 quinques FC, 39 quinques E, 39 quinques F	200213
39 quinques FD	200215
39 quinques G, 39 quinques GA, 39 quinques GB, 39 quinques GC	230410
39 quinques GA, 39 quinques GB, 39 quinques GC, 39 quinques G	230410
39 quinques GB, 39 quinques GC, 39 quinques G, 39 quinques GA	230410
39 quinques GC, 39 quinques G, 39 quinques GA, 39 quinques GB	230410
39 quinques H	230408
39 octies A-II, 39 octies D-I et D-IV	310101
39 octies D-I et D-IV, 39 octies A-II	310101
39 octies E	180306
39 octies F	180307
39 nonies	230102
39 terdecies-1, 219-I-a, a bis, a ter et a quater	320103
39 terdecies-1, 39 quindecies-I-1, 63, 93 quater-I, 238 bis G	190207
39 terdecies-4, 39 terdecies-5	230601
39 terdecies-5, 39 terdecies-4	230601
39 quaterdecies-1 bis	230503
39 quaterdecies-1 quater	230509
39 quaterdecies-1 ter, 39 quindecies-I-1 (4° alinéa)	210302
39 quindecies-I-1, 63, 93 quater-I, 238 bis G, 39 terdecies-1	190207
39 quindecies-I-1 (4° alinéa), 39 quaterdecies-1 ter	210302
40 quinques	200305
40 sexies (2° et 3° alinéas)	230504
41	190203
41 bis	230506
42 septies	210304
44 sexies	230602
44 sexies A	230604
44 septies	300111
44 octies	220101
44 nonies	180304
44 decies	200304
44 undecies	200308
62, 154 bis, 154 bis-0 A	190101
62, 83-2° quater, 83-2° quinques	120301
63, 93 quater-I, 238 bis G, 39 terdecies-1, 39 quindecies-I-1	190207
64	170501
72 B, 72 B bis	170104
72 B bis, 72 B	170104
72 D	170103
72 D bis	170105
73 B	170201

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
75-0 A	170306
80 bis, 150-0 A (II,§1), 150-0 D (§8), 163 bis C, 200 A (6)	120503
80 quinquies	120204
80 sexies	120501
80 quaterdecies, 200 A (6 bis)	120506
81-2°, 81-14° et 81-14° bis	120202
81-2° in fine	120205
81-2° bis	120201
81-2° ter	120114
81-3°	120101
81-4° (a et b), 81-12°	120126
81-7°	120104
81-8°	120117
81-9°	120203
81-9° ter	120206
81-9° quater et quinquies	120207
81-12°, 81-4° (a et b)	120126
81-14°, 81-14° bis et 81-2°	120202
81-14° bis, 81-2° et 81-14°	120202
81-17°, DM, art. 7 de la loi n°2005-159 du 23 février 2005	120127
81-17° bis à 81-18° bis, 81 ter, 157-16° bis, 157-17°, 163 bis AA et 163 bis B	120108
81-19°	120111
81-19° bis	120112
81-22°	120115
81-24°	120121
81-29°	120123
81-33° bis	120133
81-34°	120130
81-35°	120129
81-36°	120132
81-37°	120134
81 bis	120109
81 ter, 157-16° bis, 157-17°, 163 bis AA, 163 bis B et 81-17° bis à 81-18° bis	120108
81 A	120124
81 B	120131
83-2° quater, 83-2° quinquies, 62	120301
83-2° quinquies, 62, 83-2° quater	120301
83-3° 5ème et 6ème alinéas	120306
83 bis, 83 ter	120307
83 ter, 83 bis	120307
84 A, 100 bis	110307
93	160303
93-2	160102
93-7	160203
93-9	160406
93 quater-I, 238 bis G, 39 terdecies-1, 39 quindécies-I-1, 63	190207
93 quater-I ter	160104
93 quater-IV	160403
100 bis, 84 A	110307

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
125-0 A	140119
125-0 A	140120
125-0 A	140202
125 A et D	140302
125 A-II bis	140103
125 A-III, 131 quater	140121
131 quater, 125 A-III	140121
135, 157-3°	140107
137 bis-I	140305
139 ter	140113
150 ter, 150 octies, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 244 bis C	150707
150 octies, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 244 bis C, 150 ter	150707
150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 244 bis C, 150 ter, 150 octies	150707
150 decies, 150 undecies, 244 bis C, 150 ter, 150 octies, 150 nonies	150707
150 undecies, 244 bis C, 150 ter, 150 octies, 150 nonies, 150 decies	150707
150-0 A, 164 B-I.f, 200 A-7	150512
150-0 A	150702
150-0 A (I,§3)	150709
150-0 A (II,§1), 150-0 D (§8), 163 bis C, 200 A (6), 80 bis	120503
150-0 A (III,§1)	150706
150-0 A (III,§1 bis)	150710
150-0 A (II,§2), 157-5° bis	140117
150-0 A (III,§2 et 3)	150705
150-0 A (III,§4)	150701
150-0 C	150506
150-0 D (§8), 163 bis C, 200 A (6), 80 bis, 150-0 A (II,§1)	120503
150-0 D ter	150515
150 U-II-2°	150114
150 U-II-7°	150118
150 U-III	150117
150 VC-II	150514
150 VJ 1°, 2° et 3°	150403
150 VJ 5° et 6°	150405
151 ter	160204
151 septies	190204
151 septies A	190208
151 septies B	190209
151 octies, 151 octies A	190205
151 octies A, 151 octies	190205
151 nonies II-1	190206
154 bis, 154 bis-0 A, 62	190101
154 bis-0 A, 62, 154 bis	190101
156-I bis	160103
156-II-1° ter	100102
156-II-2° ter	100105
156-II-5°	100101
157-3°, 135	140107
157-5° bis	150708
157-5° bis, 150-0 A (II,§2)	140117
157-5° ter, 157-22°	120128

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
157-6°	120116
157-7°	140102
157-7° ter	140105
157-7° quater	140106
157-9° bis	140101
157-9° quater	140104
157-9° quinquies	140110
157-9° sexies	140125
157-16° bis, 157-17°, 163 bis AA, 163 bis B, 81-17° bis à 81-18° bis et 81 ter	120108
157-17°, 163 bis AA, 163 bis B, 81-17° bis à 81-18° bis, 81 ter et 157-16° bis	120108
157-19°	180101
157-19° bis	180104
157-22°, 157-5° ter	120128
157-22°	140123
157 bis	100201
158-3-2°	140203
158-3-5°	140201
158-5-a	120401
163-0 A bis, deuxième et troisième alinéas	120505
163 A	120507
163 bis AA, 163 bis B, 81-17° bis à 81-18° bis, 81 ter, 157-16° bis et 157-17°	120108
163 bis AA, 163 bis B	140109
163 bis B, 81-17° bis à 81-18° bis, 81 ter, 157-16° bis, 157-17° et 163 bis AA	120108
163 bis B, 163 bis AA	140109
163 bis C, 200 A (6), 80 bis, 150-0 A (II,§1), 150-0 D (§8)	120503
163 bis G	120504
163 quinquies B, 163 quinquies C	140122
163 quinquies C, 163 quinquies B	140122
163 quinquies C	140306
163 quinquies C bis	140124
163 septdecies	100106
163 octodecies A	100108
163 duovicies, 238 bis HO, 238 bis HP	100110
163 tervicies	100111
163 quaternicies	100112
163 quinvicies	100113
164 B-I.f, 200 A-7, 150-0 A	150512
194	110107
194-II	110110
195-1-a,b,e, 197-I-2	110102
195-1-c, 195-1-f, 195-6	110103
195-1-c,d,d bis, 195-3, 195-4, 195-5	110104
195-1-f, 195-6, 195-1-c	110103
195-2, 196 A bis	110109
195-3, 195-4, 195-5, 195-1-c,d,d bis	110104
195-4, 195-5, 195-1-c,d,d bis, 195-3	110104
195-5, 195-1-c,d,d bis, 195-3, 195-4	110104
195-6, 195-1-c, 195-1-f	110103



Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
196 A bis, 195-2	110109
196 B	100202
197-I-2, 195-1-a,b,e	110102
197-I-3	110302
199 ter D , 220 D , 223 O-1-d, 244 quater E	210305
199 ter E, 244 quater F	210308
199 ter F, 220 H, 223 O, 244 quater G	210311
199 ter G, 220 I et 244 quater H	210312
199 ter I, 220 K et 244 quater J	210313
199 ter J, 220 L et 244 quater K	210314
199 quater B	110211
199 quater C	110202
199 quater F	110215
199 quater F	110242
199 septies	110205
199 decies E, 199 decies EA, 199 decies F, 199 decies G	110221
199 decies EA, 199 decies F, 199 decies G, 199 decies E	110221
199 decies F, 199 decies G, 199 decies E, 199 decies EA	110221
199 decies G, 199 decies E, 199 decies EA, 199 decies F	110221
199 decies H	110226
199 undecies A	110210
199 undecies B	110224
199 undecies B I bis	180305
199 terdecies-0 A	110216
199 terdecies-0 A VI	110218
199 terdecies-0 A VI bis	110228
199 terdecies-0 B	110229
199 quindecies	110213
199 sexdecies	110214
199 octodecies	110223
199 novodecies	110230
199 vicies	110231
199 vicies A	110239
200	110201
200 quater	110222
200 quater A	110236
200 quater B	110203
200 quinquies	110225
200 sexies	110227
200 septies	110232
200 septies	420104
200 octies	110233
200 nonies	110234
200 decies	110235
200 decies A	110241
200 undecies	110240
200 duodecies	110237
200 terdecies	110238
200 A (6), 80 bis, 150-0 A (II,§1), 150-0 D (§8), 163 bis C	120503
200 A (6 bis), 80 quaterdecies	120506

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
200 A-7, 150-0 A, 164 B-I.f	150512
206	320116
206-5	300201
206-5 bis	320115
207-1-1° bis	300109
207-1-2°, 3° et 3° bis	300101
207-1-4° et 221 bis	300102
207-1-4° quater	300110
207-1-6° bis	300205
207-1-9°, 10° et 11°	300208
208-1° ter	300105
208-3° quater, quinquies et sexies	300106
208-3° septies	300203
208-B	300202
208-C	300206
208-D	300207
208 quater	300302
209	300108
209-0 B	320119
209 quinquies	330103
210 E	320123
210 E-III	320125
214-1-8°	320122
217 bis	320102
217 septies	310201
217 decies, 238 bis HO, 238 bis HP	310202
217 undecies et 217 duodecies	320113
217 duodecies et 217 undecies	320113
217 terdecies	310204
217 quaterdecies	310205
217 quindecies, 238 bis HV à HZ	320126
217 sexdecies	320127
219-I-a, a bis, a ter et a quater et 39 terdecies-1	320103
219 bis	320105
219 bis-II	320106
219 bis-III	320107
219 quater	320108
220 D , 223 O-1-d, 244 quater E, 199 ter D	210305
220 F, 220 sexies	320121
220 F, 220 sexies	320129
220 H, 223 O, 244 quater G, 199 ter F	210311
220 I, 244 quater H et 199 ter G	210312
220 K, 244 quater J et 199 ter I	210313
220 L, 244 quater K et 199 ter J	210314
220 quater, 220 quater A	320109
220 quater A, 220 quater	320109
220 sexies, 220 F	320121
220 sexies, 220 F	320129
220 septies	320111
220 octies	320128

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
223 O, 244 quater G, 199 ter F, 220 H	210311
223 O-1-d, 244 quater E, 199 ter D, 220 D	210305
223 septies avant dernier et dernier alinéas, 223 nonies	340105
223 octies	340101
223 nonies	340104
223 nonies, 223 septies avant dernier et dernier alinéas	340105
231-1	410104
231-1	410108
231-1	410109
231-1	410110
231-2 bis (2e alinéa) et 5	410201
231-3-a	410103
231 bis L	410105
231 bis N	410112
231 bis P	410101
231 bis R	410113
234 nonies-III	350101
234 nonies-III-1°	240101
236-I bis	230603
236-II	210102
237 bis A-II et III	230409
237 ter	230103
237 quater	210307
238 bis-1 et 4	210309
238 bis-0 A	320118
238 bis-0 AB	210306
238 bis AB	210203
238 bis G, 39 terdecies-1, 39 quindecies-I-1, 63, 93 quater-I	190207
238 bis HO, 238 bis HP, 163 duovicies	100110
238 bis HO, 238 bis HP, 217 decies	310202
238 bis HP, 163 duovicies, 238 bis HO	100110
238 bis HP, 217 decies, 238 bis HO	310202
238 bis HV à HZ, 217 quindecies	320126
238 bis JA	320120
238 quater	230507
238 quaterdecies	220201
238 quindecies	220202
239 bis AA	200306
239 bis B	140304
239 octies	300204
244 bis C, 150 ter, 150 octies, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies	150707
244 quater B	200302
244 quater C	210303
244 quater D	230202
244 quater E , 199 ter D , 220 D , 223 O-1-d	210305
244 quater F, 199 ter E	210308
244 quater G, 199 ter F, 220 H, 223 O	210311
244 quater H, 199 ter G et 220 I	210312
244 quater J, 199 ter I et 220 K	210313
244 quater K, 199 ter J et 220 L	210314

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
244 quater L	210316
244 quater M	210315
244 quater N	210317
244 quater O	210318
248 E	230508
248 F, 248 G	150507
248 G, 248 F	150507
256-B, 260-A	720202
260-A, 256-B	720202
261-2-3°	720205
261-2-4°	720206
261-4-10°	720204
261-5-1°	720102
261-5-2°	720101
261-7-1°	740105
261-7-1° bis	720106
261-7-1° ter	720107
261-7-3°	720104
262-II-6°	700104
262-II-11°	720201
278 bis-4°, 278 bis-5°	730212
278 bis-5°, 278 bis-4°	730212
278 quinquies	730203
278 sexies I-1	730204
278 sexies I-2, 3, 3 bis, 3 ter, 4 et 5	730210
278 sexies I-6	730216
279-a (1er alinéa)	730205
279-a (3ème alinéa)	730206
279-a bis	730207
279-a quinquies	730208
279-b septies	730215
279-b decies	730218
279-f	730209
279-i	730214
279-0 bis	730213
281 quater, 89 ter de l'annexe III	730301
281 sexies	730302
281 octies 1er et 2ème alinéas	730303
281 nonies	730304
291-II-2°	700103
291-II-8°	700102
293 B-III-1°	740102
293 B-III-2°	740103
295-1-1°	710101
295-1-5° et 6°	710102
296	710103
297	730306
297 A-III	730103
298 septies	730305
298 duodecies	720203

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
302 bis KA	920101
721	530204
722	530205
722 bis	530206
724 bis	530210
726-I-2°	530207
730 quater	530203
733-2°	530209
749 A	550102
750 bis A	550101
764 A	520205
775 bis	520106
777 (2e al.), 778, 782	520302
778, 782, 777 (2e al.)	520302
779-III	520201
780, 781, 783	520301
781, 783, 780	520301
782, 777 (2e al.), 778	520302
783, 780, 781	520301
787 B, 787 C	520110
787 C, 787 B	520110
788 III	520114
790	520305
790 A	520202
790 A bis	520117
790 B	520203
790 C	520206
790 D	520207
793-1-3° et 4°, 793-2-2° et 3°	520109
793-2	520118
793-2-2° et 3°, 793-1-3° et 4°	520109
793-2-4° à 6°, 793 ter	520107
793 ter, 793-2-4° à 6°	520107
794, 795-2°, 4°, 5° et 11°	520104
795	520111
795, 990 I-I	590201
795-2°, 4°, 5° et 11°, 794	520104
795 A	520105
796	520108
796 I	520116
809-I-3°, 810-III	570101
809-I-bis	570102
810-III, 809-I-3°	570101
828-I-2° et 3°	570202
885 A, 885 P, 885 Q	400101
885 D, 885 H	400108
885 H, 885 D	400108
885 I	400109
885 I bis	400111
885 I ter	400110

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
885 I quater	400112
885 L	400107
885 P, 885 Q, 885 A	400101
885 Q, 885 A, 885 P	400101
885 T	400301
885 V	400201
980, 980 bis	590101
980 bis, 980	590101
990 I-I, 795	590201
995 à 1000	560103
995-2°, 15° et 16°, 999	560104
999, 995-2°, 15° et 16°	560104
1020	530102
1028 ter	530208
1030, 1031	500101
1031, 1030	500101
1042	530202
1043 A	500102
1051-1°	530101
1052-II-1°et 2°, 1087 (1er alinéa)	570204
1087 (1er alinéa), 1052-II-1°et 2°	570204
1131	510101
1133 bis	550103
1135	540101
1135 bis	520112
1382-6°-a	050105
1383 B	050103
1383 C	050104
1383 C bis	050108
1384, 1384 A à D	050102
1384 A à D, 1384	050102
1388 bis	050106
1388 ter	050107
1390, 1391	050101
1391, 1390	050101
1391 B	050201
1391 C	050202
1391 D	050203
1391 E	050204
1394 B	060104
1394 B bis	060102
1395	060103
1395 D	060105
1395 E	060106
1395 F	060107
1398	060201
1398 A	060202
1414-I	070101
1414-II	070201
1414-III	070202

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
1450	080101
1465 A	080102
1466 A I ter	080103
1466 A I quater et quinquies	080104
1466 B	080105
1466 C	080106
1472 A ter, 1586 bis et 1599 bis	080107
1586 bis, 1599 bis et 1472 A ter	080107
1586 D, 1599 ter D	060101
1599 bis, 1472 A ter et 1586 bis	080107
1599 ter D, 1586 D	060101
1647-00 bis	060203
1647 B sexies	080207
1647 C	080201
1647 C bis	080202
1647 C ter	080203
1647 C quater	080204
1647 C quinquies	080205
1647 C sexies	080206
1655 bis	300303
1663 bis	160405
1679-A	410202
DA	120110
DA	120113
DA	150704
DA	160201
DA	160301
DA	410102
DA	410111
DM	160302
DM	300104
DM	710104
DM, art. 7 de la loi n°2005-159 du 23 février 2005, 81-17°	120127
242 A de l'annexe II	700101
89 ter de l'annexe III, 281 quater	730301
165-B-2 Code des Douanes	800102
190 Code des Douanes	800101
223 Code des Douanes	940102
223, 224 Code des Douanes	940101
223, 238 Code des Douanes	940103
224, 223 Code des Douanes	940101
238, 223 Code des Douanes	940103
265 (tableau B) Code des Douanes	800201
265 (tableau B) Code des Douanes	800203
265 (tableau B) Code des Douanes	800204
265 (tableau B) Code des Douanes	800206
265 bis 1-b Code des Douanes	800109
265 bis A Code des Douanes	800107
265 quater Code des Douanes	800111
265 quinquies Code des Douanes	800302

Articles du CGI et de ses annexes, Articles du Code des Douanes	N° dépenses fiscales PLF 2007
265 sexies Code des Douanes	800103
265 sexies Code des Douanes	800104
265 sexies Code des Douanes	800402
265 septies Code des Douanes	800403
265 octies Code des Douanes	800404
266 quinquies - 3 Code des Douanes	800105
266 quinquies - 3 Code des Douanes	800106
266 quinquies A Code des Douanes	800108
267 Code des Douanes	800401
Non codifié par le législateur	320124
Non codifié par le législateur	520115



## Dépenses fiscales classées par nature d'impôt



### Classement des dépenses fiscales par nature d'impôt

Codes	Catégories d'impôt
<b>0</b>	<b>Impôts locaux</b>
05	■ Taxe foncière sur les propriétés bâties
06	■ Taxe foncière sur les propriétés non bâties
07	■ Taxe d'habitation
08	■ Taxe professionnelle
<b>1</b>	<b>Impôt sur le revenu</b>
10	■ Déductions et abattements pratiqués sur le revenu global
11	■ Calcul de l'impôt
12	■ Traitements, salaires, pensions et rentes viagères
13	■ Revenus fonciers
14	■ Revenus de capitaux mobiliers
15	■ Plus-values des particuliers
16	■ Bénéfices non commerciaux
17	■ Bénéfices agricoles
18	■ Bénéfices industriels et commerciaux
19	■ Dispositions communes aux bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles et bénéfices non commerciaux
<b>2</b>	<b>Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés</b>
20	■ Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices agricoles) et à l'impôt sur les sociétés
21	■ Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles et bénéfices non commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés
22	■ Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices non commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés
23	■ Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés
24	■ Contribution représentative du droit de bail et contribution sur les revenus locatifs
<b>3</b>	<b>Impôt sur les sociétés</b>
30	■ Exonérations
31	■ Provisions et amortissements
32	■ Modalités particulières d'imposition
33	■ Régimes spéciaux
34	■ Dispositions relatives à l'imposition forfaitaire annuelle
35	■ Dispositions relatives à la contribution sur les revenus locatifs
<b>4</b>	<b>Autres impôts directs</b>

### Classement des dépenses fiscales par nature d'impôt

Codes	Catégories d'impôt
40	■ Impôt de solidarité sur la fortune
41	■ Taxe sur les salaires
42	■ Autres
5	<b>Droits d'enregistrement et de timbre</b>
50	■ Dispositions communes aux droits d'enregistrement et de timbre
51	■ Dispositions communes aux mutations à titre gratuit et à titre onéreux
52	■ Mutations à titre gratuit
53	■ Mutations à titre onéreux - Taxe de publicité foncière
54	■ Actes soumis à un droit fixe d'enregistrement ou à une taxe fixe de publicité foncière
55	■ Partages et opérations assimilées
56	■ Taxe sur les conventions d'assurances
57	■ Droits dus par les sociétés
58	■ Prélèvement de 20% sur l'assurance vie
59	■ Impôt sur les opérations de bourse
7	<b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>
70	■ Territorialité
71	■ Régimes des départements d'Outre-Mer
72	■ Exonérations
73	■ Assiette et taux
74	■ Régimes particuliers
8	<b>Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers</b>
80	<b>Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers</b>
9	<b>Autres droits indirects</b>
90	■ Droits sur les alcools
91	■ Droits sur les tabacs
92	■ Taxe sur la publicité télévisée
93	■ Taxe spéciale sur certains véhicules routiers
94	■ Droit annuel de francisation et de navigation

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Déductions et abattements pratiqués sur le revenu global</b>				
<u>Déductions</u>				
10 01 01	<b>Déduction des versements effectués en vue de la retraite mutualiste du combattant</b>	<b>100</b>	<b>80</b>	<b>70</b>
	Mission / programme : <i>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation / Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</i>			
	Réf. CGI : <i>156-II-5°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>285.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1941</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
10 01 02	<b>Déduction des charges foncières afférentes aux monuments historiques</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i>			
	Réf. CGI : <i>156-II-1° ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1964</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
10 01 05	<b>Déduction des avantages en nature consentis en l'absence d'obligation alimentaire à des personnes âgées de plus de 75 ans, de condition modeste, qui vivent sous le toit du contribuable</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>156-II-2° ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>3.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1984</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
10 01 06	<b>Déduction des souscriptions en numéraire au capital de sociétés anonymes agréées ayant pour seule activité le financement d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles</b>  Mission / programme : <i>Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale / Industries cinématographiques</i>  Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Culture / Création; Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale / Industries audiovisuelles</i> Réf. CGI : <i>163 septdecies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>4.000</i>  Année de création de la dépense : <i>1985</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>	20	20	20
10 01 08	<b>Déduction des pertes en capital subies par les créateurs d'entreprises</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>163 octodecies A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>2.100</i>  Année de création de la dépense : <i>1994</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	5	5	5
10 01 10	<b>Déduction des souscriptions en numéraire au capital de sociétés agréées ayant pour objet le financement de la pêche artisanale (SOFIPECHE)</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>  Réf. CGI : <i>163 duovicies, 238 bis HO, 238 bis HP</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1.000</i>  Année de création de la dépense : <i>1997</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	10	2	0

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
10 01 11	<b>Déduction des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer</b>	<b>1</b>	<b>ε</b>	<b>—</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>163 tervicies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Observations : <i>Le dispositif s'éteint progressivement et est remplacé par la dépense fiscale 110224 (réduction d'impôt)</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>200</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1998</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
10 01 12	<b>Déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite individuelle et facultative ( PERP )</b>	<b>370</b>	<b>450</b>	<b>450</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>163 quaternvicies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,06 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
10 01 13	<b>Déduction plafonnée des sommes versées annuellement sur un compte épargne codéveloppement</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Aide publique au développement / Aide économique et financière au développement</i>			
	Réf. CGI : <i>163 quinvicies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Abattements</a>			
10 02 01	<b>Abattement en faveur des personnes âgées ou invalides de condition modeste</b>	<b>230</b>	<b>240</b>	<b>250</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>157 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>6,1 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1972</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
10 02 02	<b>Abattement en faveur des contribuables ayant des enfants mariés à charge du fait de leur rattachement au foyer fiscal</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>196 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>5.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1974</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Calcul de l'impôt</b>				
<u>Demi-parts supplémentaires</u>				
11 01 02	<b>Demi-part supplémentaire pour les contribuables vivant effectivement seuls ayant eu un ou plusieurs enfants à charge (avantage plafonné)</b>	<b>1500</b>	<b>1600</b>	<b>1560</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>195-1-a,b,e, 197-I-2</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4,3 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1945</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
11 01 03	<b>Demi-part supplémentaire pour les contribuables (et leurs veuves) de plus de 75 ans titulaires de la carte du combattant</b>	<b>190</b>	<b>200</b>	<b>200</b>
	Mission / programme : <i>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation / Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</i>			
	Réf. CGI : <i>195-1-c, 195-1-f, 195-6</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>435.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1945</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
11 01 04	<b>Demi-part supplémentaire pour les contribuables invalides</b>	<b>330</b>	<b>350</b>	<b>350</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>195-1-c,d,d bis, 195-3, 195-4, 195-5</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,38 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1945</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 01 07	<b>Maintien du quotient conjugal pour les contribuables veufs ayant des enfants à charge</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>194</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>135.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1929</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
11 01 09	<b>Demi-part supplémentaire ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée, par enfant à charge titulaire de la carte d'invalidité ou part supplémentaire par personne rattachée au foyer fiscal titulaire de la carte d'invalidité</b>	<b>85</b>	<b>90</b>	<b>90</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>195-2, 196 A bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>250.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1963</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
11 01 10	<b>Demi-part supplémentaire, ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée des enfants à charge, accordée aux parents isolés</b>	<b>360</b>	<b>380</b>	<b>370</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>194-II</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,5 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1995</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<u>Réductions d'impôt</u>			
11 02 01	<b>Réduction d'impôt au titre des dons</b>	<b>700</b>	<b>800</b>	<b>800</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires; Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>200</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>6,7 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
11 02 02	<b>Réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux organisations syndicales représentatives de salariés</b>	<b>80</b>	<b>115</b>	<b>115</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Réf. CGI : <i>199 quater C</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,7 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1988</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
11 02 03	<b>Réduction d'impôt jusqu'au 31 décembre 2004, puis crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2005 pour frais de garde des enfants âgés de moins de 6 ans</b>	<b>260</b>	<b>330</b>	<b>660</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Égalité entre les hommes et les femmes; Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>200 quater B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,34 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 05	<b>Réduction d'impôt au titre de certaines primes d'assurances</b>	<b>20</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>199 septies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>268.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1941</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
11 02 10	<b>Réduction d'impôt au titre des investissements locatifs et de la réhabilitation de logements situés dans les D.O.M., à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises</b>	<b>170</b>	<b>170</b>	<b>170</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>199 undecies A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>27.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
11 02 11	<b>Réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion ou une association agréés</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Gestion et contrôle des finances publiques / Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</i>			
	Réf. CGI : <i>199 quater B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>73.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 13	<b>Réduction d'impôt au titre des frais de dépendance des personnes hébergées en établissement spécialisé, et des frais d'hébergement des personnes hébergées au 31 décembre 2002 dans une unité de soins de longue durée non conventionnée</b>  Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i> Réf. CGI : <i>199 quinquies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>très bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>233.000</i> Année de création de la dépense : <i>1988</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	50	50	55
11 02 14	<b>Réduction d'impôt au titre de l'emploi, par les particuliers, d'un salarié à domicile</b>  Mission / programme : <i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i> Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables; Solidarité et intégration / Égalité entre les hommes et les femmes; Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i> Réf. CGI : <i>199 sexdecies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>très bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>2,65 Millions</i> Année de création de la dépense : <i>1991</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	1860	1970	2000
11 02 15	<b>Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement secondaire</b>  Mission / programme : <i>Enseignement scolaire / Vie de l'élève</i> Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Enseignement scolaire / Enseignement technique agricole</i> Réf. CGI : <i>199 quater F</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>très bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>2,7 Millions</i> Année de création de la dépense : <i>1992</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	220	220	225

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 16	<b>Réduction d'impôt au titre de l'ensemble des souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>199 terdecies-0 A</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>très bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>94.000</i>  Année de création de la dépense : <i>1994</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	130	135	135
11 02 18	<b>Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation</b>  Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>  Réf. CGI : <i>199 terdecies-0 A VI</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>55.500</i>  Année de création de la dépense : <i>1996</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	90	100	100
11 02 21	<b>Réduction d'impôt au titre des investissements dans le secteur du tourisme</b>  Mission / programme : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>  Réf. CGI : <i>199 decies E, 199 decies EA, 199 decies F, 199 decies G</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>10.900</i>  Année de création de la dépense : <i>1998</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	20	20	20

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 22	<b>Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur des économies d'énergie et du développement durable</b>	<b>400</b>	<b>900</b>	<b>1000</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises; Écologie et développement durable / Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</i>			
	Réf. CGI : <i>200 quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>890.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1999</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
11 02 23	<b>Réduction d'impôt au titre de la prestation compensatoire versée sous forme d'argent ou d'attributions de biens ou de droits ou sous forme de capital se substituant à des rentes</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>25</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>199 octodécies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>12.700</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
11 02 24	<b>Réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer, avant le 31 décembre 2017</b>	<b>340</b>	<b>360</b>	<b>410</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>199 undécies B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>7.700</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 25	<b>Crédit d'impôt pour dépenses d'acquisition d'un véhicule fonctionnant au moyen du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de gaz naturel véhicule (GNV) ou de l'énergie électrique, ou pour dépenses de transformation d'un véhicule de moins de trois ans destinées à permettre son fonctionnement au moyen du GPL</b>  Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>  Réf. CGI : <i>200 quinquies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>6.200</i>  Année de création de la dépense : <i>2000</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	10	10	5
11 02 26	<b>Réduction d'impôt sur le revenu pour investissement forestier</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i> Réf. CGI : <i>199 decies H</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1.500</i>  Année de création de la dépense : <i>2001</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>	3	3	3
11 02 27	<b>Prime pour l'emploi en faveur des contribuables modestes déclarant des revenus d'activité</b>  Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi</i> Réf. CGI : <i>200 sexies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>9,1 Millions</i>  Année de création de la dépense : <i>2001</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	2700	3200	3700



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 28	<b>Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP)</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>199 terdecies-0 A VI bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>14.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
11 02 29	<b>Réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts souscrits par une personne physique en vue de financer la reprise d'une entreprise exploitée sous forme de société soumise à l'impôt sur les sociétés</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>199 terdecies-0 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1.160</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
11 02 30	<b>Réduction d'impôt pour télédéclaration et paiement par prélèvement ou par voie électronique</b>	<b>50</b>	<b>80</b>	<b>110</b>
	Mission / programme : <i>Gestion et contrôle des finances publiques / Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</i>			
	Réf. CGI : <i>199 novodecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>3,09 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 31	<b>Réduction d'impôt au titre des intérêts payés en 2004 et 2005 au titre de prêts à la consommation conclus entre le 1er mai 2004 et le 31 mai 2005</b>  Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>  Réf. CGI : <i>199 vicies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>2,3 Millions</i>  Année de création de la dépense : <i>2004</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	80	200	—
11 02 32	<b>Crédit d'impôt sur certains revenus distribués de sociétés françaises ou étrangères</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>200 septies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>6 Millions</i>  Année de création de la dépense : <i>2003</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	—	500	500
11 02 33	<b>Réduction d'impôt pour les tuteurs de chômeurs qui créent ou reprennent une entreprise</b>  Mission / programme : <i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i> Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>200 octies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	—	—	25

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 34	<b>Crédit d'impôt prime d'assurance contre les impayés de loyers</b>	—	3	5
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Aide à l'accès au logement</i>			
	Réf. CGI : <i>200 nonies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>25.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
11 02 35	<b>Crédit d'impôt en faveur des jeunes de moins de vingt-six ans s'orientant vers un emploi qui connaît des difficultés de recrutement</b>	—	20	100
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>			
	Réf. CGI : <i>200 decies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
11 02 36	<b>Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes</b>	—	30	30
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>200 quater A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>50.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 37	<b>Crédit d'impôt en cas de déménagement pour reprise d'une activité salariée</b>	—	50	100
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi</i>			
	Réf. CGI : <i>200 duodecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>30.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
11 02 38	<b>Crédit d'impôt à raison des intérêts des prêts souscrits entre le 1er septembre 2005 et le 31 décembre 2008 en vue du financement de leurs études par les personnes âgées de vingt-cinq ans au plus</b>	—	1	5
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Vie étudiante</i>			
	Réf. CGI : <i>200 terdecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>15.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
11 02 39	<b>Réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement accordé à des exploitants agricoles</b>	—	0	2
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>199 vicies A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
11 02 40	<b>Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées par les exploitants agricoles pour assurer leur remplacement</b>	—	—	<b>50</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>200 undecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
11 02 41	<b>Réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux associations syndicales autorisées ayant pour objet la réalisation de travaux de prévention en vue de la défense des forêts contre les incendies sur des terrains inclus dans les bois classés</b>	—	—	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i>			
	Réf. CGI : <i>200 decies A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
11 02 42	<b>Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur</b>	<b>160</b>	<b>160</b>	<b>165</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Vie étudiante</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Recherche et enseignement supérieur / Enseignement supérieur et recherche agricoles</i>			
	Réf. CGI : <i>199 quater F</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>950.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1992</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
11 03 02	<b>Réduction, dans la limite d'un certain montant, pour les contribuables des D.O.M. de la cotisation résultant du barème (30 % en Guadeloupe, Martinique et Réunion, et 40 % en Guyane)</b>	<b>230</b>	<b>230</b>	<b>230</b>
	Mission / programme : <i>Ostre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>197-I-3</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>270.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1993</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
11 03 07	<b>Imposition des salaires ou des bénéfices des écrivains, des artistes et des sportifs selon une moyenne triennale ou quinquennale</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>84 A, 100 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1953</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères</b>				
<u>Exonérations spécifiques</u>				
12 01 01	<b>Exonération du salaire différé de l'héritier d'un exploitant agricole</b>	1	1	1
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>81-3°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1939</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>			
12 01 04	<b>Exonération du traitement attaché à la légion d'honneur et à la médaille militaire</b>	ε	ε	ε
	Mission / programme : <i>Justice / Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés</i>			
	Réf. CGI : <i>81-7°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1939</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1941</i>			
12 01 08	<b>Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement aux plans d'épargne salariale</b>	900	900	900
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>81-17° bis à 81-18° bis, 81 ter, 157-16° bis, 157-17°, 163 bis AA et 163 bis B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1973</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 01 09	<b>Exonération du salaire des apprentis</b>	<b>190</b>	<b>200</b>	<b>220</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Enseignement scolaire / Enseignement scolaire public du second degré; Recherche et enseignement supérieur / Vie étudiante</i>			
	Réf. CGI : <i>81 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1977</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
12 01 10	<b>Exonération des indemnités de stage en entreprise versées aux élèves et étudiants</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Enseignement scolaire / Enseignement scolaire public du second degré</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Recherche et enseignement supérieur / Vie étudiante</i>			
	Réf. CGI : <i>DA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,2 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1958</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1958</i>			
12 01 11	<b>Exonération de la participation des employeurs au financement des titres-restaurant</b>	<b>190</b>	<b>200</b>	<b>200</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Réf. CGI : <i>81-19°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2,4 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1967</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 01 12	<b>Exonération de la contribution patronale au financement des chèques vacances</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>			
	Réf. CGI : <i>81-19° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2,2 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
12 01 13	<b>Exonération d'une partie des primes de transport versées par les employeurs à leurs salariés</b>	<b>55</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Transports / Transports terrestres et maritimes</i>			
	Réf. CGI : <i>DA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,6 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1982</i>			
12 01 14	<b>Exonération des majorations de retraite ou de pension des personnes ayant eu ou élevé au moins trois enfants</b>	<b>500</b>	<b>550</b>	<b>550</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>81-2° ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1941</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 01 15	<b>Exonération des indemnités de départ en retraite ou en préretraite</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i>			
	Réf. CGI : <i>81-22°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
12 01 16	<b>Exonération des gratifications allouées à l'occasion de la remise de la médaille d'honneur du travail</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Réf. CGI : <i>157-6°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>400.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1948</i>			
12 01 17	<b>Exonération des indemnités et prestations servies aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Santé publique et prévention</i>			
	Réf. CGI : <i>81-8°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1927</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1941</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 01 21	<b>Exonération des primes et indemnités versées par l'Etat aux agents publics et aux salariés dans le cadre de la délocalisation</b>  Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i> Réf. CGI : <i>81-24°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1995</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1995</i>	€	€	€
12 01 23	<b>Exonération des vacances horaires et des avantages retraite servis aux sapeurs-pompiers volontaires</b>  Mission / programme : <i>Sécurité civile / Coordination des moyens de secours</i> Réf. CGI : <i>81-29°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>260.000</i>  Année de création de la dépense : <i>1996</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	20	25	25
12 01 24	<b>Exonération totale ou partielle des sommes versées aux salariés détachés à l'étranger</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>81 A</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>90.000</i>  Année de création de la dépense : <i>1976</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1976</i>	120	120	120

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 01 26	<p><b>Exonération de la retraite du combattant, des pensions militaires d'invalidité, des retraites mutuelles servies aux anciens combattants et aux victimes de guerre et de l'allocation de reconnaissance servie aux anciens membres des formations supplétives de l'armée française en Algérie (harkis) et à leurs veuves</b></p> <p>Mission / programme : <i>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation / Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</i></p> <p>Réf. CGI : <i>81-4° (a et b), 81-12°</i></p> <p>Bénéficiaires : <i>Ménages</i></p> <p>Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i></p> <p>Fiabilité : <i>bon</i></p> <p>Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i></p> <p>Année de création de la dépense : <i>1934</i></p> <p>Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i></p>	250	250	250
12 01 27	<p><b>Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux volontaires civils et aux personnes accomplissant un volontariat de solidarité internationale ou un volontariat associatif</b></p> <p>Mission / programme : <i>Défense / Préparation et emploi des forces</i></p> <p>Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Sécurité / Gendarmerie nationale</i></p> <p>Réf. CGI : <i>81-17°, DM, art. 7 de la loi n°2005-159 du 23 février 2005</i></p> <p>Bénéficiaires : <i>Ménages</i></p> <p>Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i></p> <p>Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i></p> <p>Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i></p> <p>Année de création de la dépense : <i>2000</i></p> <p>Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i></p>	20	20	20
12 01 28	<p><b>Exonération de la rente viagère lorsqu'un PEA ou un PEP se dénoue après 8 ans</b></p> <p>Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i></p> <p>Réf. CGI : <i>157-5° ter, 157-22°</i></p> <p>Bénéficiaires : <i>Ménages</i></p> <p>Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i></p> <p>Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i></p> <p>Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i></p> <p>Année de création de la dépense : <i>1992</i></p> <p>Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i></p>	1	1	1

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 01 29	<b>Exonération de l'aide financière versée par l'Etat aux créateurs ou repreneurs d'entreprises (prime EDEN)</b>	<b>2</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>81-35°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Observations : <i>L'exonération s'applique de manière rétroactive aux aides "EDEN" versées par l'Etat depuis le 1er janvier 1998</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>5.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
12 01 30	<b>Exonération du revenu minimum d'activité (RMA)</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>—</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi</i>			
	Réf. CGI : <i>81-34°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
12 01 31	<b>Exonération des suppléments de rémunération versés aux salariés et mandataires sociaux au titre de l'exercice temporaire d'une activité professionnelle en France (primes d'impatriation) et, sur option, de la fraction de leur rémunération correspondant à l'activité exercée à l'étranger</b>	<b>50</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>81 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 01 32	<b>Exonération des salaires perçus par les jeunes exerçant une activité pendant leurs congés scolaires ou universitaires</b>	—	30	30
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Vie étudiante</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Enseignement scolaire / Enseignement scolaire public du second degré</i>			
	Réf. CGI : <i>81-36°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>450.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
12 01 33	<b>Exonération des indemnités versées aux victimes de l'amiante</b>	10	10	10
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Protection maladie</i>			
	Réf. CGI : <i>81-33° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>5.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
12 01 34	<b>Exonération de l'aide financière versée par l'employeur ou par le comité d'entreprise en faveur des salariés afin de financer des services à la personne</b>	—	ε	2
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>81-37°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<u>Exonérations des prestations familiales et sociales</u>			
12 02 01	<b>Exonération de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Aide à l'accès au logement</i>			
	Réf. CGI : <i>81-2° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4,8 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1971</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1988</i>			
12 02 02	<b>Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1er janvier 2004, la prestation d'accueil du jeune enfant</b>	<b>1700</b>	<b>1750</b>	<b>1800</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Égalité entre les hommes et les femmes; Solidarité et intégration / Handicap et dépendance; Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>			
	Réf. CGI : <i>81-2°, 81-14° et 81-14° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1926</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
12 02 03	<b>Exonération des allocations, indemnités et prestations d'assistance et d'assurance</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>81-9°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1939</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1979</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 02 04	<b>Exonération des indemnités journalières de sécurité sociale servies au titre des maladies "longues et coûteuses"</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>180</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Santé publique et prévention</i>			
	Réf. CGI : <i>80 quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1978</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			
12 02 05	<b>Exonération de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)</b>	<b>190</b>	<b>210</b>	<b>220</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>81-2° in fine</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>865.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1986</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
12 02 06	<b>Exonération de la prestation de compensation servie aux personnes handicapées en application de l'article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>81-9° ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 02 07	<b>Exonération des primes d'intéressement à la reprise d'un emploi des titulaires de minima sociaux</b> Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi</i> Réf. CGI : <i>81-9° quater et quinquies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i> <a href="#">Dédutions</a>	—	—	10
12 03 01	<b>Déduction des intérêts d'emprunt contractés par les salariés et les gérants de sociétés pour souscrire au capital d'une société nouvelle qui les emploie</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>62, 83-2° quater, 83-2° quinquies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1977</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>	1	1	1
12 03 06	<b>Déduction forfaitaire minimale pour frais professionnels prévue pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an</b> Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi</i> Réf. CGI : <i>83-3° 5ème et 6ème alinéas</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1,45 Millions</i> Année de création de la dépense : <i>1978</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	5	5	5

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 03 07	<b>Déduction des intérêts d'emprunt contractés par les salariés dans le cadre du rachat de leur entreprise</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>83 bis, 83 ter</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1984</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>  <a href="#">Abattements</a>	€	€	€
12 04 01	<b>Abattement de 10 % sur le montant des pensions (y compris les pensions alimentaires) et des retraites</b>  Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>  Réf. CGI : <i>158-5-a</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i>  Fiabilité : <i>très bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>12,3 Millions</i>  Année de création de la dépense : <i>1992</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>  <a href="#">Régimes spéciaux d'imposition</a>	2190	2350	2360
12 05 01	<b>Régime spécial d'imposition des assistants maternels et des assistants familiaux régis par les articles L. 421-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles et par les articles L. 773-1 et suivants du code du travail</b>  Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>  Réf. CGI : <i>80 sexies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1979</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1981</i>	140	140	140

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 05 03	<b>Application du régime fiscal des plus-values de cession de valeurs mobilières aux gains sur options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1er janvier 1990</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>80 bis, 150-0 A (II, §1), 150-0 D (§8), 163 bis C, 200 A (6)</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1989</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>	50	50	50
12 05 04	<b>Régime fiscal des plus-values mobilières pour les profits correspondant aux cessions des titres attachés aux bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>163 bis G</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1997</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	20	20	20
12 05 05	<b>Imposition selon un quotient spécifique des sommes versées au titre de la reconstitution de carrière de certains fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord et des sommes versées aux anciens sociétaires du régime de retraite complémentaire institué par la mutuelle retraite de la fonction publique (CREF/Force Plus)</b>  Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i> Réf. CGI : <i>163-0 A bis, deuxième et troisième alinéas</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>250</i> Année de création de la dépense : <i>1992</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>	2	2	2

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
12 05 06	<b>Imposition au taux forfaitaire de 30% de l'avantage (« gain d'acquisition ») résultant de l'attribution d'actions gratuites</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>80 quaterdecies, 200 A (6 bis)</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>0</i> Année de création de la dépense : <i>2004</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	—	—	—
12 05 07	<b>Étalement sur quatre ans de l'imposition de la fraction imposable des indemnités de départ volontaire en retraite ou de mise à la retraite</b>  Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i> Réf. CGI : <i>163 A</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1988</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>	1	ε	ε

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Revenus fonciers</b>				
	<a href="#">Exonérations</a>			
13 01 01	<b>Exonération du revenu des logements loués à certaines personnes défavorisées</b>	<b>5</b>	—	—
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Aide à l'accès au logement</i>			
	Réf. CGI : <i>15 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>200.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1990</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
	<a href="#">Déductions</a>			
13 02 01	<b>Déduction des dépenses de grosses réparations et d'amélioration</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° a, b, b bis et 31-I-2° a</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1989</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
13 02 02	<b>Déduction forfaitaire sur les revenus des propriétés rurales</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	—
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-2° d</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>70.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1959</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
13 02 03	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements loués sous conditions de loyer et de ressources du locataire : dispositif BESSON ancien</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>50</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° e</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1986</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1998</i>			
13 02 04	<b>Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 01/01/1999) : dispositif PERISSOL</b>	<b>110</b>	<b>70</b>	<b>60</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° f</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
13 02 05	<b>Déduction des dépenses de démolition et de reconstitution de toitures ou des murs extérieurs effectuées dans les zones franches urbaines</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>—</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° b quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
13 02 06	<b>Déduction spécifique majorée sur les revenus des logements loués à des personnes modestes. Dispositif LIENEMANN</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° e</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2001</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
13 02 07	<b>Déduction des dépenses exposées dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager : dispositif MALRAUX</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° b ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
13 02 08	<b>Déduction dégressive sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale pour les investissements réalisés à compter du 3 avril 2003 : dispositif ROBIEN</b>	<b>250</b>	<b>350</b>	<b>400</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° h et 31 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
13 02 09	<b>Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale ( sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 01/01/1999) pour les investissements réalisés jusqu'au 3 avril 2003 : Dispositif BESSON</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>31-I-1° g</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1998</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>	150	140	110
13 02 10	<b>Déduction dégressive sur les revenus et déduction forfaitaire majorée sur les revenus de logements loués à des personnes modestes : dispositif ROBIEN social ou DAUBRESSE</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>31-I-1° e et h</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>	—	ε	—
13 02 11	<b>Déduction sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale dans les zones de revitalisation rurale : dispositif ROBIEN ZRR</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>31-I-1° k</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	ε	2	5



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
13 02 12	<b>Déduction supplémentaire égale à 10% des revenus tirés de la location de l'ancienne habitation principale en cas de mobilité professionnelle</b> Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi</i> Réf. CGI : <i>31-I-1° i</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	—	ε	5
13 02 13	<b>Déduction pour travaux de restauration et de gros entretien effectués sur certains espaces naturels (NATURA 2000, cœurs de parc nationaux, réserves naturelles, sites classés et espaces remarquables du littoral)</b> Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Gestion des milieux et biodiversité</i> Réf. CGI : <i>31-I-2° c quinquies</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>très bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>0</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>	—	—	0
13 02 14	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements neufs à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire) : dispositif BORLOO populaire</b> Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i> Réf. CGI : <i>31-I-1° I</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2006</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>	—	—	10

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
13 02 15	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements donnés en location dans le cadre d'une convention ANAH sans travaux</b>	—	—	ε
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° m</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
13 02 16	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements ayant donné lieu au paiement de la taxe sur les logements vacants l'année qui précède celle de la conclusion du bail (bail conclu entre le 01/01/2006 et le 31/12/2007)</b>	—	—	5
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>31-I-1° n</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Revenus de capitaux mobiliers</b>				
<u>Exonérations</u>				
14 01 01	<b>Exonération des intérêts et primes versés dans le cadre de l'épargne logement</b>	<b>1550</b>	<b>1500</b>	<b>900</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>157-9° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1978</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
14 01 02	<b>Exonération des intérêts des livrets A</b>	<b>260</b>	<b>240</b>	<b>200</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>157-7°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>24 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1952</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1965</i>			
14 01 03	<b>Exonération partielle des intérêts des livrets bleus</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>125 A-II bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Observations : <i>Le tiers des intérêts est soumis au prélèvement libératoire</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1975</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
14 01 04	<b>Exonération des intérêts des CODEVI</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>90</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>157-9° quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1983</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
14 01 05	<b>Exonération des intérêts des livrets d'épargne populaire</b>	<b>100</b>	<b>90</b>	<b>70</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>157-7° ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
14 01 06	<b>Exonération des intérêts du livret jeune</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>20</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>157-7° quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
14 01 07	<b>Exonération des lots d'obligations et primes de remboursement attachées à des emprunts négociables émis avant le 1er janvier 1992</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>157-3°, 135</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1959</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1991</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
14 01 09	<b>Exonération des revenus provenant de l'épargne salariale (participation et plan d'épargne salariale)</b>	<b>350</b>	<b>350</b>	<b>300</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>163 bis AA, 163 bis B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1986</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
14 01 10	<b>Exonération des intérêts des livrets d'épargne entreprise</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>157-9° quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1984</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
14 01 13	<b>Exonération de retenue à la source pour les dividendes et autres produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement et par les sociétés immobilières de gestion</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>139 ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1963</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1963</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
14 01 17	<b>Exonération des dividendes et avoirs fiscaux (avant leur suppression) capitalisés sur un plan d'épargne en actions</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>157-5° bis, 150-0 A (II, §2)</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Observations : <i>Coût hors incidence de l'abattement.</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1992</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	500	300	250
14 01 19	<b>Exonération ou imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>125-0 A</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1982</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	3300	3600	2600
14 01 20	<b>Exonération des produits attachés à certains contrats d'assurance investis en actions</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>125-0 A</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1982</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	nc	nc	nc
14 01 21	<b>Exonération du prélèvement libératoire pour les produits des emprunts contractés hors de France et pour les intérêts des obligations et des titres de créances négociables souscrits par un non-résident</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>125 A-III, 131 quater</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1973</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>	nc	nc	nc

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
14 01 22	<b>Exonération, sous certaines conditions, des revenus des parts de fonds communs de placement à risques (FCPR) et des produits distribués des sociétés de capital risque (SCR)</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>163 quinquies B, 163 quinquies C</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1984</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>	10	10	10
14 01 23	<b>Exonération des produits des plans d'épargne populaire</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>157-22°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1992</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	550	550	400
14 01 24	<b>Exonération des dividendes perçus par l'associé unique d'une société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR)</b>  Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>  Réf. CGI : <i>163 quinquies C bis</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2003</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	8	8	8

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
14 01 25	<b>Exonération des intérêts des prêts familiaux</b>	—	—	<b>3</b>
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : <i>157-9° sexies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
	<a href="#">Abattements</a>			
14 02 01	<b>Abattement sur certains revenus de capitaux mobiliers</b>	<b>390</b>	<b>280</b>	<b>280</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>158-3-5°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>5,2 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1965</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
14 02 02	<b>Abattement sur les produits imposables attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie d'une durée au moins égale à 8 ans</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>25</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>125-0 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>230.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
14 02 03	<b>Abattement de 50% puis de 40% à compter des revenus 2006 sur certains revenus distribués de sociétés françaises ou étrangères</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>158-3-2°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>5,3 Millions</i> Année de création de la dépense : <i>2004</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>  <a href="#">Dispositions diverses</a>	—	2100	1450
14 03 02	<b>Prélèvement libératoire sur les produits de placements à revenu fixe</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>125 A et D</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Observations : <i>L'évaluation correspond à la différence entre l'impôt sur le revenu dû sur les intérêts en n-1 et le montant du prélèvement libératoire perçu en n-1</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1965</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	600	600	500
14 03 04	<b>Taxation à 15 % (libératoire) de la distribution des plus-values de liquidation et des réserves en cas de dissolution (ou transformation) de sociétés ayant pour but l'assainissement du marché</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>239 bis B</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1</i> Année de création de la dépense : <i>1963</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	ε	—	—

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
14 03 05	<b>En cas d'absorption d'un fonds commun de placement (FCP) par un autre OPCVM, report de l'imposition des sommes non distribuées jusqu'à la date de distribution par l'OPCVM absorbant</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>137 bis-I</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i> Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1979</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1990</i>	nc	nc	nc
14 03 06	<b>Taxation réduite des distributions prélevées par les sociétés de capital risque sur les plus-values provenant du portefeuille</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>163 quinquies C</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>800</i> Année de création de la dépense : <i>1995</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	5	5	5

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Plus-values des particuliers</b>				
<u>Plus-values réalisées lors de la cession d'immeubles : Exonérations</u>				
15 01 14	<b>Exonération des plus-values immobilières relatives aux deux premières cessions de l'habitation en France des personnes physiques, non résidentes en France, ressortissantes d'un Etat membre de la Communauté européenne</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>150 U-II-2°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2003</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	15	15	15
15 01 17	<b>Exonération des plus-values de cession réalisées par les titulaires de pensions de vieillesse ou de la carte d'invalidité dont les revenus n'excèdent pas certaines limites</b>  Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>  Réf. CGI : <i>150 U-III</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2003</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	10	15	15
15 01 18	<b>Exonération des plus-values immobilières réalisées à l'occasion des cessions d'immeubles au profit des organismes concourant au logement social</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>150 U-II-7°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2003</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	5	10	10

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Plus-values réalisées lors de la cession de biens meubles : Exonérations</a>			
15 04 03	<b>Exonération de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité en cas de vente aux musées bénéficiaires de l'appellation "musée de France" ou aux services d'archives et bibliothèques de l'État, d'une collectivité territoriale ou d'une autre personne publique</b> Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i> Réf. CGI : <i>150 VJ 1°, 2° et 3°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1976</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	€	€	€
15 04 05	<b>Exonération de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité lors des cessions et des exportations réalisées par des non-résidents</b> Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i> Réf. CGI : <i>150 VJ 5° et 6°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i> <a href="#">Plus-values réalisées lors de la cession de biens meubles, de droits sociaux ou gains de cession de valeurs mobilières : modalités de calcul</a>	—	5	5
15 05 06	<b>Report d'imposition des plus-values de cessions de droits sociaux et de valeurs mobilières en cas de emploi dans les PME nouvelles</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>150-0 C</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i> Observations : <i>Mesure de trésorerie</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1997</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	0	0	0

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
15 05 07	<b>Modalité particulière d'imposition des plus-values résultant d'échanges de titres réalisés dans le cadre des lois de privatisation du 6 août 1986 et du 19 juillet 1993</b>  Mission / programme : <i>Participations financières de l'État / Participations financières de l'État</i>  Réf. CGI : <i>248 F, 248 G</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1986</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>	nc	nc	nc
15 05 12	<b>Réduction de l'imposition forfaitaire au taux de 16% des plus-values réalisées dans les DOM-TOM par certains associés à l'occasion de la cession de droits sociaux</b>  Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i> Réf. CGI : <i>150-0 A, 164 B-I.f, 200 A-7</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>100</i> Année de création de la dépense : <i>1999</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	2	2	2
15 05 14	<b>Abattement spécial sur les plus-values réalisées lors de la cession d'un cheval de course ou de sport</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>  Réf. CGI : <i>150 VC-II</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2003</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	2	2	2

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
15 05 15	<b>Abattement pour durée de détention applicable aux cessions de titres ou droits par les dirigeants de PME partant à la retraite</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>150-0 D ter</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i> <a href="#">Gains de cessions de valeurs mobilières : Exonérations</a>	—	—	5
15 07 01	<b>Exonération des gains réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres acquis dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale (participation aux résultats de l'entreprise, plan d'épargne d'entreprise, actionnariat salarié régi par la loi du 27 décembre 1973)</b> Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>150-0 A (III, §4)</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1978</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1986</i>	600	500	500
15 07 02	<b>Exonération des gains réalisés lorsque le montant annuel des cessions ne dépasse pas un certain montant</b> Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>150-0 A</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1,5 Millions</i> Année de création de la dépense : <i>1999</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	60	60	60

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
15 07 04	<b>Exonération des gains retirés d'opérations de bourse effectuées par les clubs d'investissement durant leur existence. Création d'un régime simplifié d'imposition</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>DA</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1978</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	nc	nc	nc
15 07 05	<b>Exonération conditionnelle des gains réalisés par les fonds communs de placement dans le cadre de leur gestion</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>150-0 A (III, §2 et 3)</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1999</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>	nc	nc	nc
15 07 06	<b>Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession ou du rachat de parts de fonds communs de placement à risques sous certaines conditions</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>150-0 A (III, §1)</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1999</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	nc	nc	nc
15 07 07	<b>Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières et des profits réalisés par les non-résidents sur les marchés à terme et d'options négociables, sur les bons d'option et sur les parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>150 ter, 150 octies, 150 nonies, 150 decies, 150 undecies, 244 bis C</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1987</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	nc	nc	nc

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
15 07 08	<b>Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières réalisés dans le cadre d'un plan d'épargne en actions</b>	<b>500</b>	<b>1000</b>	<b>1000</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>157-5° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Observations : <i>Coût théorique établi sur une base de plus-values latentes</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1992</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
15 07 09	<b>Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de droits sociaux à l'intérieur d'un groupe familial</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>150-0 A (I,§3)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1999</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
15 07 10	<b>Exonération, sous certaines conditions, des gains nets réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres de sociétés de capital-risque (SCR)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>150-0 A (III,§1 bis)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Bénéfices non commerciaux</b>				
<a href="#"><u>Produits perçus par les inventeurs et par les auteurs de logiciels</u></a>				
16 01 02	<b>Abattement de 30 % sur les produits de cession de licences autres que ceux taxés au taux forfaitaire de 16 %</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Réf. CGI : <i>93-2</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1948</i>			
16 01 03	<b>Imputation sur le revenu global du déficit provenant des frais de prise de brevet et de maintenance</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Réf. CGI : <i>156-I bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1979</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1979</i>			
16 01 04	<b>Report d'imposition de la plus-value réalisée lors de l'apport, par un inventeur personne physique, d'un brevet, d'une invention brevetable ou d'un procédé de fabrication industriel à une société chargée de l'exploiter</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Réf. CGI : <i>93 quater-I ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			
<a href="#"><u>Exonérations</u></a>				
16 02 01	<b>Exonération des prix littéraires, artistiques et scientifiques</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>DA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1986</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1986</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
16 02 03	<b>Exonération dans la limite de 1 550 € des rémunérations perçues par l'ancien chef d'entreprise individuelle pour la formation du repreneur</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>93-7</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1991</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	1	1	1
16 02 04	<b>Exonération d'impôt sur le revenu, à hauteur de 60 jours par an, de la rémunération perçue au titre de la permanence des soins par les médecins ou leurs remplaçants installés dans certaines zones rurales ou urbaines</b> Mission / programme : <i>Santé / Offre de soins et qualité du système de soins</i> Réf. CGI : <i>151 ter</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1.600</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i> <u>Déductions</u>	—	2	2
16 03 01	<b>Déduction forfaitaire au titre du groupe III, pour les médecins conventionnés</b> Mission / programme : <i>Santé / Offre de soins et qualité du système de soins</i> Réf. CGI : <i>DA</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>20.000</i> Année de création de la dépense : <i>1963</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	20	20	20

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
16 03 02	<b>Déduction forfaitaire de 3 % pour la détermination du résultat de l'année d'adhésion à une association agréée</b>	5	5	5
	Mission / programme : <i>Gestion et contrôle des finances publiques / Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</i>			
	Réf. CGI : <i>DM</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1972</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1972</i>			
16 03 03	<b>Déduction des dépenses exposées par les sportifs en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification pour leur insertion ou conversion professionnelle</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Sport</i>			
	Réf. CGI : <i>93</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
16 04 03	<b>Report d'imposition de la plus-value réalisée lors de la levée d'option d'un immeuble pris en crédit-bail et donné en sous-location à un tiers</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>93 quater-IV</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>			
16 04 05	<b>Paiement fractionné de l'impôt correspondant aux créances acquises des contribuables qui deviennent associés d'une société</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>1663 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1997</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
16 04 06	<b>Abattement de 50% sur le bénéfice imposable des jeunes artistes de la création plastique</b>	—	—	1
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>93-9</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>360</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Bénéfices agricoles</b>				
	<u>Déductions</u>			
17 01 03	<b>Déduction spécifique à l'investissement</b>	<b>170</b>	<b>170</b>	<b>130</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>72 D</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>50.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1986</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
17 01 04	<b>Déduction immédiate des charges correspondant aux stocks agricoles à rotation lente</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>—</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>72 B, 72 B bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1983</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
17 01 05	<b>Déduction pour aléas</b>	<b>€</b>	<b>€</b>	<b>€</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>72 D bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>150</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2001</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Abattements</a>			
17 02 01	<b>Abattement sur les bénéfices réalisés par les jeunes agriculteurs</b>	15	15	10
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>73 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1992</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
	<a href="#">Régimes spéciaux d'imposition</a>			
17 03 06	<b>Rattachement du revenu exceptionnel d'un exploitant agricole soumis à un régime réel d'imposition par fractions égales, aux résultats de l'exercice de sa réalisation et des six exercices suivants</b>	—	—	100
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>75-0 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
17 04 01	<b>Neutralisation des conséquences fiscales pour l'exploitant de l'entreposage chez un tiers de produits agricoles</b>	—	—	nc
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>38 quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Exonérations</a>			
17 05 01	<b>Exonération des bénéfices forfaitaires issus de la culture d'arbres truffiers pendant quinze ans à compter de la plantation</b>	—	—	1
	Mission / programme :	<i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>		
	Réf. CGI :	64		
	Bénéficiaires :	<i>Entreprises</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>ordre de grandeur</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>nd</i>		
	Année de création de la dépense :	2005		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	2005		

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Bénéfices industriels et commerciaux</b>				
<a href="#">Exonérations</a>				
18 01 01	<b>Exonération de l'aide spéciale compensatrice (ou pécule de départ), allouée aux commerçants et artisans âgés, de condition modeste, au moment de la cessation de leur activité</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>157-19°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1972</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1981</i>			
18 01 02	<b>Exonération accordée sous certaines conditions, aux personnes louant ou sous-louant en meublé, une partie de leur habitation principale</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>35 bis - I et II</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1952</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
18 01 03	<b>Exonération des revenus tirés des locations de logements meublés à des personnes défavorisées</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Aide à l'accès au logement</i>			
	Réf. CGI : <i>35 bis-III</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
18 01 04	<b>Exonération de la prime de transmission versée aux adhérents des caisses d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales et des professions industrielles et commerciales</b>	—	—	10
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>157-19° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			



## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
18 03 04	<b>Abattement de 50 % sur le bénéfice imposable des jeunes pêcheurs qui s'installent entre le 01/01/1997 et le 31/12/2010</b>	€	€	€
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>44 nonies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>150</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1997</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
18 03 05	<b>Imputation sur le revenu global, sur agrément, des déficits industriels et commerciaux non professionnels provenant de la location d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classé, situé dans les DOM, et ayant fait l'objet de travaux de rénovation ou de réhabilitation</b>	€	1	3
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>			
	Réf. CGI : <i>199 undecies B I bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
18 03 06	<b>Provision pour investissement</b>	—	70	80
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 octies E</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
18 03 07	<b>Provision pour dépenses de mise en conformité en matière de sécurité alimentaire</b>	—	20	20
	Mission / programme : <i>Sécurité sanitaire / Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation</i>			
	Réf. CGI : <i>39 octies F</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Dispositions communes aux bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles et bénéfices non commerciaux</b>			
	<u>Déductions</u>			
19 01 01	<b>Déduction du revenu imposable des cotisations de retraite ou de prévoyance complémentaire versées à titre facultatif par les non-salariés et leurs conjoints collaborateurs</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>
	Mission / programme :	Solidarité et intégration / Protection maladie		
	Missions / programmes à titre subsidiaire :	Solidarité et intégration / Handicap et dépendance		
	Réf. CGI :	62, 154 bis, 154 bis-0 A		
	Bénéficiaires :	Entreprises		
	Chiffrage :	Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI		
	Fiabilité :	ordre de grandeur		
	Nombre de bénéficiaires :	nd		
	Année de création de la dépense :	1994		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	2004		
	<u>Plus-values</u>			
19 02 03	<b>Report d'imposition des plus-values constatées à l'occasion de la transmission à titre gratuit d'une entreprise soumise à l'impôt sur le revenu. Exonération définitive des plus-values en report en cas de poursuite de l'activité par le nouvel exploitant</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme :	Développement et régulation économiques / Développement des entreprises		
	Réf. CGI :	41		
	Bénéficiaires :	Entreprises		
	Chiffrage :	Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI		
	Fiabilité :	ordre de grandeur		
	Nombre de bénéficiaires :	nd		
	Année de création de la dépense :	1942		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	2005		

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
19 02 04	<b>Exonération totale ou partielle des plus-values réalisées par les entreprises dont les recettes n'excèdent pas 350 000 € s'il s'agit d'entreprises d'achat-revente, de restauration et fourniture de logement, ou d'entreprises agricoles, et 126 000 € s'il s'agit d'autres entreprises ou de titulaires de bénéfices non commerciaux</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>151 septies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1976</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	500	500	500
19 02 05	<b>Report d'imposition des plus-values d'apport réalisées par une société civile professionnelle à l'occasion d'une fusion et d'opérations assimilées, et régime spécial d'imposition des plus-values constatées lors de l'apport d'une entreprise individuelle</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>151 octies, 151 octies A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1980</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	nc	nc	nc
19 02 06	<b>Exonération définitive des plus-values professionnelles sur cessions de titres de sociétés de personnes lorsque l'activité est poursuivie pendant au moins cinq ans à compter de la date de transmission à titre gratuit</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>151 nonies II-1</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1979</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	20	20	20

## Impôt sur le revenu

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
19 02 07	<b>Taxation réduite des plus-values professionnelles à long terme et de certains produits de la propriété industrielle</b>	<b>500</b>	<b>500</b>	<b>500</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 terdecies-1, 39 quindécies-I-1, 63, 93 quater-I, 238 bis G</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>28.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1965</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1991</i>			
19 02 08	<b>Exonération des plus-values professionnelles en cas de cession à titre onéreux d'une entreprise individuelle dans le cadre du départ à la retraite du cédant</b>	<b>—</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>151 septies A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
19 02 09	<b>Abattement par durée de détention sur les plus-values immobilières professionnelles à long terme réalisées par les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu</b>	<b>—</b>	<b>ε</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>151 septies B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices agricoles) et à l'impôt sur les sociétés</b>			
	<a href="#">Provisions</a>			
20 01 02	<b>Provision pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme ainsi qu'aux crédits à moyen terme résultant de ventes ou de travaux effectués à l'étranger</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39-1-5° (9° alinéa)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1934</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
	<a href="#">Amortissements exceptionnels</a>			
20 02 01	<b>Amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie et des équipements de production d'énergies renouvelables acquis ou fabriqués avant le 1er janvier 2007</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</i>			
	Réf. CGI : <i>39 AB</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1990</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
20 02 05	<b>Amortissement exceptionnel des matériels spécifiquement destinés à l'approvisionnement en GPL et GNV et à la charge des véhicules électriques</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>			
	Réf. CGI : <i>39 AE</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
20 02 06	<b>Amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel ou commercial construits dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quinquies D</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1995</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
20 02 07	<b>Amortissement exceptionnel des matériels destinés à réduire le bruit</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quinquies DA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1991</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
20 02 12	<b>Amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l'électricité, de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de gaz naturel (GNV) ainsi que des batteries et des équipements spécifiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>			
	Réf. CGI : <i>39 AC, 39 AD</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
20 02 13	<b>Amortissement exceptionnel des immeubles et des investissements destinés à l'épuration des eaux industrielles et à la lutte contre la pollution atmosphérique</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quinquies E, 39 quinquies F, 39 quinquies FC</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1965</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
20 02 14	<b>Majoration de l'amortissement dégressif pour certains matériels des entreprises de première transformation du bois</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i>			
	Réf. CGI : <i>39 AA quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2001</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
20 02 15	<b>Amortissement exceptionnel sur douze mois des dépenses d'amélioration exposées dans les immeubles achevés depuis deux ans en vue de l'hébergement des salariés agricoles et des apprentis</b>	<b>ε</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quinquies FD</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
20 03 01	<b>Etalement de l'imposition du profit résultant de l'encaissement de certaines indemnités d'assurances</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>38 quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			



## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
20 03 02	<b>Crédit d'impôt en faveur de la recherche</b>	<b>700</b>	<b>730</b>	<b>900</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Orientation et pilotage de la recherche</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>6.500</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
20 03 03	<b>Report d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'échanges d'actions ou de titres issus du démembrement d'actions effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange (OPE)</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>38-7</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
20 03 04	<b>Exonération plafonnée à 61 000 euros de bénéfice pour les entreprises qui exercent des activités en Corse</b>	<b>25</b>	<b>15</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>44 decies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
20 03 05	<b>Exonération des plus-values résultant de la cession des actions ou parts de sociétés conventionnées, sous condition de réemploi et d'affectation à l'amortissement de nouvelles participations</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>40 quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1959</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
20 03 06	<b>Option des SARL de famille pour le régime fiscal des sociétés de personnes</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>239 bis AA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1980</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
20 03 07	<b>Application du taux réduit d'imposition aux répartitions d'actifs effectuées pour certains fonds communs de placement à risques (FCPR)</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>38-5</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1986</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1986</i>			
20 03 08	<b>Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises participant à un projet de recherche et de développement et implantées dans une zone de recherche et de développement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Recherche et enseignement supérieur / Orientation et pilotage de la recherche</i>			
	Réf. CGI : <i>44 undecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices agricoles et bénéfices non commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés</b>			
	<u>Amortissements</u>			
21 01 01	<b>Amortissements dégressifs</b>	0	0	0
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : 39 A			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : 1959			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : 2003			
21 01 02	<b>Amortissement exceptionnel des logiciels acquis par les entreprises</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : 236-II			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : 1984			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : 2003			
21 01 03	<b>Majoration d'un demi-point des coefficients de l'amortissement dégressif pour les matériels destinés à économiser l'énergie et les équipements de production d'énergies renouvelables acquis ou fabriqués entre le 1er janvier 2001 et le 1er janvier 2003</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</i>			
	Réf. CGI : 39 AA			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : 1976			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : 2000			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
21 01 08	<b>Amortissement dégressif majoré pour les investissements de recherche scientifique et technique acquis ou fabriqués à compter du 1er janvier 2004</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Réf. CGI : <i>39 AA quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
21 01 09	<b>Amortissement exceptionnel des terminaux permettant l'accès à l'internet haut débit par satellite acquis entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2006</b>	<b>1</b>	<b>ε</b>	<b>0</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 AJ</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
	<a href="#"><u>Déductions</u></a>			
21 02 03	<b>Déduction sur cinq ans du prix d'acquisition des oeuvres originales d'artistes vivants</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>238 bis AB</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>5.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
21 03 02	<b>Report de taxation des plus-values nettes à long terme et étalement des plus-values nettes à court terme réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quaterdecies-1 ter, 39 quindecies-I-1 (4° alinéa)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1968</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>			
21 03 03	<b>Crédit d'impôt en faveur de la formation</b>	15	ε	—
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater C</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
21 03 04	<b>Etalement de l'imposition des subventions d'équipement versées par l'Etat ou les collectivités publiques</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>42 septies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1959</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
21 03 05	<b>Crédit d'impôt pour investissement en Corse</b>	<b>40</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater E , 199 ter D , 220 D , 223 O-1-d</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>PME de 250 salariés, au chiffre d'affaires inférieur à 40 Millions d'€ et dont le capital est détenu pour 75 % au moins des personnes physiques.</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2002</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
21 03 06	<b>Réduction de l'impôt au titre des sommes consacrées par les entreprises à l'achat d'un trésor national</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i>			
	Réf. CGI : <i>238 bis-0 AB</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>0</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2002</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
21 03 07	<b>Exonération des dons reçus par une entreprise ayant subi un sinistre survenu à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'un événement ayant des conséquences dommageables</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>237 quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2002</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
21 03 08	<b>Crédit d'impôt famille</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>35</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Égalité entre les hommes et les femmes</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater F, 199 ter E</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1.200</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
21 03 09	<b>Réduction d'impôt au titre des dons faits par les entreprises à des œuvres ou organismes d'intérêt général</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>150</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires; Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>238 bis-1 et 4</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>6.500</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
21 03 11	<b>Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage</b>	<b>130</b>	<b>300</b>	<b>450</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i>			
	Réf. CGI : <i>199 ter F, 220 H, 223 O, 244 quater G</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>50.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
21 03 12	<b>Crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>199 ter G, 220 I et 244 quater H</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
21 03 13	<b>Crédit d'impôt au titre d'une avance remboursable ne portant pas intérêt</b>	<b>2</b>	<b>515</b>	<b>770</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>199 ter I, 220 K et 244 quater J</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>400</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
21 03 14	<b>Crédit d'impôt pour investissement dans les technologies de l'information</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>199 ter J, 220 L et 244 quater K</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>130</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
21 03 15	<b>Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour la formation du chef d'entreprise</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater M</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			



## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
21 03 16	<b>Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles utilisant le mode de production biologique</b>	—	15	15
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater L</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>8.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
21 03 17	<b>Crédit d'impôt en faveur des employeurs du secteur privé favorisant l'activité des réservistes</b>	—	—	2
	Mission / programme : <i>Défense / Préparation et emploi des forces</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater N</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
21 03 18	<b>Crédit d'impôt pour dépenses de conception de nouveaux produits exposés par les entreprises exerçant les métiers de l'art</b>	—	—	10
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater O</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices non commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés</b>			
	<a href="#">Exonérations</a>			
22 01 01	<b>Exonération plafonnée à 61 000 euros de bénéfice pour les entreprises qui exercent une activité en zone franche urbaine</b>	<b>170</b>	<b>170</b>	<b>170</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Équité sociale et territoriale et soutien</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>44 octies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>30.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
	<a href="#">Plus-values</a>			
22 02 01	<b>Exonération des plus-values professionnelles réalisées entre le 16 juin 2004 et le 31 décembre 2005 à l'occasion de la cession d'une branche complète d'activité dont la valeur taxable aux droits d'enregistrement n'excède pas 300 000 €</b>	<b>100</b>	<b>200</b>	<b>—</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>238 quaterdecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
22 02 02	<b>Exonération des plus-values professionnelles réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité</b>	<b>—</b>	<b>10</b>	<b>200</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>238 quaterdecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés</b>			
	<u>Déductions</u>			
23 01 01	<b>Déduction des versements à fonds perdus effectués en faveur de certains organismes de construction</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1953</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1959</i>			
23 01 02	<b>Déduction des dépenses d'aménagement en cas de reconversion des débits de boissons</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Santé publique et prévention</i>			
	Réf. CGI : <i>39 nonies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1955</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1975</i>			
23 01 03	<b>Déduction du bénéfice des sommes versées en application d'un plan d'épargne d'entreprise</b>	<b>410</b>	<b>470</b>	<b>460</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>237 ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1986</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Crédits d'impôt</a>			
23 02 02	<b>Crédit d'impôt pour adhésion à un groupement de prévention agréé</b>	€	€	€
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>244 quater D</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1989</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
	<a href="#">Amortissements</a>			
23 03 03	<b>Majoration de la base de calcul des amortissements des immobilisations acquises au moyen de primes de développement régional, de développement artisanal ou d'aménagement du territoire</b>	5	5	5
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quinquies FA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1979</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
	<a href="#">Provisions</a>			
23 04 03	<b>Déduction spéciale prévue en faveur des entreprises de presse</b>	€	€	€
	Mission / programme : <i>Médias / Presse</i>			
	Réf. CGI : <i>39 bis, 39 bis A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>700</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1959</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
23 04 04	<b>Provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures</b>	<b>5</b>	<b>ε</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche dans le domaine de l'énergie</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>11</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1953</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
23 04 05	<b>Provision pour reconstitution des gisements de substances minérales solides</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 ter B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>La provision s'analyse en un simple avantage de trésorerie.</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>10</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1971</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
23 04 08	<b>Provision pour aides à l'installation consenties par les entreprises à leurs salariés sous forme de prêts ou de souscription au capital de l'entreprise créée</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quinquies H</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>20</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1977</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
23 04 09	<b>Provision pour investissement des sommes excédant l'obligation légale de la participation et portées à la réserve spéciale de participation</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>237 bis A-II et III</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : <i>Mesure de trésorerie</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1986</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	130	135	135
23 04 10	<b>Provision pour charges exceptionnelles ou pour risques afférents aux opérations d'assurance crédit des entreprises d'assurance et de réassurance</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>39 quinquies G, 39 quinquies GA, 39 quinquies GB, 39 quinquies GC</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1974</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i> <a href="#">Plus-values</a>	nc	nc	nc
23 05 01	<b>Report d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion de l'échange de titres consécutif à la fusion de SICAV et FCP</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>38-5 bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : <i>Mesure de trésorerie</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1991</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1995</i>	nc	nc	nc

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
23 05 03	<b>Etalement sur 10 ans des plus-values à court terme réalisées à l'occasion d'opérations de reconversion</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 quaterdecies-1 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1967</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1975</i>			
23 05 04	<b>Exonération des plus-values de cession : - d'actions ou de parts de sociétés agréées pour la recherche scientifique ou technique ; - de titres de sociétés financières d'innovation conventionnées</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Réf. CGI : <i>40 sexies (2° et 3° alinéas)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1960</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1972</i>			
23 05 06	<b>Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la reconversion des débits de boissons</b>	1	1	1
	Mission / programme : <i>Santé / Santé publique et prévention</i>			
	Réf. CGI : <i>41 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>150</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1955</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>			
23 05 07	<b>Taxation au taux réduit de 6 % libératoire de l'impôt sur le revenu, ou de 8 % libératoire de l'impôt sur les sociétés, des plus-values réalisées à l'occasion d'apports à un groupement forestier</b>	ε	ε	ε
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i>			
	Réf. CGI : <i>238 quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1963</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>			

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
23 05 08	<b>Report d'imposition des plus-values réalisées lors de l'échange de titres participatifs, certificats d'investissement ou certificats pétroliers contre des actions de sociétés privatisées</b>  Mission / programme : <i>Participations financières de l'État / Participations financières de l'État</i>  Réf. CGI : <i>248 E</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1986</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1986</i>	nc	nc	nc
23 05 09	<b>Etalement des plus-values à court terme réalisées par les entreprises de pêche maritime lors de la cession de navires de pêche ou de parts de copropriété de tels navires avant le 31 décembre 2010</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>  Réf. CGI : <i>39 quaterdecies-1 quater</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : Chiffre : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1997</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>  <a href="#">Régimes spéciaux d'imposition</a>	ε	ε	ε
23 06 01	<b>Imposition des produits distribués aux actionnaires de sociétés de capital risque au taux de 16 %</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>39 terdecies-4, 39 terdecies-5</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffre : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>3.000</i> Année de création de la dépense : <i>1990</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	1	1	1



## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
23 06 02	<b>Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles qui se créent entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2009 dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire</b> Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i> Réf. CGI : <i>44 sexies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1988</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	50	50	50
23 06 03	<b>Etalement de l'imposition de certaines subventions afférentes à des dépenses de recherche immobilisées</b> Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i> Réf. CGI : <i>236-I bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : <i>Mesure de trésorerie</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1990</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1990</i>	nc	nc	nc
23 06 04	<b>Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les jeunes entreprises innovantes existantes au 1er janvier 2004 ou créées entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2013</b> Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i> Réf. CGI : <i>44 sexies A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1.600</i> Année de création de la dépense : <i>2003</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	10	20	30

## Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Contribution représentative du droit de bail et contribution sur les revenus locatifs</b>			
24 01 01	<b>Exonération de contribution sur les revenus locatifs pour les loyers inférieurs à un certain plafond</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	—
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>234 nonies-III-1°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1998</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Exonérations</b>				
<u>Exonérations d'activités</u>				
30 01 01	<b>Exonération sous certaines conditions : - des coopératives agricoles et de leurs unions ; - des coopératives artisanales et de leurs unions ; - des coopératives d'entreprises de transport ; - des coopératives artisanales de transport fluvial ; - des coopératives maritimes et de leurs unions</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>  Réf. CGI : <i>207-1-2°, 3° et 3° bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1948</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1983</i>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
30 01 02	<b>Exonération des organismes d'HLM et des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC)</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>207-1-4° et 221 bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2003</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>
30 01 04	<b>Exonération des chambres de commerce maritime</b>  Mission / programme : <i>Transports / Transports terrestres et maritimes</i>  Réf. CGI : <i>DM</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1942</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1942</i>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
30 01 05	<b>Exonération des sociétés de développement régional</b>  Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>  Réf. CGI : <i>208-1° ter</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>10</i> Année de création de la dépense : <i>1955</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>	<b>5</b>	<b>20</b>	<b>10</b>

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
30 01 06	<b>Exonération des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie, des sociétés agréées pour le financement des télécommunications, des sociétés agréées pour le financement des installations ou matériels destinés à économiser l'énergie</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>208-3° quater, quinquies et sexies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1969</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>	nc	nc	nc
30 01 08	<b>Exonération des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles</b>  Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i> Réf. CGI : <i>209</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1948</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1998</i>	30	30	30
30 01 09	<b>Exonération des syndicats professionnels et de leurs unions pour leurs activités portant sur l'étude et la défense des droits et des intérêts collectifs matériels ou moraux de leurs membres ou des personnes qu'ils représentent</b>  Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i> Réf. CGI : <i>207-1-1° bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2001</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>	ε	ε	ε

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
30 01 10	<b>Exonération des unions d'économie sociale</b>	ε	ε	ε
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>207-1-4° quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>20</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
30 01 11	<b>Exonération des bénéfices réalisés, au cours des 24 mois suivant leur création, par les sociétés créées pour reprendre une entreprise ou des établissements industriels en difficulté ou des branches complètes et autonomes</b>	10	10	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>44 septies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
	<a href="#">Exonérations de produits</a>			
30 02 01	<b>Exonération des revenus patrimoniaux des établissements publics scientifiques d'enseignement et d'assistance pour leurs revenus fonciers agricoles et mobiliers</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Enseignement supérieur et recherche agricoles</i>			
	Réf. CGI : <i>206-5</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
30 02 02	<b>Exonération des produits retirés par les sociétés immobilières d'investissement de leurs participations dans des sociétés civiles constituées en vue de la construction et de la gestion d'immeubles affectés à l'habitation</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>208-B</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1963</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1984</i>	nc	nc	nc
30 02 03	<b>Exonération des sociétés de capital-risque (SCR)</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>208-3° septies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1985</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	10	10	10
30 02 04	<b>Exonération d'impôt sur les sociétés de la valeur nette de l'avantage en nature consenti par les personnes morales qui ont pour objet de transférer gratuitement à leurs membres la jouissance d'un bien meuble ou immeuble</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>239 octies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1975</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1975</i>	nc	nc	nc
30 02 05	<b>Exonération des établissements publics et des sociétés d'économie mixte chargés de l'aménagement par une convention contractée, en application du deuxième alinéa de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme ainsi que des sociétés d'habitations à loyer modéré régies par l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, pour les résultats provenant des opérations réalisées dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté</b>  Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement, urbanisme et ingénierie publique</i>  Réf. CGI : <i>207-1-6° bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1985</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	nc	nc	nc

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
30 02 06	<b>Exonérations des produits retirés par les sociétés d'investissements immobiliers cotées et provenant de la location d'immeubles et de certaines plus-values de cession, sous conditions de distribution</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>208-C</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>30</i>  Année de création de la dépense : <i>2002</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>	0	0	0
30 02 07	<b>Exonération des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR)</b>  Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>  Réf. CGI : <i>208-D</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2003</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	€	€	€
30 02 08	<b>Exonération des établissements publics de recherche, des établissements publics d'enseignement supérieur, des personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur et des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche pour leurs revenus tirés d'activités relevant d'une mission de service public</b>  Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Orientation et pilotage de la recherche</i>  Réf. CGI : <i>207-1-9°, 10° et 11°</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2006</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>	—	—	5

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Exonérations géographiques</a>			
30 03 02	<b>Exonération, sur agrément, des bénéfices en cas de création d'activité nouvelle dans les départements d'outre-mer</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>208 quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1960</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
30 03 03	<b>Exonération, sur agrément, des bénéfices réinvestis dans l'entreprise pour les sociétés de recherche et d'exploitation minière dans les départements d'outre-mer</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>1655 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1960</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			



## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Provisions et amortissements</b>				
<u>Provisions</u>				
31 01 01	<b>Provision pour implantation à l'étranger réalisée sous la forme d'un établissement ou d'une filiale</b>	0	0	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>39 octies A-II, 39 octies D-I et D-IV</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Mesure de trésorerie</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>0</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1991</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
<u>Amortissements</u>				
31 02 01	<b>Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription de titres de sociétés anonymes dont l'activité exclusive est le financement en capital de certaines oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles</b>	ε	ε	ε
	Mission / programme : <i>Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale / Industries cinématographiques</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Culture / Création; Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale / Industries audiovisuelles</i>			
	Réf. CGI : <i>217 septies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1985</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1985</i>			
31 02 02	<b>Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription au capital des sociétés agréées pour le financement de la pêche artisanale (SOFIPECHE)</b>	ε	ε	0
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>217 decies, 238 bis HP, 238 bis HO</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1998</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1998</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
31 02 03	<b>Amortissement dégressif, accordé sur agrément aux biens loués ou mis à disposition par une société, une copropriété ou un groupement non soumis à l'impôt sur les sociétés</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>39 CA</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1998</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1998</i>	285	165	85
31 02 04	<b>Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription de parts de sociétés d'épargne forestière</b> Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i> Réf. CGI : <i>217 terdecies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2001</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>	0	ε	ε
31 02 05	<b>Amortissement exceptionnel égal à 25 % du montant des sommes versées pour la souscription au capital des sociétés d'investissement régional</b> Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i> Réf. CGI : <i>217 quaterdecies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2001</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	0	0	0

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Modalités particulières d'imposition</b>			
32 01 02	<b>Prise en compte sur une base réduite des résultats provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer. Dispositions applicables jusqu'au 31 décembre 2017</b>	<b>70</b>	<b>75</b>	<b>80</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>217 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
32 01 03	<b>Taxation réduite des plus-values à long terme provenant des cessions de titres de participation et de certaines parts de FCPR et de SCR, et des produits de concession de brevet. Taxation à 0 % sous réserve d'une quote-part de 5 % des plus-values provenant de la cession de certains titres de participation réalisée dans le cadre d'une admission aux négociations sur certains marchés d'instruments financiers</b>	<b>1600</b>	<b>2000</b>	<b>2300</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>			
	Réf. CGI : <i>39 terdecies-1, 219-I-a, a bis, a ter et a quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4.500</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1991</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
32 01 05	<b>Taxation à un taux réduit des produits de titres de créances négociables sur un marché réglementé, perçus par des organismes sans but lucratif</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>219 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1951</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
32 01 06	<b>Franchise et décote applicables à l'impôt dû par les organismes sans but lucratif</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>219 bis-II</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1965</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
32 01 07	<b>Abattement de 50 000 € puis exonération totale en matière d'impôt sur les sociétés pour les fondations reconnues d'utilité publique</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Réf. CGI : <i>219 bis-III</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
32 01 08	<b>Taxation à un taux réduit de certains revenus de capitaux mobiliers perçus par les caisses de retraite et de prévoyance</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : <i>219 quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1968</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
32 01 09	<b>Crédit d'impôt à la société créée par les membres du personnel d'une entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés, pour reprendre le capital de cette dernière afin d'en assurer la direction. Ces dispositions s'appliquent aux rachats effectués avant le 31 décembre 1991</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>220 quater, 220 quater A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>100</i>  Année de création de la dépense : <i>1984</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1987</i>	€	€	€
32 01 11	<b>Crédit d'impôt pour l'investissement en faveur des sociétés créées dans certaines zones</b>  Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i> Réf. CGI : <i>220 septies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1992</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	5	€	€
32 01 13	<b>Déduction des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer et des souscriptions au capital de sociétés qui réalisent de tels investissements - dispositif applicable jusqu'au 31 décembre 2017</b>  Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i> Réf. CGI : <i>217 undecies et 217 duodecies</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1985</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	170	170	170

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
32 01 15	<b>Taxation au taux réduit des associations conventionnées (art L 322-4-16-3 du code du travail) et des associations agréées de services aux personnes (art L 129-1 du code du travail)</b>  Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>  Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables; Solidarité et intégration / Handicap et dépendance; Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi; Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>  Réf. CGI : <i>206-5 bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1987</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1998</i>	nc	nc	nc
32 01 16	<b>Franchise d'IS pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 €</b>  Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>  Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i> Réf. CGI : <i>206</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1948</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>	nc	nc	nc
32 01 18	<b>Réduction d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant effectué des versements en faveur de l'achat de Trésors Nationaux et autres biens culturels spécifiques</b>  Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i> Réf. CGI : <i>238 bis-0 A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : <i>L'article 238 bis 0A n'est pas un nouvel article mais sa nouvelle rédaction issue de la loi relative aux musées de France institue une nouvelle mesure en faveur du mécénat.</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2002</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	25	20	5

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
32 01 19	<b>Détermination du résultat imposable des entreprises de transport maritime en fonction du tonnage de leurs navires</b>	<b>115</b>	<b>155</b>	<b>155</b>
	Mission / programme : <i>Transports / Sécurité et affaires maritimes</i>			
	Réf. CGI : <i>209-0 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Ces dispositions s'appliquent à partir des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2003.</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>15</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2002</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
32 01 20	<b>Imposition au taux réduit de 16,5 % de la plus-value nette afférente à la réévaluation des immeubles et des titres de sociétés à prépondérance immobilière, réalisée du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2007</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>238 bis JA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
32 01 21	<b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres cinématographiques</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>55</b>
	Mission / programme : <i>Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale / Industries cinématographiques</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>220 sexies, 220 F</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
32 01 22	<b>Déduction pour les groupements d'employeurs des sommes inscrites à un compte d'affectation spéciale et destinées à couvrir leur responsabilité solidaire pour le paiement des dettes salariales</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>  Réf. CGI : <i>214-1-8°</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	ε	ε	ε
32 01 23	<b>Imposition temporaire au taux de 16,5 % de certaines plus-values sur cessions d'immeubles</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>210 E</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2004</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	nc	nc	nc
32 01 24	<b>Réduction d'impôt au titre des versements faits au profit d'établissements, d'organismes sans but lucratif de recherche et de petites et moyennes entreprises innovantes</b>  Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Recherche industrielle</i>  Réf. CGI : <i>Non codifié par le législateur</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	5	10	—



## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
32 01 25	<b>Imposition au taux réduit de 16,5 % de la plus-value réalisée lors de la cession de biens immobiliers bâtis ou non bâtis à des bailleurs sociaux réalisée avant le 31 décembre 2007</b>	€	5	10
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>210 E-III</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
32 01 26	<b>Amortissement exceptionnel égal à 50 % de la souscription au capital de société d'approvisionnement en électricité</b>	—	€	€
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>217 quindecies, 238 bis HV à HZ</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
32 01 27	<b>Déduction des versements effectués dans le cadre de souscriptions en numéraire au capital des petites et moyennes entreprises situées dans les ZFU</b>	—	€	5
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Équité sociale et territoriale et soutien</i>			
	Réf. CGI : <i>217 sexdecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
32 01 28	<b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques</b>	—	ε	10
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>220 octies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
32 01 29	<b>Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres audiovisuelles</b>	—	40	55
	Mission / programme : <i>Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale / Industries audiovisuelles</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>220 F, 220 sexies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Régimes spéciaux</b>			
33 01 03	<b>Régime du bénéfice mondial ou consolidé. Application sur agrément, de l'impôt sur les sociétés de l'ensemble des résultats des exploitations françaises et étrangères sous déduction des prélèvements étrangers</b>	<b>750</b>	<b>750</b>	<b>750</b>
	Mission / programme :	<i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>		
	Réf. CGI :	<i>209 quinquies</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Entreprises</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>bon</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>7</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>1965</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>1965</i>		

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Dispositions relatives à l'imposition forfaitaire annuelle</b>				
34 01 01	<b>Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des associations qui participent à l'animation de la vie sociale locale, des centres de gestion et associations agréés et des groupements d'employeurs</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Réf. CGI : <i>223 octies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1980</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			
34 01 04	<b>Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés exonérées d'impôt sur les sociétés qui exercent la totalité de leur activité dans les zones franches urbaines ou en Corse</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Équité sociale et territoriale et soutien</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>223 nonies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1983</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
34 01 05	<b>Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle pour les entreprises nouvelles exonérées d'impôt sur les sociétés, certaines sociétés pour leurs trois premières années d'activité et les sociétés en liquidation judiciaire</b>	<b>165</b>	<b>90</b>	<b>90</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>223 nonies, 223 septies avant dernier et dernier alinéas</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1985</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			

## Impôt sur les sociétés

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Dispositions relatives à la contribution sur les revenus locatifs</b>				
35 01 01	<b>Exonération de contribution sur les revenus locatifs pour les loyers inférieurs à un certain plafond</b>	—	—	<b>5</b>
	Mission / programme :	<i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>		
	Réf. CGI :	<i>234 nonies-III</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Entreprises</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>bon</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>nd</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>2005</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>2005</i>		

## Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Impôt de solidarité sur la fortune</b>			
	<u>Exonérations</u>			
40 01 01	<b>Exonération des biens professionnels</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>885 A, 885 P, 885 Q</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1981</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			
40 01 07	<b>Exonération des placements financiers des personnes physiques qui n'ont pas en France de domicile fiscal</b>	75	75	75
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>885 L</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4.500</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1981</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1998</i>			
40 01 08	<b>Exonération partielle des bois et forêts et des parts d'intérêts détenues dans un groupement forestier, des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de GFA</b>	40	40	40
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i>			
	Réf. CGI : <i>885 D, 885 H</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>50.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1981</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
40 01 09	<b>Exonération des objets d'antiquité, d'art ou de collection, des droits de propriété littéraire et artistique et des droits de propriété industrielle pour leur inventeur</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i>			
	Réf. CGI : <i>885 I</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1981</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			

## Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
40 01 10	<b>Exonération des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital de certaines petites et moyennes entreprises</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>885 I ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1.200</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
40 01 11	<b>Exonération partielle des parts ou actions de sociétés objets d'un engagement collectif de conservation</b>	<b>40</b>	<b>60</b>	<b>55</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>885 I bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>7.400</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
40 01 12	<b>Exonération partielle des titres détenus par les salariés et mandataires sociaux</b>	<b>—</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>885 I quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

### Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Réductions des droits</a>			
40 02 01	<b>Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du déclarant</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables</i>			
	Réf. CGI : <i>885 V</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>65.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1988</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
40 03 01	<b>Prise en compte des stocks de vins et d'alcools pour leur valeur comptable</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>885 T</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1981</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1988</i>			



## Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Taxe sur les salaires</b>				
<u>Exonérations</u>				
41 01 01	<b>Exonération sous conditions des rémunérations versées par les particuliers aux salariés à domicile et aux assistantes maternelles</b>	<b>480</b>	<b>25</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables; Solidarité et intégration / Égalité entre les hommes et les femmes; Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>231 bis P</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>			
41 01 02	<b>Exonération de la taxe sur les salaires afférente au personnel des cantines</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Enseignement scolaire / Vie de l'élève; Recherche et enseignement supérieur / Vie étudiante</i>			
	Réf. CGI : <i>DA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>20.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1969</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
41 01 03	<b>Exonération de certains employeurs agricoles</b>	<b>30</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>231-3-a</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			

## Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
41 01 04	<b>Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement aux plans d'épargne salariale</b>	<b>150</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>231-1</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1978</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
41 01 05	<b>Exonération des rémunérations versées au personnel recruté pour les manifestations annuelles de bienfaisance exonérées de TVA</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>231 bis L</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1982</i>			
41 01 08	<b>Exonération de taxe sur les salaires de l'aide versée, soit par le comité d'entreprise soit directement par l'entreprise à défaut de celui-ci, pour les emplois de service aux particuliers</b>	<b>5</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>			
	Réf. CGI : <i>231-1</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1952</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			

### Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
41 01 09	<b>Exonération de la participation des employeurs au financement des titres-restaurant</b>	<b>30</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Réf. CGI : <i>231-1</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2,4 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
41 01 10	<b>Exonération sous condition de la contribution de l'employeur et d'organismes à caractère social, notamment du comité d'entreprise, au financement des chèques-vacances</b>	<b>5</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>			
	Réf. CGI : <i>231-1</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2,2 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1978</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
41 01 11	<b>Exonération d'une partie des primes de transport versées par les employeurs à leurs salariés</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Réf. CGI : <i>DA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1948</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1982</i>			

## Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
41 01 12	<b>Exonération des rémunérations versées dans le cadre des contrats emploi-solidarité, emploi-consolidé, emploi-jeune, des contrats d'avenir, d'accompagnement dans l'emploi et de celles versées dans le cadre des contrats d'insertion par l'activité conclu avec les personnes titulaires dans les départements d'Outre-mer du revenu minimum d'insertion</b>  Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i> Réf. CGI : <i>231 bis N</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1997</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>	nc	nc	nc
41 01 13	<b>Exonération des rémunérations des enseignants des centres de formation des apprentis</b>  Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</i> Réf. CGI : <i>231 bis R</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>  <a href="#">Dispositions diverses</a>	—	5	5
41 02 01	<b>Diminution du taux de la taxe sur les salaires dans les DOM (taux applicables : 2,95 % dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, 2,55 % pour la Guyane)</b>  Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i> Réf. CGI : <i>231-2 bis (2e alinéa) et 5</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1.140</i> Année de création de la dépense : <i>1956</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	100	5	5

### Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
41 02 02	<b>Abattement sur la taxe sur les salaires due par les associations, les syndicats et les mutuelles régies par le code de la mutualité qui emploient moins de 30 salariés</b>	<b>250</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Réf. CGI : <i>1679-A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Autres impôts directs

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Autres</b>			
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
42 01 04	<b>Crédit d'impôt attaché aux dividendes de source française transféré aux non-résidents</b>	—	<b>0</b>	<b>50</b>
	Mission / programme :	<i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>		
	Réf. CGI :	<i>200 septies</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Entreprises</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>ordre de grandeur</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>nd</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>2003</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>2004</i>		

### Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Dispositions communes aux droits d'enregistrement et de timbre</b>				
50 01 01	<b>Exonération de droits d'enregistrement et de timbre des sociétés coopératives agricoles de céréales, d'insémination artificielle et d'utilisation de matériel agricole</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>  Réf. CGI : <i>1030, 1031</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1936</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1982</i>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
50 01 02	<b>Réduction de 50% des tarifs des droits d'enregistrement et de timbre en Guyane</b>  Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i> Réf. CGI : <i>1043 A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1998</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Dispositions communes aux mutations à titre gratuit et à titre onéreux</b>			
51 01 01	<b>Exonération des mutations à titre gratuit ou onéreux portant sur des oeuvres d'art, livres, objets de collection ou documents de haute valeur artistique ou historique et agréés, dont le nouveau propriétaire fait don à l'Etat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	Mission / programme :	<i>Culture / Patrimoines</i>		
	Réf. CGI :	<i>1131</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Ménages</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>bon</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>0</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>1968</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>1968</i>		



## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Mutations à titre gratuit</b>			
	<u>Exonérations</u>			
52 01 04	<b>Exonération des mutations en faveur de certaines collectivités locales, de certains organismes ou établissements publics ou d'utilité publique</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>794, 795-2°, 4°, 5° et 11°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1923</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
52 01 05	<b>Exonération des monuments historiques classés ou inscrits et des parts de SCI familiales détenant des biens de cette nature</b>	0	nc	nc
	Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i>			
	Réf. CGI : <i>795 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>0</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1988</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
52 01 06	<b>Exonération des indemnités versées ou dues aux transfusés, aux hémophiles, ainsi qu'aux personnes contaminées dans l'exercice de leur activité professionnelle par le virus d'immunodéficience humaine et aux personnes atteintes par la maladie de Creutzfeldt-Jakob ainsi qu'aux victimes de l'amiante</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Santé / Santé publique et prévention</i>			
	Réf. CGI : <i>775 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1992</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
52 01 07	<b>Exonération sous certaines conditions et dans certaines limites des immeubles neufs acquis entre le 1er juin 1993 et le 31 décembre 1994 ou entre le 1er août et le 31 décembre 1995, et des immeubles anciens acquis entre le 1er août 1995 et le 31 décembre 1996</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>793-2-4° à 6°, 793 ter</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1993</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	nc	nc	nc
52 01 08	<b>Exonération de droits pour les successions des victimes d'opérations militaires ou d'actes de terrorisme</b>  Mission / programme : <i>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation / Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</i>  Réf. CGI : <i>796</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1939</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	nc	nc	nc
52 01 09	<b>Exonération partielle des bois et forêts et des parts d'intérêts détenues dans un groupement forestier, des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de GFA</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i> Réf. CGI : <i>793-1-3° et 4°, 793-2-2° et 3°</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>très bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>7.000</i> Année de création de la dépense : <i>1963</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>	60	60	60

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
52 01 10	<b>Exonération partielle, sous certaines conditions, de droits de mutation à titre gratuit lors de la transmission d'entreprises exploitées sous la forme individuelle ou détenues sous forme sociale</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>787 B, 787 C</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1999</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	15	20	20
52 01 11	<b>Exonération des dons et legs consentis à des associations d'utilité publique de protection de l'environnement et de la défense des animaux</b>  Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Gestion des milieux et biodiversité</i>  Réf. CGI : <i>795</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1923</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>	ε	ε	ε
52 01 12	<b>Exonération temporaire des mutations par décès portant sur des immeubles et des droits immobiliers situés en Corse</b>  Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>  Réf. CGI : <i>1135 bis</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>250</i>  Année de création de la dépense : <i>2002</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>	2	2	2

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
52 01 14	<b>Abattement sur l'actif de succession du montant des dons effectués au profit de fondations, de certaines associations et de certains organismes reconnus d'utilité publique</b> Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i> Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i> Réf. CGI : <i>788 III</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1959</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>	€	€	€
52 01 15	<b>Exonération totale des dons de sommes d'argent dans la limite de 30 000 € consentis au profit d'un enfant ou d'un petit enfant entre le 1er juin 2004 et le 31 décembre 2005</b> Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i> Réf. CGI : <i>Non codifié par le législateur</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>1,1 Millions</i> Année de création de la dépense : <i>2004</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	350	50	—
52 01 16	<b>Exonération des successions des sapeurs-pompiers décédés en opération de secours</b> Mission / programme : <i>Sécurité civile / Intervention des services opérationnels</i> Réf. CGI : <i>796 I</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2004</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	€	€	€

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
52 01 17	<b>Exonération totale dans la limite de 30 000 euros des dons de sommes d'argent consentis entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2010 au profit d'un membre de la famille pour la création ou la reprise d'une entreprise</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>790 A bis</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	—	5	5
52 01 18	<b>Transmission à titre gratuit des propriétés non bâties incluses dans les sites NATURA 2000, des cœurs de parc nationaux, des réserves naturelles, des sites classés ou des espaces remarquables du littoral</b> Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Gestion des milieux et biodiversité</i> Réf. CGI : <i>793-2</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>2005</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i> <a href="#">Abattements</a>	—	2	2
52 02 01	<b>Abattement effectué sur l'actif taxable revenant à tout héritier, légataire ou donataire handicapé physique ou mental</b> Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i> Réf. CGI : <i>779-III</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Chiffrage : <i>Simulation</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>3.300</i> Année de création de la dépense : <i>1999</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	25	25	25

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
52 02 02	<b>Exonération des droits de mutation à titre gratuit de donation d'entreprises aux salariés si la valeur des actifs est inférieure à 300 000 €</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>790 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
52 02 03	<b>Abattement sur les donations consenties au profit des petits-enfants</b>	<b>70</b>	<b>80</b>	<b>55</b>
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : <i>790 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>100.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
52 02 05	<b>Déduction de la dépréciation des titres de sociétés non cotées ou d'actifs incorporels transmis par l'effet du décès du dirigeant ou de l'entrepreneur</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>764 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
52 02 06	<b>Abattement applicable aux donations consenties au profit de neveux ou nièces</b>	—	10	10
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : 790 C			
	Bénéficiaires : Ménages			
	Chiffrage : Simulation			
	Fiabilité : ordre de grandeur			
	Nombre de bénéficiaires : 7.000			
	Année de création de la dépense : 2005			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : 2005			
52 02 07	<b>Abattement applicable aux donations réalisées en faveur des arrières petits enfants</b>	—	1	1
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : 790 D			
	Bénéficiaires : Ménages			
	Chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI			
	Fiabilité : ordre de grandeur			
	Nombre de bénéficiaires : nd			
	Année de création de la dépense : 2005			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : 2005			
	<a href="#">Réductions de droits</a>			
52 03 01	<b>Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du donataire ou de l'héritier</b>	50	50	40
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : 780, 781, 783			
	Bénéficiaires : Ménages			
	Chiffrage : Simulation			
	Fiabilité : très bon			
	Nombre de bénéficiaires : 56.000			
	Année de création de la dépense : 1942			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : 2005			

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
52 03 02	<b>Réduction de droits en raison de la qualité du donataire ou de l'héritier (mutilé, etc.)</b>	€	€	€
	Mission / programme : <i>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation / Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>777 (2e al.), 778, 782</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1959</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
52 03 05	<b>Réduction de droits pour les donations</b>	360	320	350
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : <i>790</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>163.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			



## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Mutations à titre onéreux - Taxe de publicité foncière</b>				
<a href="#">Mutations d'immeubles : Exonérations</a>				
53 01 01	<b>Exonération des transferts de biens de toute nature opérés entre organismes HLM et sociétés de crédit immobilier ou leurs unions en matière de droit proportionnel</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>1051-1°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1955</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
53 01 02	<b>Application d'un droit fixe au lieu de la taxe de publicité foncière sur la transmission de biens appartenant à un organisme d'intérêt public au profit d'un établissement reconnu d'utilité publique effectuée dans un but d'intérêt général ou de bonne administration</b>	nc	nc	nc
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>1020</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			
<a href="#">Mutations de biens meubles</a>				
53 02 02	<b>Exonération des acquisitions d'actions de sociétés d'économie mixte par les collectivités locales</b>	5	5	5
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement, urbanisme et ingénierie publique</i>			
	Réf. CGI : <i>1042</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
53 02 03	<b>Exonération des cessions de parts de fonds communs de placement à risques</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>730 quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1983</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1983</i>			
53 02 04	<b>Réduction du droit de mutation pour les acquisitions de fonds de commerce en faveur de l'aménagement du territoire</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>721</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1963</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1989</i>			
53 02 05	<b>Réduction de taux pour les mutations à titre onéreux de débits de boissons de 3e ou 4e catégorie qui se transforment en 1re ou 2e catégorie (taux de 2 %)</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Santé publique et prévention</i>			
	Réf. CGI : <i>722</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1958</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
53 02 06	<b>Exonération du droit budgétaire de 4 % de mutation pour les acquisitions de fonds de commerce dans certaines zones prioritaires d'aménagement du territoire</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>722 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1995</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
53 02 07	<b>Application du droit réduit de 1% sur les cessions d'actions de sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux et d'organismes d'HLM</b>  Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>  Réf. CGI : <i>726-I-2°</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1948</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	€	€	€
53 02 08	<b>Exonération des cessions réalisées par les SAFER</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>  Réf. CGI : <i>1028 ter</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>20</i>  Année de création de la dépense : <i>1998</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>	€	€	€
53 02 09	<b>Exonération du droit d'enregistrement de 1,10% pour les ventes publiques d'objet d'art, d'antiquité ou de collection réalisées au profit de certains organismes d'intérêt général ayant une vocation humanitaire d'assistance ou de bienfaisance</b>  Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>  Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i> Réf. CGI : <i>733-2°</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i> Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1963</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>	€	€	€

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
53 02 10	<b>Exonération des droits de mutation à titre onéreux sur les cessions de branche complète d'activité et réalisées entre le 16 juin 2004 et le 31 décembre 2005 pour une valeur taxable inférieure à 300 000 €</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>  Réf. CGI : <i>724 bis</i>  Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>40.000</i>  Année de création de la dépense : <i>2004</i>  Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	130	10	—

### Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Actes soumis à un droit fixe d'enregistrement ou à une taxe fixe de publicité foncière</b>			
54 01 01	<b>Exonération des procurations et attestations notariées établies en vue du règlement d'une indivision successorale de biens immobiliers situés en Corse</b>	€	€	€
	Mission / programme :	<i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>		
	Réf. CGI :	1135		
	Bénéficiaires :	<i>Ménages</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>ordre de grandeur</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>nd</i>		
	Année de création de la dépense :	1985		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	2002		

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Partages et opérations assimilées</b>				
55 01 01	<b>Exonération du droit de 1 % des actes de partage de succession et des licitations de biens héréditaires à hauteur de la valeur des immeubles situés en Corse</b>	€	€	€
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>750 bis A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1985</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
55 01 02	<b>Exonération du droit de 1 % sur les actes de partage des copropriétés</b>	€	€	€
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>749 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Observations : <i>Mesure ne concernant que les ZFU en 2000</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
55 01 03	<b>Exonération des droits d'enregistrement pour les actes portant changement de régime matrimonial</b>	—	5	5
	Mission / programme : <i>Stratégie économique et pilotage des finances publiques / Stratégie économique et financière et réforme de l'État</i>			
	Réf. CGI : <i>1133 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

### Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Taxe sur les conventions d'assurances</b>				
56 01 03	<b>Exonérations prévues en faveur de certains organismes et de certains contrats</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Protection maladie</i>			
	Réf. CGI : <i>995 à 1000</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1944</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
56 01 04	<b>Exonération en faveur de certains contrats d'assurance maladie complémentaire</b>	<b>1500</b>	<b>1500</b>	<b>1500</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Protection maladie</i>			
	Réf. CGI : <i>995-2°, 15° et 16°, 999</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1955</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Droits dus par les sociétés</b>				
<a href="#">Apports recouvrant une mutation</a>				
57 01 01	<b>Exonération, sous certaines conditions, du droit proportionnel ou progressif dû :</b> - pour les apports purs et simples faits à une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés par une personne non passible de cet impôt - lorsqu'une personne morale non passible de l'impôt sur les sociétés devient passible de cet impôt Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>809-I-3°, 810-III</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1965</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	nc	nc	nc
57 01 02	<b>Exonération du droit proportionnel ou progressif de mutation sur les apports à titre onéreux d'entreprises individuelles faits à des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Réf. CGI : <i>809-I-bis</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1980</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	nc	nc	nc
<a href="#">Dispositions diverses</a>				
57 02 02	<b>Droit fixe pour les personnes morales suivantes :</b> - sociétés transparentes; - sociétés civiles visées à l'article L. 322-12 du Code de l'urbanisme Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i> Réf. CGI : <i>828-I-2° et 3°</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1963</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1991</i>	nc	nc	nc



## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
57 02 04	<b>Enregistrement gratis des constitutions et dissolutions</b> <b>- de sociétés de bains-douches et organismes de jardins familiaux</b> <b>- de sociétés coopératives artisanales</b> <b>- de sociétés mutualistes</b>  Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>  Réf. CGI : <i>1052-II-1°et 2°, 1087 (1er alinéa)</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i> Année de création de la dépense : <i>1922</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>

### Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Prélèvement de 20% sur l'assurance vie</b>			
58 01 02	<b>Suppression du prélèvement de 20% sur les capitaux décès lorsque le bénéficiaire est exonéré de droits de mutation à titre gratuit en cas de dons aux associations culturelles</b>	—	ε	ε
	Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i>			
	Réf. CGI : <i>795, 990 I-I</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Droits d'enregistrement et de timbre

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Impôt sur les opérations de bourse</b>			
59 01 01	<b>Exonérations diverses</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Engagements financiers de l'État / Épargne</i>			
	Réf. CGI : <i>980, 980 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1964</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Territorialité</b>				
70 01 01	<b>Régime de la suspension de taxe pour les opérations effectuées sur le plateau continental</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>242 A de l'annexe II</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1971</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1971</i>			
70 01 02	<b>Exonération de TVA sur les objets d'art, de collection et d'antiquité, importés par les établissements agréés par le ministre chargé des affaires culturelles</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Patrimoines</i>			
	Réf. CGI : <i>291-II-8°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1978</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1991</i>			
70 01 03	<b>Franchise de taxe pour certaines importations dépourvues de caractère commercial effectuées par des personnes physiques ou morales</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Gestion et contrôle des finances publiques / Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</i>			
	Réf. CGI : <i>291-II-2°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1983</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1997</i>			
70 01 04	<b>Exonération de TVA sur les produits pétroliers utilisés par certains bateaux</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Transports / Transports terrestres et maritimes</i>			
	Réf. CGI : <i>262-II-6°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>La déduction de TVA autorisée pour la plupart des produits pétroliers (LF 93 art 25) rend négligeable le coût de la dépense fiscale</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1928</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1978</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Régimes des départements d'Outre-Mer</b>				
71 01 01	<b>Exonération de TVA des transports maritimes de personnes et de marchandises dans la limite de chacun des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>295-1-1°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1961</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1961</i>			
71 01 02	<b>Exonération de TVA de certains produits et matières premières ainsi que des produits pétroliers dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion</b>	<b>120</b>	<b>120</b>	<b>120</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>			
	Réf. CGI : <i>295-1-5° et 6°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1951</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1969</i>			
71 01 03	<b>Régime des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ; fixation des taux de TVA à :</b> <b>- 8,5 % pour le taux normal ;</b> <b>- 2,1 % pour le taux réduit</b>	<b>930</b>	<b>960</b>	<b>990</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>296</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>60.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1966</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
71 01 04	<b>Régime particulier des départements d'outre-mer. Déductibilité de la TVA afférente à certains produits exonérés</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>200</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Emploi outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>DM</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1953</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1953</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Exonérations</b>				
<a href="#">Exonérations à caractère social</a>				
72 01 01	<b>Exonération des cessions de terrains par les collectivités locales aux offices publics d'HLM</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>261-5-2°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Simulation</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1963</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1971</i>			
72 01 02	<b>Exonération des opérations immobilières non destinées à la construction:</b> - opérations de lotissement effectuées par les départements, communes et établissements publics ; - opérations de lotissement effectuées par les sociétés coopératives de construction, par les sociétés d'économie mixte de construction immobilière, par les groupements de castors ; - opérations immobilières réalisées par les SAFER	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement, urbanisme et ingénierie publique</i>			
	Réf. CGI : <i>261-5-1°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1954</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			
72 01 04	<b>Exonération des ventes portant sur les articles fabriqués par des groupements d'aveugles ou de travailleurs handicapés</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>261-7-3°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1955</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1991</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
72 01 06	<b>Exonération des associations intermédiaires conventionnées, visées à l'article L. 322-4-16-3 du code du travail dont la gestion est désintéressée</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Accès et retour à l'emploi</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale; Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Réf. CGI : <i>261-7-1° bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1988</i>			
72 01 07	<b>Exonération des services rendus aux personnes physiques par les associations agréées en application de l'article L. 129-1 du code du travail</b>	<b>360</b>	<b>380</b>	<b>400</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables; Solidarité et intégration / Handicap et dépendance; Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Réf. CGI : <i>261-7-1° ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1991</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1991</i>			
	<a href="#">Autres exonérations</a>			
72 02 01	<b>Exonération de la partie du trajet effectué à l'intérieur de l'espace maritime national pour les transports aériens ou maritimes de personnes et de marchandises en provenance ou à destination de la Corse</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>262-II-11°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1978</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1995</i>			



## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
72 02 02	<b>Exonération de la fourniture d'eau dans les communes ou groupements de communes de moins de 3000 habitants, avec faculté de renoncer à l'exonération</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>256-B, 260-A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1976</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			
72 02 03	<b>Exonération des publications des collectivités publiques et des organismes à but non lucratif</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Médias / Presse</i>			
	Réf. CGI : <i>298 duodecies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1976</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1976</i>			
72 02 04	<b>Exonération de certains travaux portant sur des monuments aux morts et cimetières militaires effectués pour les collectivités publiques et les organismes sans but lucratif</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation / Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</i>			
	Réf. CGI : <i>261-4-10°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1978</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1978</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
72 02 05	<b>Exonération des opérations réalisées dans le cadre de la législation relative à l'entraide agricole</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>261-2-3°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1966</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>			
72 02 06	<b>Exonération des produits de leur pêche vendus par les marins-pêcheurs et armateurs à la pêche en mer</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>261-2-4°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1934</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Assiette et taux</b>				
<a href="#">Assiette</a>				
73 01 03	<b>Imposition des livraisons d'oeuvres d'art sur une base forfaitaire lorsqu'il n'est pas possible de déterminer avec précision le prix d'achat payé par l'assujetti-revendeur</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>297 A-III</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
<a href="#">Taux réduit</a>				
73 02 03	<b>Taux de 5,5 % pour les ventes portant sur certains appareillages, ascenseurs et équipements spéciaux pour les handicapés</b>	<b>290</b>	<b>310</b>	<b>320</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>278 quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1987</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
73 02 04	<b>Taux de 5,5 % applicable aux terrains à bâtir achetés par des organismes d'HLM ou des personnes bénéficiaires de prêts spécifiques pour la construction de logements sociaux à usage locatif</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>278 sexies I-1</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1991</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1998</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
73 02 05	<b>Taux de 5,5 % sur l'hôtellerie</b>	<b>1500</b>	<b>1550</b>	<b>1600</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>			
	Réf. CGI : <i>279-a (1er alinéa)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>37.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1995</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1995</i>			
73 02 06	<b>Taux de 5,5 % sur l'hébergement en campings classés</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>			
	Réf. CGI : <i>279-a (3ème alinéa)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1966</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
73 02 07	<b>Taux de 5,5 % pour les recettes provenant de la fourniture des repas par les cantines d'entreprises ou d'administrations, ainsi que pour les repas livrés par des fournisseurs extérieurs aux cantines, scolaires et universitaires notamment, qui restent exonérées de TVA</b>	<b>730</b>	<b>750</b>	<b>780</b>
	Mission / programme : <i>Travail et emploi / Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Enseignement scolaire / Vie de l'élève; Recherche et enseignement supérieur / Vie étudiante</i>			
	Réf. CGI : <i>279-a bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1968</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1969</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
73 02 08	<b>Taux de 5,5 % pour les prestations de soins dispensées par les établissements thermaux autorisés</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Offre de soins et qualité du système de soins</i>			
	Réf. CGI : <i>279-a quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1990</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1990</i>			
73 02 09	<b>Taux de 5,5 % applicable aux prestations réalisées par les avocats et les avoués dans le cadre de l'aide juridictionnelle</b>	<b>40</b>	<b>45</b>	<b>50</b>
	Mission / programme : <i>Justice / Accès au droit et à la justice</i>			
	Réf. CGI : <i>279-f</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1990</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1991</i>			
73 02 10	<b>Taux de 5,5 % pour les livraisons à soi-même d'opérations de construction de logements sociaux à usage locatif ou destinés à la location-accession ; pour les livraisons à soi-même de travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien de logements sociaux à usage locatif ; pour la vente de logements sociaux neufs à usage locatif ou destinés à la location-accession, les apports des immeubles sociaux neufs aux sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété</b>	<b>750</b>	<b>790</b>	<b>840</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>278 sexies I-2, 3, 3 bis, 3 ter, 4 et 5</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1998</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

		Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
73 02 12	<b>Taux de 5,5 % applicable aux éléments constitutifs des aliments pour le bétail et à certains produits et engrais à usage agricole</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
	Mission / programme :	<i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>		
	Réf. CGI :	<i>278 bis-4°, 278 bis-5°</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Entreprises</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>ordre de grandeur</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>nd</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>1966</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>1966</i>		
73 02 13	<b>Taux de 5,5 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des logements achevés depuis plus de deux ans</b>	<b>5000</b>	<b>5000</b>	<b>5000</b>
	Mission / programme :	<i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>		
	Réf. CGI :	<i>279-0 bis</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Entreprises, Ménages</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>ordre de grandeur</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>nd</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>1999</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>2005</i>		
73 02 14	<b>Taux de 5,5 % pour les services d'aide à la personne fournis par les entreprises agréées en application de l'article L. 129-1 du code du travail</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>25</b>
	Mission / programme :	<i>Travail et emploi / Développement de l'emploi</i>		
	Missions / programmes à titre subsidiaire :	<i>Solidarité et intégration / Actions en faveur des familles vulnérables; Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>		
	Réf. CGI :	<i>279-i</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Ménages</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>ordre de grandeur</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>nd</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>1999</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>2003</i>		

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
73 02 15	<b>Taux de 5,5 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i>			
	Réf. CGI : <i>279-b septies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
73 02 16	<b>Taux de 5,5 % applicable aux logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine</b>	<b>—</b>	<b>100</b>	<b>300</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Rénovation urbaine</i>			
	Réf. CGI : <i>278 sexies I-6</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
73 02 18	<b>Application du taux réduit de la TVA à la fourniture par réseaux d'énergie d'origine renouvelable</b>	<b>—</b>	<b>20</b>	<b>40</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</i>			
	Réf. CGI : <i>279-b decies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Taux particuliers</a>			
73 03 01	<b>Taux de 2,10 % applicable aux droits d'entrée des 140 premières représentations de certains spectacles</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>281 quater, 89 ter de l'annexe III</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1.500</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1970</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
73 03 02	<b>Taux de 2,10 % applicable aux ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie à des personnes non assujetties à la TVA</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>281 sexies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>3.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1970</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
73 03 03	<b>Taux de 2,10 % applicable aux médicaments remboursables ou soumis à autorisation temporaire d'utilisation et aux produits sanguins</b>	<b>1030</b>	<b>1080</b>	<b>1130</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Offre de soins et qualité du système de soins</i>			
	Réf. CGI : <i>281 octies 1er et 2ème alinéas</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>24.500</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1989</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			



### Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
73 03 04	<b>Taux de 2,10 % applicable à la redevance audiovisuelle</b>	<b>280</b>	<b>290</b>	<b>290</b>
	Mission / programme : <i>Avances à l'audiovisuel public / Télévision</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Avances à l'audiovisuel public / Radio; Avances à l'audiovisuel public / Patrimoine audiovisuel</i>			
	Réf. CGI : <i>281 nonies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>8</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1990</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
73 03 05	<b>Taux de 2,10 % applicable aux publications de presse</b>	<b>200</b>	<b>205</b>	<b>210</b>
	Mission / programme : <i>Médias / Presse</i>			
	Réf. CGI : <i>298 septies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2.300</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1976</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1987</i>			
73 03 06	<b>Taux particuliers applicables à divers produits et services consommés ou utilisés en Corse</b>	<b>145</b>	<b>150</b>	<b>155</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>297</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>24.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1967</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>			

## Taxe sur la valeur ajoutée

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Régimes particuliers</b>				
74 01 02	<b>Franchise en base pour les avocats et les avoués dont le chiffre d'affaires n'excède pas 37 400 euros</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
	Mission / programme : <i>Justice / Accès au droit et à la justice</i>			
	Réf. CGI : <i>293 B-III-1°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>10.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1990</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>			
74 01 03	<b>Franchise en base pour les auteurs et les interprètes des oeuvres de l'esprit dont le chiffre d'affaires n'excède pas 37 400 euros</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Culture / Création</i>			
	Réf. CGI : <i>293 B-III-2°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>5.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1992</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>			
74 01 05	<b>Franchise en base pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 euros</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>261-7-1°</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1975</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			

## Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Exonérations</a>			
80 01 01	<b>Exonération de TIPP pour les produits pétroliers utilisés par certains bateaux</b>	<b>200</b>	<b>205</b>	<b>210</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Code des Douanes : <i>190</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations : <i>Coût incluant l'incidence TVA</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1928</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1978</i>			
80 01 02	<b>Exonération pour auto-consommation des produits pétroliers dans les raffineries</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>120</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Code des Douanes : <i>165-B-2</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>5</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1956</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1966</i>			
80 01 03	<b>Exonération de TIPP pour les carburants utilisés par les chauffeurs de taxi dans la limite d'un contingent annuel</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>80</b>
	Mission / programme : <i>Transports / Transports terrestres et maritimes</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Code des Douanes : <i>265 sexies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Observations :			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>28.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1982</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			

## Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
80 01 04	<b>Exonération de TIPP pour les carburants utilisés par certains commerçants sédentaires qui effectuent des ventes ambulantes, dans la limite de 1500 litres par an</b> Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i> Code des Douanes : <i>265 sexes</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Observations : <i>Coût incluant l'incidence TVA</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>5.400</i> Année de création de la dépense : <i>1989</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>	5	5	5
80 01 05	<b>Exonération du gaz naturel utilisé pour le chauffage des immeubles à usage principal d'habitation</b> Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i> Code des Douanes : <i>266 quinquies - 3</i> Bénéficiaires : <i>Ménages</i> Observations : Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>25</i> Année de création de la dépense : <i>1985</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1985</i>	20	—	—
80 01 06	<b>Exonération du gaz naturel utilisé comme matière première ou comme combustible pour la fabrication en usine exercée des huiles minérales visées aux tableaux B et C de l'article 265 du Code des Douanes</b> Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i> Code des Douanes : <i>266 quinquies - 3</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i> Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i> Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>9</i> Année de création de la dépense : <i>1928</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>	30	—	—

## Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
80 01 07	<b>Exonération plafonnée de TIPP pour les esters méthyliques d'huiles végétales, les esters méthyliques d'huile animale, les biogazoles de synthèse, les esters éthyliques d'huile végétale incorporés au gazole ou au fioul domestique, le contenu en alcool des dérivés de l'alcool éthylique et l'alcool éthylique d'origine agricole incorporé directement aux supercarburants</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>  Code des Douanes : <i>265 bis A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>90</i>  Année de création de la dépense : <i>1995</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1997</i>	195	320	610
80 01 08	<b>Exonération de TIPP ou de TICGN pendant 5 ans pour le gaz naturel , le gaz de raffinerie et le fioul lourd à basse teneur en soufre ou à haute teneur en soufre désulfuré, utilisés dans les installations de cogénération mises en service jusqu'au 31 décembre 2005</b>  Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>  Code des Douanes : <i>266 quinquies A</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>7</i>  Année de création de la dépense : <i>1992</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>	35	—	—
80 01 09	<b>Exonération de TIPP pour les carburéacteurs utilisés à bord des aéronefs</b>  Mission / programme : <i>Transports / Transports aériens</i>  Code des Douanes : <i>265 bis 1-b</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>400</i>  Année de création de la dépense : <i>1928</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>	1350	1400	1430

## Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
80 01 11	<b>Exonération de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les huiles végétales pures utilisées comme carburant agricole</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>  Code des Douanes : <i>265 quater</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2006</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>  <a href="#">Taux réduit</a>	—	5	5
80 02 01	<b>Taux réduit de TIPP applicable au fioul domestique utilisé comme carburant diesel</b>  Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>  Code des Douanes : <i>265 (tableau B)</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>2004</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>	1500	1410	1450
80 02 03	<b>Taux réduit de TIPP pour les butanes et propanes utilisés comme carburant sous condition d'emploi</b>  Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</i>  Code des Douanes : <i>265 (tableau B)</i> Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>  Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>  Fiabilité : <i>bon</i> Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>  Année de création de la dépense : <i>1993</i> Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>	6	6	7

## Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
80 02 04	<b>Taux réduit de TIPP applicable aux carburéacteurs utilisés sous condition d'emploi</b>	ε	ε	ε
	Mission / programme : <i>Transports / Transports aériens</i>			
	Code des Douanes : <i>265 (tableau B)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1966</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1966</i>			
80 02 06	<b>Taux réduit de TIPP applicable aux émulsions d'eau dans du gazole utilisé sous conditions d'emploi</b>	0	ε	ε
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</i>			
	Code des Douanes : <i>265 (tableau B)</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1999</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			
	<a href="#">Détaxe</a>			
80 03 02	<b>Détaxe applicable aux supercarburants et essences consommés en Corse</b>	1	1	1
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Code des Douanes : <i>265 quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Observations : <i>Coût incluant l'incidence TVA</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			

## Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<a href="#">Dispositions diverses</a>			
80 04 01	<b>Exclusion des DOM du champ d'application de la TIPP</b>	<b>130</b>	<b>125</b>	<b>130</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Code des Douanes : <i>267</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2001</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
80 04 02	<b>Remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel et sur le gaz de pétrole liquéfié carburant aux exploitants de transport public et de bennes de ramassage des déchets ménagers dans la limite d'un contingent annuel</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Prévention des risques et lutte contre les pollutions</i>			
	Code des Douanes : <i>265 sexes</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1997</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
80 04 03	<b>Remboursement d'une fraction de TIPP sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers</b>	<b>240</b>	<b>200</b>	<b>210</b>
	Mission / programme : <i>Transports / Transports terrestres et maritimes</i>			
	Code des Douanes : <i>265 septies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>25.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1999</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			



### Taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
80 04 04	<b>Remboursement d'une fraction de TIPP sur le gazole utilisé par les exploitants de transport public routier en commun de voyageurs</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>19</b>
	Mission / programme :	<i>Transports / Transports terrestres et maritimes</i>		
	Code des Douanes :	<i>265 octies</i>		
	Bénéficiaires :	<i>Entreprises</i>		
	Chiffrage :	<i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>		
	Fiabilité :	<i>bon</i>		
	Nombre de bénéficiaires :	<i>15.000</i>		
	Année de création de la dépense :	<i>2001</i>		
	Année de dernière modification substantielle de la dépense :	<i>2005</i>		

### Autres droits indirects

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Taxe sur la publicité télévisée</b>			
92 01 01	<b>Exonération de taxe sur les messages passés pour le compte d'oeuvres d'utilité publique à l'occasion de grandes campagnes nationales</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Santé publique et prévention</i>			
	Missions / programmes à titre subsidiaire : <i>Sport, jeunesse et vie associative / Jeunesse et vie associative</i>			
	Réf. CGI : <i>302 bis KA</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1981</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

### Autres droits indirects

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Droit annuel de francisation et de navigation</b>				
94 01 01	<b>Exonération en faveur de certaines catégories de navires de plaisance</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Tourisme</i>			
	Code des Douanes : <i>223, 224</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>45.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1967</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1983</i>			
94 01 02	<b>Exonération pour les navires de pêche et de commerce de tout tonnage</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Code des Douanes : <i>223</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1984</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1984</i>			
94 01 03	<b>Réduction du taux du droit de francisation et de navigation ainsi que du droit de passeport applicables aux navires attachés en Corse</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Code des Douanes : <i>223, 238</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données extérieures à la DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2.300</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Taxe foncière sur les propriétés bâties</b>			
	<u>Exonérations compensées par l'Etat</u>			
05 01 01	<b>Exonération en faveur des personnes âgées ou de condition modeste</b>	<b>260</b>	<b>265</b>	<b>275</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>1390, 1391</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1965</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1996</i>			
05 01 02	<b>Exonération en faveur des immeubles à caractère social</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>1384, 1384 A à D</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,3 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1936</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
05 01 03	<b>Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 1996</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Équité sociale et territoriale et soutien</i>			
	Réf. CGI : <i>1383 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>6.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			
05 01 04	<b>Exonération en faveur des immeubles situées dans les ZFU créées en 2003</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Équité sociale et territoriale et soutien</i>			
	Réf. CGI : <i>1383 C</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
05 01 05	<b>Exonération en faveur des bâtiments liés à certaines activités équestres</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>1382-6°-a</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1890</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1992</i>			
05 01 06	<b>Abattement en faveur des immeubles en ZUS</b>	<b>94</b>	<b>95</b>	<b>101</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1388 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1,2 Millions</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
05 01 07	<b>Abattement en faveur des immeubles anti-sismiques DOM</b>	<b>0</b>	<b>ε</b>	<b>ε</b>
	Mission / programme : <i>Outre-mer / Conditions de vie outre-mer</i>			
	Réf. CGI : <i>1388 ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>0</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
05 01 08	<b>Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 2006</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Équité sociale et territoriale et soutien</i>			
	Réf. CGI : <i>1383 C bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<u>Dégrèvements à la charge de l'Etat</u>			
05 02 01	<b>Dégrèvement d'office en faveur des personnes de condition modeste 65-75 ans</b>	<b>55</b>	<b>60</b>	<b>65</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>1391 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>560.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
05 02 02	<b>Dépenses pour faciliter l'accessibilité pour personnes handicapées</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>1391 C</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2001</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			
05 02 03	<b>Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel</i>			
	Réf. CGI : <i>1391 D</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2003</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
05 02 04	<b>Dégrèvement égal au quart des dépenses à raison des travaux d'économie d'énergie, sur la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes HLM et les SEM</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</i>			
	Réf. CGI : <i>1391 E</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<b>Taxe foncière sur les propriétés non bâties</b>			
	<u>Exonérations compensées par l'Etat</u>			
06 01 01	<b>Exonération des parts départementales et régionales en faveur des terres agricoles</b>	<b>325</b>	<b>325</b>	<b>325</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>1586 D, 1599 ter D</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1992</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1993</i>			
06 01 02	<b>Exonération de la part communale et intercommunale en faveur des terres agricoles à concurrence de 20%</b>	—	<b>163</b>	<b>166</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>1394 B bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
06 01 03	<b>Exonération en faveur des terrains plantés en bois</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Forêt</i>			
	Réf. CGI : <i>1395</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1941</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
06 01 04	<b>Exonération totale en faveur des terres agricoles situées en Corse</b>	2	2	2
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1394 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>			
06 01 05	<b>Exonération en faveur des zones humides</b>	—	0	ε
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Gestion des milieux et biodiversité</i>			
	Réf. CGI : <i>1395 D</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
06 01 06	<b>Exonération en faveur des parcelles NATURA 2000</b>	—	1	1
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Gestion des milieux et biodiversité</i>			
	Réf. CGI : <i>1395 E</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2005</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			
06 01 07	<b>Exonération en faveur de certains terrains situés dans le coeur d'un parc national sis dans un DOM</b>	—	—	nc
	Mission / programme : <i>Écologie et développement durable / Gestion des milieux et biodiversité</i>			
	Réf. CGI : <i>1395 F</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises, Ménages</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2006</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2006</i>			



## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
	<u>Dégrèvements à la charge de l'Etat</u>			
06 02 01	<b>Pertes de récoltes ou de bétail</b>	<b>51</b>	<b>40</b>	<b>41</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>1398</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1807</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
06 02 02	<b>Association foncière pastorale</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</i>			
	Réf. CGI : <i>1398 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1995</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
06 02 03	<b>Dégrèvement d'office jeunes agriculteurs</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>1647-00 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>122.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1991</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2001</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Taxe d'habitation</b>				
<a href="#">Exonérations compensées par l'Etat</a>				
07 01 01	<b>Exonération en faveur des personnes âgées, handicapées ou de condition modeste</b>	<b>1165</b>	<b>1190</b>	<b>1235</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Handicap et dépendance</i>			
	Réf. CGI : <i>1414-I</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1967</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
<a href="#">Dégrèvements à la charge de l'Etat</a>				
07 02 01	<b>Dégrèvement d'office gestionnaire de foyers et OSBL agréés pour les logements loués à des personnes défavorisées</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Développement et amélioration de l'offre de logement</i>			
	Réf. CGI : <i>1414-II</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4.800</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1998</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
07 02 02	<b>Dégrèvement d'office en faveur des bénéficiaires du RMI</b>	<b>300</b>	<b>320</b>	<b>345</b>
	Mission / programme : <i>Solidarité et intégration / Politiques en faveur de l'inclusion sociale</i>			
	Réf. CGI : <i>1414-III</i>			
	Bénéficiaires : <i>Ménages</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>820</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1991</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1999</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
<b>Taxe professionnelle</b>				
<u>Exonérations compensées par l'Etat</u>				
08 01 01	<b>Exonération au titre de certaines activités équestres</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>1450</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>nd</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1880</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2000</i>			
08 01 02	<b>Exonération en faveur de certaines opérations réalisées dans les ZRR</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1465 A</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1.020</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1995</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1997</i>			
08 01 03	<b>Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZRU</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>11</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1466 A I ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>8.940</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
08 01 04	<b>Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZFU</b>	<b>65</b>	<b>62</b>	<b>56</b>
	Mission / programme : <i>Ville et logement / Équité sociale et territoriale et soutien</i>			
	Réf. CGI : <i>1466 A I quater et quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>26.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
08 01 05	<b>Exonération en faveur des établissements dans la Zone Franche Corse</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1466 B</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>2.220</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1996</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
08 01 06	<b>Exonération en faveur des investissements PME en Corse</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1466 C</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>1.520</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2002</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2003</i>			
08 01 07	<b>Réduction de 25% des bases imposées en Corse au profit des communes et des EPCI. Suppression des parts départementales et régionales</b>	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>65</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1472 A ter, 1586 bis et 1599 bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>21.100</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1994</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>1994</i>			
	<a href="#"><u>Dégrèvements à la charge de l'Etat</u></a>			
08 02 01	<b>Dégrèvement en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou de bateaux</b>	<b>111</b>	<b>241</b>	<b>241</b>
	Mission / programme : <i>Transports / Transports terrestres et maritimes</i>			
	Réf. CGI : <i>1647 C</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>36.000</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1997</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
08 02 02	<b>Dégrèvement en faveur des entreprises de transport sanitaire</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>
	Mission / programme : <i>Santé / Offre de soins et qualité du système de soins</i>			
	Réf. CGI : <i>1647 C bis</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4.400</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2000</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
08 02 03	<b>Dégrèvement en faveur des entreprises d'armement au commerce</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>23</b>
	Mission / programme : <i>Transports / Sécurité et affaires maritimes</i>			
	Réf. CGI : <i>1647 C ter</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>230</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2002</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
08 02 04	<b>Dégrèvement afférent aux immobilisations affectées à la recherche</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>
	Mission / programme : <i>Recherche et enseignement supérieur / Orientation et pilotage de la recherche</i>			
	Réf. CGI : <i>1647 C quater</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>730</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2002</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2002</i>			
08 02 05	<b>Dégrèvement pour investissements nouveaux (DIN)</b>	<b>10</b>	<b>680</b>	<b>1480</b>
	Mission / programme : <i>Développement et régulation économiques / Développement des entreprises</i>			
	Réf. CGI : <i>1647 C quinquies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>ordre de grandeur</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4.170</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			

## Impôts locaux

Numéro de la mesure	Mesure	Résultat estimé pour 2005 (en M€)	Evaluation pour 2006 (en M€)	Evaluation pour 2007 (en M€)
08 02 06	<b>Crédit d'impôt "anti-délocalisation" pour les entreprises implantées dans des zones d'emploi en grande difficulté</b>	<b>150</b>	<b>339</b>	<b>200</b>
	Mission / programme : <i>Politique des territoires / Aménagement du territoire</i>			
	Réf. CGI : <i>1647 C sexies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>4.210</i>			
	Année de création de la dépense : <i>2004</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2004</i>			
08 02 07	<b>Taux du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée fixé à 1,5 % pour les entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers</b>	—	—	ε
	Mission / programme : <i>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales / Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</i>			
	Réf. CGI : <i>1647 B sexies</i>			
	Bénéficiaires : <i>Entreprises</i>			
	Chiffrage : <i>Reconstitution de base taxable à partir de données DGI</i>			
	Fiabilité : <i>très bon</i>			
	Nombre de bénéficiaires : <i>0</i>			
	Année de création de la dépense : <i>1980</i>			
	Année de dernière modification substantielle de la dépense : <i>2005</i>			

## Dépenses fiscales par missions et programmes concernés





### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
<b>Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales</b>	
<u>Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</u>	
050105	Exonération en faveur des bâtiments liés à certaines activités équestres : 2 millions €.
060102	Exonération de la part communale et intercommunale en faveur des terres agricoles à concurrence de 20% : 166 millions €.
060201	Pertes de récoltes ou de bétail : 41 millions €.
060203	Dégrèvement d'office jeunes agriculteurs : 14 millions €.
080101	Exonération au titre de certaines activités équestres : 2 millions €.
080207	Taux du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée fixé à 1,5 % pour les entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers : Non significatif.
100110	Déduction des souscriptions en numéraire au capital de sociétés agréées ayant pour objet le financement de la pêche artisanale (SOFIPECHE) : Coût Nul.
110239	Réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement accordé à des exploitants agricoles : 2 millions €.
110240	Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées par les exploitants agricoles pour assurer leur remplacement : 50 millions €.
120101	Exonération du salaire différé de l'héritier d'un exploitant agricole : 1 million €.
130202	Déduction forfaitaire sur les revenus des propriétés rurales.
150514	Abattement spécial sur les plus-values réalisées lors de la cession d'un cheval de course ou de sport : 2 millions €.
170103	Déduction spécifique à l'investissement : 130 millions €.
170201	Abattement sur les bénéfices réalisés par les jeunes agriculteurs : 10 millions €.
170306	Rattachement du revenu exceptionnel d'un exploitant agricole soumis à un régime réel d'imposition par fractions égales, aux résultats de l'exercice de sa réalisation et des six exercices suivants : 100 millions €.
170501	Exonération des bénéfices forfaitaires issus de la culture d'arbres truffiers pendant quinze ans à compter de la plantation : 1 million €.
180304	Abattement de 50 % sur le bénéfice imposable des jeunes pêcheurs qui s'installent entre le 01/01/1997 et le 31/12/2010 : Non significatif.
200215	Amortissement exceptionnel sur douze mois des dépenses d'amélioration exposées dans les immeubles achevés depuis deux ans en vue de l'hébergement des salariés agricoles et des apprentis : 2 millions €.
210316	Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles utilisant le mode de production biologique : 15 millions €.
230509	Étalement des plus-values à court terme réalisées par les entreprises de pêche maritime lors de la cession de navires de pêche ou de parts de copropriété de tels navires avant le 31 décembre 2010 : Non significatif.
310202	Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription au capital des sociétés agréées pour le financement de la pêche artisanale (SOFIPECHE) : Coût Nul.
320122	Déduction pour les groupements d'employeurs des sommes inscrites à un compte d'affectation spéciale et destinées à couvrir leur responsabilité solidaire pour le paiement des dettes salariales : Non significatif.
530208	Exonération des cessions réalisées par les SAFER : Non significatif.
720205	Exonération des opérations réalisées dans le cadre de la législation relative à l'entraide agricole : Non chiffré.
720206	Exonération des produits de leur pêche vendus par les marins-pêcheurs et armateurs à la pêche en mer : 60 millions €.
800101	Exonération de TIPP pour les produits pétroliers utilisés par certains bateaux : 210 millions €.
940102	Exonération pour les navires de pêche et de commerce de tout tonnage : Non chiffré.
<u>Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</u>	
060101	Exonération des parts départementales et régionales en faveur des terres agricoles : 325 millions €.
060202	Association foncière pastorale : Non chiffré.
170104	Déduction immédiate des charges correspondant aux stocks agricoles à rotation lente.

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
170105	Déduction pour aléas : Non significatif.
170401	Neutralisation des conséquences fiscales pour l'exploitant de l'entreposage chez un tiers de produits agricoles : Non chiffré.
300101	Exonération sous certaines conditions : - des coopératives agricoles et de leurs unions ; - des coopératives artisanales et de leurs unions ; - des coopératives d'entreprises de transport ; - des coopératives artisanales de transport fluvial ; - des coopératives maritimes et de leurs unions : Non chiffré.
400301	Prise en compte des stocks de vins et d'alcools pour leur valeur comptable : Non chiffré.
410103	Exonération de certains employeurs agricoles : 2 millions €
500101	Exonération de droits d'enregistrement et de timbre des sociétés coopératives agricoles de céréales, d'insémination artificielle et d'utilisation de matériel agricole : Non chiffré.
730212	Taux de 5,5 % applicable aux éléments constitutifs des aliments pour le bétail et à certains produits et engrais à usage agricole : 50 millions €
730302	Taux de 2,10 % applicable aux ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie à des personnes non assujetties à la TVA : 5 millions €
800107	Exonération plafonnée de TIPP pour les esters méthyliques d'huiles végétales, les esters méthyliques d'huile animale, les biogazoles de synthèse, les esters éthyliques d'huile végétale incorporés au gazole ou au fioul domestique, le contenu en alcool des dérivés de l'alcool éthylique et l'alcool éthylique d'origine agricole incorporé directement aux supercarburants : 610 millions €
800111	Exonération de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les huiles végétales pures utilisées comme carburant agricole : 5 millions €
800201	Taux réduit de TIPP applicable au fioul domestique utilisé comme carburant diesel : 1 450 millions €
	<a href="#">Forêt</a>
060103	Exonération en faveur des terrains plantés en bois : 7 millions €
110226	Réduction d'impôt sur le revenu pour investissement forestier : 3 millions €
110241	Réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux associations syndicales autorisées ayant pour objet la réalisation de travaux de prévention en vue de la défense des forêts contre les incendies sur des terrains inclus dans les bois classés : 1 million €
200214	Majoration de l'amortissement dégressif pour certains matériels des entreprises de première transformation du bois : Coût Nul.
230507	Taxation au taux réduit de 6 % libératoire de l'impôt sur le revenu, ou de 8 % libératoire de l'impôt sur les sociétés, des plus-values réalisées à l'occasion d'apports à un groupement forestier : Non significatif.
310204	Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription de parts de sociétés d'épargne forestière : Non significatif.
400108	Exonération partielle des bois et forêts et des parts d'intérêts détenues dans un groupement forestier, des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de GFA : 40 millions €
520109	Exonération partielle des bois et forêts et des parts d'intérêts détenues dans un groupement forestier, des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de GFA : 60 millions €
730215	Taux de 5,5 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles : 2 millions €

### Aide publique au développement

#### [Aide économique et financière au développement](#)

100113	Déduction plafonnée des sommes versées annuellement sur un compte épargne codéveloppement : 5 millions €
--------	--

### Culture

#### [Patrimoines](#)

100102	Déduction des charges foncières afférentes aux monuments historiques : 10 millions €
130207	Déduction des dépenses exposées dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager : dispositif MALRAUX : 50 millions €

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
150403	Exonération de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité en cas de vente aux musées bénéficiaires de l'appellation "musée de France" ou aux services d'archives et bibliothèques de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une autre personne publique : Non significatif.
150405	Exonération de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité lors des cessions et des exportations réalisées par des non-résidents : 5 millions €.
210306	Réduction de l'impôt au titre des sommes consacrées par les entreprises à l'achat d'un trésor national : Non significatif.
320118	Réduction d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant effectué des versements en faveur de l'achat de Trésors Nationaux et autres biens culturels spécifiques : 5 millions €.
400109	Exonération des objets d'antiquité, d'art ou de collection, des droits de propriété littéraire et artistique et des droits de propriété industrielle pour leur inventeur : Non chiffré.
510101	Exonération des mutations à titre gratuit ou onéreux portant sur des oeuvres d'art, livres, objets de collection ou documents de haute valeur artistique ou historique et agréés, dont le nouveau propriétaire fait don à l'Etat : Coût Nul.
520105	Exonération des monuments historiques classés ou inscrits et des parts de SCI familiales détenant des biens de cette nature : Non chiffré.
580102	Suppression du prélèvement de 20% sur les capitaux décès lorsque le bénéficiaire est exonéré de droits de mutation à titre gratuit en cas de dons aux associations culturelles : Non significatif.
700102	Exonération de TVA sur les objets d'art, de collection et d'antiquité, importés par les établissements agréés par le ministre chargé des affaires culturelles : Non significatif.
	<a href="#">Création</a>
110307	Imposition des salaires ou des bénéfices des écrivains, des artistes et des sportifs selon une moyenne triennale ou quinquennale : Non chiffré.
160201	Exonération des prix littéraires, artistiques et scientifiques : Non chiffré.
160406	Abattement de 50% sur le bénéfice imposable des jeunes artistes de la création plastique : 1 million €.
210203	Déduction sur cinq ans du prix d'acquisition des oeuvres originales d'artistes vivants : 1 million €.
210318	Crédit d'impôt pour dépenses de conception de nouveaux produits exposés par les entreprises exerçant les métiers de l'art : 10 millions €.
320128	Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres phonographiques : 10 millions €.
730103	Imposition des livraisons d'oeuvres d'art sur une base forfaitaire lorsqu'il n'est pas possible de déterminer avec précision le prix d'achat payé par l'assujetti-revendeur : Non chiffré.
730301	Taux de 2,10 % applicable aux droits d'entrée des 140 premières représentations de certains spectacles : 45 millions €.
740103	Franchise en base pour les auteurs et les interprètes des oeuvres de l'esprit dont le chiffre d'affaires n'excède pas 37 400 euros : 5 millions €.

### Défense

#### [Préparation et emploi des forces](#)

120127	Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux volontaires civils et aux personnes accomplissant un volontariat de solidarité internationale ou un volontariat associatif : 20 millions €.
210317	Crédit d'impôt en faveur des employeurs du secteur privé favorisant l'activité des réservistes : 2 millions €.

### Développement et régulation économiques

#### [Développement des entreprises](#)

080205	Dégrèvement pour investissements nouveaux (DIN) : 1 480 millions €.
100108	Déduction des pertes en capital subies par les créateurs d'entreprises : 5 millions €.
110216	Réduction d'impôt au titre de l'ensemble des souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : 135 millions €.
110228	Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) : 30 millions €.
110229	Réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts souscrits par une personne physique en vue de financer la reprise d'une entreprise exploitée sous forme de société soumise à l'impôt sur les sociétés : 1 million €.

## Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
110232	Crédit d'impôt sur certains revenus distribués de sociétés françaises ou étrangères : 500 millions €
120124	Exonération totale ou partielle des sommes versées aux salariés détachés à l'étranger : 120 millions €
120131	Exonération des suppléments de rémunération versés aux salariés et mandataires sociaux au titre de l'exercice temporaire d'une activité professionnelle en France (primes d'impatriation) et, sur option, de la fraction de leur rémunération correspondant à l'activité exercée à l'étranger : 100 millions €
120134	Exonération de l'aide financière versée par l'employeur ou par le comité d'entreprise en faveur des salariés afin de financer des services à la personne : 2 millions €
120301	Déduction des intérêts d'emprunt contractés par les salariés et les gérants de sociétés pour souscrire au capital d'une société nouvelle qui les emploie : 1 million €
120307	Déduction des intérêts d'emprunt contractés par les salariés dans le cadre du rachat de leur entreprise : Non significatif.
120504	Régime fiscal des plus-values mobilières pour les profits correspondant aux cessions des titres attachés aux bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises : 20 millions €
140104	Exonération des intérêts des CODEVI : 90 millions €
140117	Exonération des dividendes et avoirs fiscaux (avant leur suppression) capitalisés sur un plan d'épargne en actions : 250 millions €
140122	Exonération, sous certaines conditions, des revenus des parts de fonds communs de placement à risques (FCPR) et des produits distribués des sociétés de capital risque (SCR) : 10 millions €
140201	Abattement sur certains revenus de capitaux mobiliers : 280 millions €
140203	Abattement de 50% puis de 40% à compter des revenus 2006 sur certains revenus distribués de sociétés françaises ou étrangères : 1 450 millions €
140304	Taxation à 15 % (libératoire) de la distribution des plus-values de liquidation et des réserves en cas de dissolution (ou transformation) de sociétés ayant pour but l'assainissement du marché.
140306	Taxation réduite des distributions prélevées par les sociétés de capital risque sur les plus-values provenant du portefeuille : 5 millions €
150506	Report d'imposition des plus-values de cessions de droits sociaux et de valeurs mobilières en cas de remploi dans les PME nouvelles : Coût Nul.
150515	Abattement pour durée de détention applicable aux cessions de titres ou droits par les dirigeants de PME partant à la retraite : 5 millions €
150708	Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières réalisés dans le cadre d'un plan d'épargne en actions : 1 000 millions €
150709	Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de droits sociaux à l'intérieur d'un groupe familial : Non chiffré.
150710	Exonération, sous certaines conditions, des gains nets réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres de sociétés de capital-risque (SCR) : Non chiffré.
160203	Exonération dans la limite de 1 550 € des rémunérations perçues par l'ancien chef d'entreprise individuelle pour la formation du repreneur : 1 million €
160405	Paiement fractionné de l'impôt correspondant aux créances acquises des contribuables qui deviennent associés d'une société : Non chiffré.
180104	Exonération de la prime de transmission versée aux adhérents des caisses d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales et des professions industrielles et commerciales : 10 millions €
180306	Provision pour investissement : 80 millions €
190203	Report d'imposition des plus-values constatées à l'occasion de la transmission à titre gratuit d'une entreprise soumise à l'impôt sur le revenu. Exonération définitive des plus-values en report en cas de poursuite de l'activité par le nouvel exploitant : 10 millions €
190204	Exonération totale ou partielle des plus-values réalisées par les entreprises dont les recettes n'excèdent pas 350 000 € s'il s'agit d'entreprises d'achat-revente, de restauration et fourniture de logement, ou d'entreprises agricoles, et 126 000 € s'il s'agit d'autres entreprises ou de titulaires de bénéfices non commerciaux : 500 millions €

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
190205	Report d'imposition des plus-values d'apport réalisées par une société civile professionnelle à l'occasion d'une fusion et d'opérations assimilées, et régime spécial d'imposition des plus-values constatées lors de l'apport d'une entreprise individuelle : Non chiffré.
190206	Exonération définitive des plus-values professionnelles sur cessions de titres de sociétés de personnes lorsque l'activité est poursuivie pendant au moins cinq ans à compter de la date de transmission à titre gratuit : 20 millions €.
190208	Exonération des plus-values professionnelles en cas de cession à titre onéreux d'une entreprise individuelle dans le cadre du départ à la retraite du cédant : 20 millions €.
190209	Abattement par durée de détention sur les plus-values immobilières professionnelles à long terme réalisées par les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu : 5 millions €.
200102	Provision pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme ainsi qu'aux crédits à moyen terme résultant de ventes ou de travaux effectués à l'étranger : Non chiffré.
200301	Etalement de l'imposition du profit résultant de l'encaissement de certaines indemnités d'assurances : Non chiffré.
200303	Report d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'échanges d'actions ou de titres issus du démembrement d'actions effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange (OPE) : Non chiffré.
200305	Exonération des plus-values résultant de la cession des actions ou parts de sociétés conventionnées, sous condition de réemploi et d'affectation à l'amortissement de nouvelles participations : Non chiffré.
200306	Option des SARL de famille pour le régime fiscal des sociétés de personnes : Non chiffré.
200307	Application du taux réduit d'imposition aux répartitions d'actifs effectuées pour certains fonds communs de placement à risques (FCPR) : Non chiffré.
210101	Amortissements dégressifs : Coût Nul.
210102	Amortissement exceptionnel des logiciels acquis par les entreprises : Non chiffré.
210109	Amortissement exceptionnel des terminaux permettant l'accès à l'internet haut débit par satellite acquis entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2006 : Coût Nul.
210302	Report de taxation des plus-values nettes à long terme et étalement des plus-values nettes à court terme réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles : Non chiffré.
210304	Etalement de l'imposition des subventions d'équipement versées par l'Etat ou les collectivités publiques : Non chiffré.
210307	Exonération des dons reçus par une entreprise ayant subi un sinistre survenu à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'un événement ayant des conséquences dommageables : Non chiffré.
210312	Crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale : 30 millions €.
210314	Crédit d'impôt pour investissement dans les technologies de l'information : 5 millions €.
220201	Exonération des plus-values professionnelles réalisées entre le 16 juin 2004 et le 31 décembre 2005 à l'occasion de la cession d'une branche complète d'activité dont la valeur taxable aux droits d'enregistrement n'excède pas 300 000 €.
220202	Exonération des plus-values professionnelles réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité : 200 millions €.
230202	Crédit d'impôt pour adhésion à un groupement de prévention agréé : Non significatif.
230405	Provision pour reconstitution des gisements de substances minérales solides : Non significatif.
230408	Provision pour aides à l'installation consenties par les entreprises à leurs salariés sous forme de prêts ou de souscription au capital de l'entreprise créée : Non significatif.
230409	Provision pour investissement des sommes excédant l'obligation légale de la participation et portées à la réserve spéciale de participation : 135 millions €.
230410	Provision pour charges exceptionnelles ou pour risques afférents aux opérations d'assurance crédit des entreprises d'assurance et de réassurance : Non chiffré.
230501	Report d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion de l'échange de titres consécutif à la fusion de SICAV et FCP : Non chiffré.
230503	Etalement sur 10 ans des plus-values à court terme réalisées à l'occasion d'opérations de reconversion : Non chiffré.
230601	Imposition des produits distribués aux actionnaires de sociétés de capital risque au taux de 16 % : 1 million €.

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
300106	Exonération des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie, des sociétés agréées pour le financement des télécommunications, des sociétés agréées pour le financement des installations ou matériels destinés à économiser l'énergie : Non chiffré.
300111	Exonération des bénéfices réalisés, au cours des 24 mois suivant leur création, par les sociétés créées pour reprendre une entreprise ou des établissements industriels en difficulté ou des branches complètes et autonomes : Non chiffré.
300203	Exonération des sociétés de capital-risque (SCR) : 10 millions €
300204	Exonération d'impôt sur les sociétés de la valeur nette de l'avantage en nature consenti par les personnes morales qui ont pour objet de transférer gratuitement à leurs membres la jouissance d'un bien meuble ou immeuble : Non chiffré.
300206	Exonérations des produits retirés par les sociétés d'investissements immobiliers cotées et provenant de la location d'immeubles et de certaines plus-values de cession, sous conditions de distribution : Coût Nul.
310101	Provision pour implantation à l'étranger réalisée sous la forme d'un établissement ou d'une filiale : Non chiffré.
310203	Amortissement dégressif, accordé sur agrément aux biens loués ou mis à disposition par une société, une copropriété ou un groupement non soumis à l'impôt sur les sociétés : 85 millions €
320103	Taxation réduite des plus-values à long terme provenant des cessions de titres de participation et de certaines parts de FCPR et de SCR, et des produits de concession de brevet. Taxation à 0 % sous réserve d'une quote-part de 5 % des plus-values provenant de la cession de certains titres de participation réalisée dans le cadre d'une admission aux négociations sur certains marchés d'instruments financiers : 2 300 millions €
320109	Crédit d'impôt à la société créée par les membres du personnel d'une entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés, pour reprendre le capital de cette dernière afin d'en assurer la direction. Ces dispositions s'appliquent aux rachats effectués avant le 31 décembre 1991 : Non significatif.
320120	Imposition au taux réduit de 16,5 % de la plus-value nette afférente à la réévaluation des immeubles et des titres de sociétés à prépondérance immobilière, réalisée du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2007 : 5 millions €
320123	Imposition temporaire au taux de 16,5 % de certaines plus-values sur cessions d'immeubles : Non chiffré.
320126	Amortissement exceptionnel égal à 50 % de la souscription au capital de société d'approvisionnement en électricité : Non significatif.
330103	Régime du bénéfice mondial ou consolidé. Application sur agrément, de l'impôt sur les sociétés de l'ensemble des résultats des exploitations françaises et étrangères sous déduction des prélèvements étrangers : 750 millions €
340105	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle pour les entreprises nouvelles exonérées d'impôt sur les sociétés, certaines sociétés pour leurs trois premières années d'activité et les sociétés en liquidation judiciaire : 90 millions €
400101	Exonération des biens professionnels : Non chiffré.
400110	Exonération des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital de certaines petites et moyennes entreprises : 2 millions €
400111	Exonération partielle des parts ou actions de sociétés objets d'un engagement collectif de conservation : 55 millions €
400112	Exonération partielle des titres détenus par les salariés et mandataires sociaux : 60 millions €
420104	Crédit d'impôt attaché aux dividendes de source française transféré aux non-résidents : 50 millions €
520110	Exonération partielle, sous certaines conditions, de droits de mutation à titre gratuit lors de la transmission d'entreprises exploitées sous la forme individuelle ou détenues sous forme sociale : 20 millions €
520117	Exonération totale dans la limite de 30 000 euros des dons de sommes d'argent consentis entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2010 au profit d'un membre de la famille pour la création ou la reprise d'une entreprise : 5 millions €
520202	Exonération des droits de mutation à titre gratuit de donation d'entreprises aux salariés si la valeur des actifs est inférieure à 300 000 € : 1 million €
520205	Déduction de la dépréciation des titres de sociétés non cotées ou d'actifs incorporels transmis par l'effet du décès du dirigeant ou de l'entrepreneur : Non significatif.
530203	Exonération des cessions de parts de fonds communs de placement à risques : 10 millions €
530210	Exonération des droits de mutation à titre onéreux sur les cessions de branche complète d'activité et réalisées entre le 16 juin 2004 et le 31 décembre 2005 pour une valeur taxable inférieure à 300 000 €



### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
570101	Exonération, sous certaines conditions, du droit proportionnel ou progressif dû : - pour les apports purs et simples faits à une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés par une personne non passible de cet impôt - lorsqu'une personne morale non passible de l'impôt sur les sociétés devient passible de cet impôt : Non chiffré.
570102	Exonération du droit proportionnel ou progressif de mutation sur les apports à titre onéreux d'entreprises individuelles faits à des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés : Non chiffré.
570204	Enregistrement gratis des constitutions et dissolutions - de sociétés de bains-douches et organismes de jardins familiaux - de sociétés coopératives artisanales - de sociétés mutualistes : Non chiffré.
700101	Régime de la suspension de taxe pour les opérations effectuées sur le plateau continental : Non chiffré.
800102	Exonération pour auto-consommation des produits pétroliers dans les raffineries : 120 millions €
800106	Exonération du gaz naturel utilisé comme matière première ou comme combustible pour la fabrication en usine exercée des huiles minérales visées aux tableaux B et C de l'article 265 du Code des Douanes. <a href="#">Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel</a>
050203	Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques : Non chiffré.

### Écologie et développement durable

	<a href="#">Prévention des risques et lutte contre les pollutions</a>
110225	Crédit d'impôt pour dépenses d'acquisition d'un véhicule fonctionnant au moyen du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de gaz naturel véhicule (GNV) ou de l'énergie électrique, ou pour dépenses de transformation d'un véhicule de moins de trois ans destinées à permettre son fonctionnement au moyen du GPL : 5 millions €
200205	Amortissement exceptionnel des matériels spécifiquement destinés à l'approvisionnement en GPL et GNV et à la charge des véhicules électriques : Non chiffré.
200207	Amortissement exceptionnel des matériels destinés à réduire le bruit : Non chiffré.
200212	Amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l'électricité, de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de gaz naturel (GNV) ainsi que des batteries et des équipements spécifiques : Coût Nul.
200213	Amortissement exceptionnel des immeubles et des investissements destinés à l'épuration des eaux industrielles et à la lutte contre la pollution atmosphérique : Non chiffré.
800108	Exonération de TIPP ou de TICGN pendant 5 ans pour le gaz naturel, le gaz de raffinerie et le fioul lourd à basse teneur en soufre ou à haute teneur en soufre désulfuré, utilisés dans les installations de cogénération mises en service jusqu'au 31 décembre 2005.
800402	Remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel et sur le gaz de pétrole liquéfié carburant aux exploitants de transport public et de bennes de ramassage des déchets ménagers dans la limite d'un contingent annuel : 2 millions €. <a href="#">Gestion des milieux et biodiversité</a>
060105	Exonération en faveur des zones humides : Non significatif.
060106	Exonération en faveur des parcelles NATURA 2000 : 1 million €
060107	Exonération en faveur de certains terrains situés dans le cœur d'un parc national sis dans un DOM : Non chiffré.
130213	Déduction pour travaux de restauration et de gros entretien effectués sur certains espaces naturels (NATURA 2000, cœurs de parc nationaux, réserves naturelles, sites classés et espaces remarquables du littoral) : Coût Nul.
520111	Exonération des dons et legs consentis à des associations d'utilité publique de protection de l'environnement et de la défense des animaux : Non significatif.
520118	Transmission à titre gratuit des propriétés non bâties incluses dans les sites NATURA 2000, des cœurs de parc nationaux, des réserves naturelles, des sites classés ou des espaces remarquables du littoral : 2 millions € <a href="#">Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</a>
050204	Dégrèvement égal au quart des dépenses à raison des travaux d'économie d'énergie, sur la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes HLM et les SEM : Non chiffré.
200201	Amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie et des équipements de production d'énergies renouvelables acquis ou fabriqués avant le 1er janvier 2007 : Non chiffré.

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
210103	Majoration d'un demi-point des coefficients de l'amortissement dégressif pour les matériels destinés à économiser l'énergie et les équipements de production d'énergies renouvelables acquis ou fabriqués entre le 1er janvier 2001 et le 1er janvier 2003 : Non chiffré.
730218	Application du taux réduit de la TVA à la fourniture par réseaux d'énergie d'origine renouvelable : 40 millions €
800203	Taux réduit de TIPP pour les butanes et propane utilisés comme carburant sous condition d'emploi : 7 millions €
800206	Taux réduit de TIPP applicable aux émulsions d'eau dans du gazole utilisé sous conditions d'emploi : Non significatif.

### Engagements financiers de l'État

#### Épargne

100112	Déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite individuelle et facultative ( PERP ) : 450 millions €
110205	Réduction d'impôt au titre de certaines primes d'assurances : 10 millions €
120108	Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement aux plans d'épargne salariale : 900 millions €
120128	Exonération de la rente viagère lorsqu'un PEA ou un PEP se dénoue après 8 ans : 1 million €
120503	Application du régime fiscal des plus-values de cession de valeurs mobilières aux gains sur options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1er janvier 1990 : 50 millions €
120506	Imposition au taux forfaitaire de 30% de l'avantage (« gain d'acquisition ») résultant de l'attribution d'actions gratuites.
140102	Exonération des intérêts des livrets A : 200 millions €
140103	Exonération partielle des intérêts des livrets bleus : 10 millions €
140105	Exonération des intérêts des livrets d'épargne populaire : 70 millions €
140106	Exonération des intérêts du livret jeune : 20 millions €
140107	Exonération des lots d'obligations et primes de remboursement attachées à des emprunts négociables émis avant le 1er janvier 1992 : Non chiffré.
140109	Exonération des revenus provenant de l'épargne salariale (participation et plan d'épargne salariale) : 300 millions €
140110	Exonération des intérêts des livrets d'épargne entreprise : Non significatif.
140119	Exonération ou imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie : 2 600 millions €
140120	Exonération des produits attachés à certains contrats d'assurance investis en actions : Non chiffré.
140121	Exonération du prélèvement libératoire pour les produits des emprunts contractés hors de France et pour les intérêts des obligations et des titres de créances négociables souscrits par un non-résident : Non chiffré.
140123	Exonération des produits des plans d'épargne populaire : 400 millions €
140202	Abattement sur les produits imposables attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie d'une durée au moins égale à 8 ans : 25 millions €
140302	Prélèvement libératoire sur les produits de placements à revenu fixe : 500 millions €
140305	En cas d'absorption d'un fonds commun de placement (FCP) par un autre OPCVM, report de l'imposition des sommes non distribuées jusqu'à la date de distribution par l'OPCVM absorbant : Non chiffré.
150701	Exonération des gains réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres acquis dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale (participation aux résultats de l'entreprise, plan d'épargne d'entreprise, actionnariat salarié régi par la loi du 27 décembre 1973) : 500 millions €
150702	Exonération des gains réalisés lorsque le montant annuel des cessions ne dépasse pas un certain montant : 60 millions €
150704	Exonération des gains retirés d'opérations de bourse effectuées par les clubs d'investissement durant leur existence. Création d'un régime simplifié d'imposition : Non chiffré.
150705	Exonération conditionnelle des gains réalisés par les fonds communs de placement dans le cadre de leur gestion : Non chiffré.



### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
150706	Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession ou du rachat de parts de fonds communs de placement à risques sous certaines conditions : Non chiffré.
150707	Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières et des profits réalisés par les non-résidents sur les marchés à terme et d'options négociables, sur les bons d'option et sur les parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme : Non chiffré.
230103	Déduction du bénéfice des sommes versées en application d'un plan d'épargne d'entreprise : 460 millions €.
300108	Exonération des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles : 30 millions €.
400107	Exonération des placements financiers des personnes physiques qui n'ont pas en France de domicile fiscal : 75 millions €.
410104	Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement aux plans d'épargne salariale : 10 millions €.
590101	Exonérations diverses : Non chiffré.

### Enseignement scolaire

	<a href="#">Enseignement scolaire public du second degré</a>
120110	Exonération des indemnités de stage en entreprise versées aux élèves et étudiants : 30 millions €.
	<a href="#">Vie de l'élève</a>
110215	Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement secondaire : 225 millions €.

### Gestion et contrôle des finances publiques

	<a href="#">Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local</a>
110211	Réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion ou une association agréés : 30 millions €.
110230	Réduction d'impôt pour télédéclaration et paiement par prélèvement ou par voie électronique : 110 millions €.
160302	Déduction forfaitaire de 3 % pour la détermination du résultat de l'année d'adhésion à une association agréée : 5 millions €.
700103	Franchise de taxe pour certaines importations dépourvues de caractère commercial effectuées par des personnes physiques ou morales : Non chiffré.

### Justice

	<a href="#">Accès au droit et à la justice</a>
730209	Taux de 5,5 % applicable aux prestations réalisées par les avocats et les avoués dans le cadre de l'aide juridictionnelle : 50 millions €.
740102	Franchise en base pour les avocats et les avoués dont le chiffre d'affaires n'excède pas 37 400 euros : 10 millions €.
	<a href="#">Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés</a>
120104	Exonération du traitement attaché à la légion d'honneur et à la médaille militaire : Non significatif.

### Médias

	<a href="#">Presse</a>
230403	Déduction spéciale prévue en faveur des entreprises de presse : Non significatif.
730305	Taux de 2,10 % applicable aux publications de presse : 210 millions €.

### Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

	<a href="#">Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant</a>
100101	Déduction des versements effectués en vue de la retraite mutualiste du combattant : 70 millions €.
110103	Demi-part supplémentaire pour les contribuables (et leurs veuves) de plus de 75 ans titulaires de la carte du combattant : 200 millions €.
120126	Exonération de la retraite du combattant, des pensions militaires d'invalidité, des retraites mutuelles servies aux anciens combattants et aux victimes de guerre et de l'allocation de reconnaissance servie aux anciens membres des formations supplétives de l'armée française en Algérie (harkis) et à leurs veuves : 250 millions €.
520108	Exonération de droits pour les successions des victimes d'opérations militaires ou d'actes de terrorisme : Non chiffré.
520302	Réduction de droits en raison de la qualité du donataire ou de l'héritier (mutilé, etc.) : Non significatif.

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
720204	Exonération de certains travaux portant sur des monuments aux morts et cimetières militaires effectués pour les collectivités publiques et les organismes sans but lucratif : Non chiffré.
<b>Outre-mer</b>	
<u>Emploi outre-mer</u>	
180305	Imputation sur le revenu global, sur agrément, des déficits industriels et commerciaux non professionnels provenant de la location d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classé, situé dans les DOM, et ayant fait l'objet de travaux de rénovation ou de réhabilitation : 3 millions €
300302	Exonération, sur agrément, des bénéfices en cas de création d'activité nouvelle dans les départements d'outre-mer : Coût Nul.
300303	Exonération, sur agrément, des bénéfices réinvestis dans l'entreprise pour les sociétés de recherche et d'exploitation minière dans les départements d'outre-mer : 1 million €
320102	Prise en compte sur une base réduite des résultats provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer. Dispositions applicables jusqu'au 31 décembre 2017 : 80 millions €
410112	Exonération des rémunérations versées dans le cadre des contrats emploi-solidarité, emploi-consolidé, emploi-jeune, des contrats d'avenir, d'accompagnement dans l'emploi et de celles versées dans le cadre des contrats d'insertion par l'activité conclue avec les personnes titulaires dans les départements d'Outre-mer du revenu minimum d'insertion : Non chiffré.
410201	Diminution du taux de la taxe sur les salaires dans les DOM (taux applicables : 2,95 % dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, 2,55 % pour la Guyane) : 5 millions €
710102	Exonération de TVA de certains produits et matières premières ainsi que des produits pétroliers dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion : 120 millions €
710104	Régime particulier des départements d'outre-mer. Déductibilité de la TVA afférente à certains produits exonérés : 200 millions €
<u>Conditions de vie outre-mer</u>	
050107	Abattement en faveur des immeubles anti-sismiques DOM : Non significatif.
100111	Déduction des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer.
110210	Réduction d'impôt au titre des investissements locatifs et de la réhabilitation de logements situés dans les D.O.M., à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises : 170 millions €
110224	Réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer, avant le 31 décembre 2017 : 410 millions €
110302	Réduction, dans la limite d'un certain montant, pour les contribuables des D.O.M. de la cotisation résultant du barème (30 % en Guadeloupe, Martinique et Réunion, et 40 % en Guyane) : 230 millions €
150512	Réduction de l'imposition forfaitaire au taux de 16% des plus-values réalisées dans les DOM-TOM par certains associés à l'occasion de la cession de droits sociaux : 2 millions €
320113	Déduction des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer et des souscriptions au capital de sociétés qui réalisent de tels investissements - dispositif applicable jusqu'au 31 décembre 2017 : 170 millions €
500102	Réduction de 50% des tarifs des droits d'enregistrement et de timbre en Guyane : 2 millions €
710101	Exonération de TVA des transports maritimes de personnes et de marchandises dans la limite de chacun des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion : Non chiffré.
710103	Régime des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ; fixation des taux de TVA à : - 8,5 % pour le taux normal ; - 2,1 % pour le taux réduit : 990 millions €
800401	Exclusion des DOM du champ d'application de la TIPP : 130 millions €

### Politique des territoires

#### Aménagement, urbanisme et ingénierie publique

## Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
300205	Exonération des établissements publics et des sociétés d'économie mixte chargés de l'aménagement par une convention contractée, en application du deuxième alinéa de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme ainsi que des sociétés d'habitations à loyer modéré régies par l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, pour les résultats provenant des opérations réalisées dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté : Non chiffré.
530202	Exonération des acquisitions d'actions de sociétés d'économie mixte par les collectivités locales : 5 millions €.
720102	Exonération des opérations immobilières non destinées à la construction : <ul style="list-style-type: none"> <li>- opérations de lotissement effectuées par les départements, communes et établissements publics ;</li> <li>- opérations de lotissement effectuées par les sociétés coopératives de construction, par les sociétés d'économie mixte de construction immobilière, par les groupements de castors ;</li> <li>- opérations immobilières réalisées par les SAFER : Non chiffré.</li> </ul> <a href="#">Tourisme</a>
110221	Réduction d'impôt au titre des investissements dans le secteur du tourisme : 20 millions €.
120112	Exonération de la contribution patronale au financement des chèques vacances : 20 millions €.
410110	Exonération sous condition de la contribution de l'employeur et d'organismes à caractère social, notamment du comité d'entreprise, au financement des chèques-vacances : Non significatif.
730205	Taux de 5,5 % sur l'hôtellerie : 1 600 millions €.
730206	Taux de 5,5 % sur l'hébergement en campings classés : 30 millions €.
940101	Exonération en faveur de certaines catégories de navires de plaisance : 1 million €.
	<a href="#">Aménagement du territoire</a>
050106	Abattement en faveur des immeubles en ZUS : 101 millions €.
060104	Exonération totale en faveur des terres agricoles situées en Corse : 2 millions €.
080102	Exonération en faveur de certaines opérations réalisées dans les ZRR : 13 millions €.
080103	Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZRU : 11 millions €.
080105	Exonération en faveur des établissements dans la Zone Franche Corse : 1 million €.
080106	Exonération en faveur des investissements PME en Corse : 2 millions €.
080107	Réduction de 25% des bases imposées en Corse au profit des communes et des EPCI. Suppression des parts départementales et régionales : 65 millions €.
080206	Crédit d'impôt "anti-délocalisation" pour les entreprises implantées dans des zones d'emploi en grande difficulté : 200 millions €.
120121	Exonération des primes et indemnités versées par l'Etat aux agents publics et aux salariés dans le cadre de la délocalisation : Non significatif.
200206	Amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel ou commercial construits dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine : 1 million €.
200304	Exonération plafonnée à 61 000 euros de bénéfice pour les entreprises qui exercent des activités en Corse : 1 million €.
210305	Crédit d'impôt pour investissement en Corse : 45 millions €.
230303	Majoration de la base de calcul des amortissements des immobilisations acquises au moyen de primes de développement régional, de développement artisanal ou d'aménagement du territoire : 5 millions €.
230602	Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles qui se créent entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2009 dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire : 50 millions €.
300105	Exonération des sociétés de développement régional : 10 millions €.
310205	Amortissement exceptionnel égal à 25 % du montant des sommes versées pour la souscription au capital des sociétés d'investissement régional : Coût Nul.
320111	Crédit d'impôt pour l'investissement en faveur des sociétés créées dans certaines zones : Non significatif.
520112	Exonération temporaire des mutations par décès portant sur des immeubles et des droits immobiliers situés en Corse : 2 millions €.

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
530204	Réduction du droit de mutation pour les acquisitions de fonds de commerce en faveur de l'aménagement du territoire : 1 million €
530206	Exonération du droit budgétaire de 4 % de mutation pour les acquisitions de fonds de commerce dans certaines zones prioritaires d'aménagement du territoire : 10 millions €
540101	Exonération des procurations et attestations notariées établies en vue du règlement d'une indivision successorale de biens immobiliers situés en Corse : Non significatif.
550101	Exonération du droit de 1 % des actes de partage de succession et des licitations de biens héréditaires à hauteur de la valeur des immeubles situés en Corse : Non significatif.
720201	Exonération de la partie du trajet effectué à l'intérieur de l'espace maritime national pour les transports aériens ou maritimes de personnes et de marchandises en provenance ou à destination de la Corse : 5 millions €
720202	Exonération de la fourniture d'eau dans les communes ou groupements de communes de moins de 3000 habitants, avec faculté de renoncer à l'exonération : 10 millions €
730306	Taux particuliers applicables à divers produits et services consommés ou utilisés en Corse : 155 millions €
800104	Exonération de TIPP pour les carburants utilisés par certains commerçants sédentaires qui effectuent des ventes ambulantes, dans la limite de 1500 litres par an : 5 millions €
800302	Détaxe applicable aux supercarburants et essences consommés en Corse : 1 million €
940103	Réduction du taux du droit de francisation et de navigation ainsi que du droit de passeport applicables aux navires attachés en Corse : 1 million €

### Recherche et enseignement supérieur

#### Vie étudiante

- 110238 Crédit d'impôt à raison des intérêts des prêts souscrits entre le 1er septembre 2005 et le 31 décembre 2008 en vue du financement de leurs études par les personnes âgées de vingt-cinq ans au plus : 5 millions €
- 110242 Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur : 165 millions €

- 120132 Exonération des salaires perçus par les jeunes exerçant une activité pendant leurs congés scolaires ou universitaires : 30 millions €

#### Orientation et pilotage de la recherche

- 080204 Dégrèvement afférent aux immobilisations affectées à la recherche : 11 millions €
- 200302 Crédit d'impôt en faveur de la recherche : 900 millions €

- 300208 Exonération des établissements publics de recherche, des établissements publics d'enseignement supérieur, des personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur et des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche pour leurs revenus tirés d'activités relevant d'une mission de service public : 5 millions €

#### Recherche dans le domaine de l'énergie

- 230404 Provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures : Non chiffré.

#### Recherche industrielle

- 110218 Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation : 100 millions €
- 140124 Exonération des dividendes perçus par l'associé unique d'une société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR) : Non significatif.
- 160102 Abattement de 30 % sur les produits de cession de licences autres que ceux taxés au taux forfaitaire de 16 % : Non chiffré.
- 160103 Imputation sur le revenu global du déficit provenant des frais de prise de brevet et de maintenance : Non chiffré.
- 160104 Report d'imposition de la plus-value réalisée lors de l'apport, par un inventeur personne physique, d'un brevet, d'une invention brevetable ou d'un procédé de fabrication industriel à une société chargée de l'exploiter : Non chiffré.
- 190207 Taxation réduite des plus-values professionnelles à long terme et de certains produits de la propriété industrielle : 500 millions €
- 200308 Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises participant à un projet de recherche et de développement et implantées dans une zone de recherche et de développement : 50 millions €

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
210108	Amortissement dégressif majoré pour les investissements de recherche scientifique et technique acquis ou fabriqués à compter du 1er janvier 2004 : 5 millions €.
230504	Exonération des plus-values de cession : - d'actions ou de parts de sociétés agréées pour la recherche scientifique ou technique ; - de titres de sociétés financières d'innovation conventionnées : Non chiffré.
230603	Etalement de l'imposition de certaines subventions afférentes à des dépenses de recherche immobilisées : Non chiffré.
230604	Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les jeunes entreprises innovantes existantes au 1er janvier 2004 ou créées entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2013 : 30 millions €.
300207	Exonération des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR) : Non significatif.
320124	Réduction d'impôt au titre des versements faits au profit d'établissements, d'organismes sans but lucratif de recherche et de petites et moyennes entreprises innovantes. <a href="#">Enseignement supérieur et recherche agricoles</a>
300201	Exonération des revenus patrimoniaux des établissements publics scientifiques d'enseignement et d'assistance pour leurs revenus fonciers agricoles et mobiliers : Non chiffré.

### Santé

	<a href="#">Santé publique et prévention</a>
120117	Exonération des indemnités et prestations servies aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles : 500 millions €.
120204	Exonération des indemnités journalières de sécurité sociale servies au titre des maladies "longues et coûteuses" : 180 millions €.
230102	Déduction des dépenses d'aménagement en cas de reconversion des débits de boissons : Coût Nul.
230506	Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la reconversion des débits de boissons : 1 million €.
520106	Exonération des indemnités versées ou dues aux transfusés, aux hémophiles, ainsi qu'aux personnes contaminées dans l'exercice de leur activité professionnelle par le virus d'immunodéficience humaine et aux personnes atteintes par la maladie de Creutzfeldt-Jakob ainsi qu'aux victimes de l'amiante : Non chiffré.
530205	Réduction de taux pour les mutations à titre onéreux de débits de boissons de 3e ou 4e catégorie qui se transforment en 1re ou 2e catégorie (taux de 2 %) : Non significatif.
920101	Exonération de taxe sur les messages passés pour le compte d'oeuvres d'utilité publique à l'occasion de grandes campagnes nationales : Non chiffré. <a href="#">Offre de soins et qualité du système de soins</a>
080202	Dégrèvement en faveur des entreprises de transport sanitaire : 2 millions €.
160204	Exonération d'impôt sur le revenu, à hauteur de 60 jours par an, de la rémunération perçue au titre de la permanence des soins par les médecins ou leurs remplaçants installés dans certaines zones rurales ou urbaines : 2 millions €.
160301	Déduction forfaitaire au titre du groupe III, pour les médecins conventionnés : 20 millions €.
730208	Taux de 5,5 % pour les prestations de soins dispensées par les établissements thermaux autorisés : 50 millions €.
730303	Taux de 2,10 % applicable aux médicaments remboursables ou soumis à autorisation temporaire d'utilisation et aux produits sanguins : 1 130 millions €.

### Sécurité civile

	<a href="#">Intervention des services opérationnels</a>
520116	Exonération des successions des sapeurs-pompiers décédés en opération de secours : Non significatif. <a href="#">Coordination des moyens de secours</a>
120123	Exonération des vacations horaires et des avantages retraite servis aux sapeurs-pompiers volontaires : 25 millions €.

### Sécurité sanitaire

	<a href="#">Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation</a>
180307	Provision pour dépenses de mise en conformité en matière de sécurité alimentaire : 20 millions €.

### Solidarité et intégration

## Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
	<a href="#">Politiques en faveur de l'inclusion sociale</a>
070202	Dégrèvement d'office en faveur des bénéficiaires du RMI : 345 millions €.
120203	Exonération des allocations, indemnités et prestations d'assistance et d'assurance : 15 millions €.
	<a href="#">Actions en faveur des familles vulnérables</a>
100202	Abattement en faveur des contribuables ayant des enfants mariés à charge du fait de leur rattachement au foyer fiscal : 5 millions €.
110102	Demi-part supplémentaire pour les contribuables vivant effectivement seuls ayant eu un ou plusieurs enfants à charge (avantage plafonné) : 1 560 millions €.
110107	Maintien du quotient conjugal pour les contribuables veufs ayant des enfants à charge : 60 millions €.
110110	Demi-part supplémentaire, ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée des enfants à charge, accordée aux parents isolés : 370 millions €.
110203	Réduction d'impôt jusqu'au 31 décembre 2004, puis crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2005 pour frais de garde des enfants âgés de moins de 6 ans : 660 millions €.
110223	Réduction d'impôt au titre de la prestation compensatoire versée sous forme d'argent ou d'attributions de biens ou de droits ou sous forme de capital se substituant à des rentes : 25 millions €.
120114	Exonération des majorations de retraite ou de pension des personnes ayant eu ou élevé au moins trois enfants : 550 millions €.
120202	Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1er janvier 2004, la prestation d'accueil du jeune enfant : 1 800 millions €.
120501	Régime spécial d'imposition des assistants maternels et des assistants familiaux régis par les articles L. 421-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles et par les articles L. 773-1 et suivants du code du travail : 140 millions €.
210308	Crédit d'impôt famille : 35 millions €.
400201	Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du déclarant : 20 millions €.
	<a href="#">Handicap et dépendance</a>
050101	Exonération en faveur des personnes âgées ou de condition modeste : 275 millions €.
050201	Dégrèvement d'office en faveur des personnes de condition modeste 65-75 ans : 65 millions €.
050202	Dépenses pour faciliter l'accessibilité pour personnes handicapées : Non chiffré.
070101	Exonération en faveur des personnes âgées, handicapées ou de condition modeste : 1 235 millions €.
100105	Déduction des avantages en nature consentis en l'absence d'obligation alimentaire à des personnes âgées de plus de 75 ans, de condition modeste, qui vivent sous le toit du contribuable : 1 million €.
100201	Abattement en faveur des personnes âgées ou invalides de condition modeste : 250 millions €.
110104	Demi-part supplémentaire pour les contribuables invalides : 350 millions €.
110109	Demi-part supplémentaire ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée, par enfant à charge titulaire de la carte d'invalidité ou part supplémentaire par personne rattachée au foyer fiscal titulaire de la carte d'invalidité : 90 millions €.
110213	Réduction d'impôt au titre des frais de dépendance des personnes hébergées en établissement spécialisé, et des frais d'hébergement des personnes hébergées au 31 décembre 2002 dans une unité de soins de longue durée non conventionnée : 55 millions €.
120205	Exonération de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) : 220 millions €.
120206	Exonération de la prestation de compensation servie aux personnes handicapées en application de l'article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles : 10 millions €.
120401	Abattement de 10 % sur le montant des pensions (y compris les pensions alimentaires) et des retraites : 2 360 millions €.
120505	Imposition selon un quotient spécifique des sommes versées au titre de la reconstitution de carrière de certains fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord et des sommes versées aux anciens sociétaires du régime de retraite complémentaire institué par la mutuelle retraite de la fonction publique (CREF/Force Plus) : 2 millions €.

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
150117	Exonération des plus-values de cession réalisées par les titulaires de pensions de vieillesse ou de la carte d'invalidité dont les revenus n'excèdent pas certaines limites : 15 millions €.
180101	Exonération de l'aide spéciale compensatrice (ou pécule de départ), allouée aux commerçants et artisans âgés, de condition modeste, au moment de la cessation de leur activité : Non chiffré.
520201	Abattement effectué sur l'actif taxable revenant à tout héritier, légataire ou donataire handicapé physique ou mental : 25 millions €.
720104	Exonération des ventes portant sur les articles fabriqués par des groupements d'aveugles ou de travailleurs handicapés : Non chiffré.
730203	Taux de 5,5 % pour les ventes portant sur certains appareillages, ascenseurs et équipements spéciaux pour les handicapés : 320 millions €.
	<a href="#">Protection maladie</a>
120133	Exonération des indemnités versées aux victimes de l'amiante : 10 millions €.
190101	Déduction du revenu imposable des cotisations de retraite ou de prévoyance complémentaire versées à titre facultatif par les non-salariés et leurs conjoints collaborateurs : 500 millions €.
560103	Exonérations prévues en faveur de certains organismes et de certains contrats : Non chiffré.
560104	Exonération en faveur de certains contrats d'assurance maladie complémentaire : 1 500 millions €.

### Sport, jeunesse et vie associative

	<a href="#">Sport</a>
160303	Déduction des dépenses exposées par les sportifs en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification pour leur insertion ou conversion professionnelle : Non chiffré.
	<a href="#">Jeunesse et vie associative</a>
110201	Réduction d'impôt au titre des dons : 800 millions €.
210309	Réduction d'impôt au titre des dons faits par les entreprises à des œuvres ou organismes d'intérêt général : 150 millions €.
320105	Taxation à un taux réduit des produits de titres de créances négociables sur un marché réglementé, perçus par des organismes sans but lucratif : 10 millions €.
320106	Franchise et décote applicables à l'impôt dû par les organismes sans but lucratif : Non chiffré.
320107	Abattement de 50 000 € puis exonération totale en matière d'impôt sur les sociétés pour les fondations reconnues d'utilité publique : 10 millions €.
320115	Taxation au taux réduit des associations conventionnées (art L 322-4-16-3 du code du travail) et des associations agréées de services aux personnes (art L 129-1 du code du travail) : Non chiffré.
320116	Franchise d'IS pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 € : Non chiffré.
340101	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des associations qui participent à l'animation de la vie sociale locale, des centres de gestion et associations agréés et des groupements d'employeurs : Non chiffré.
410105	Exonération des rémunérations versées au personnel recruté pour les manifestations annuelles de bienfaisance exonérées de TVA : Non significatif.
520104	Exonération des mutations en faveur de certaines collectivités locales, de certains organismes ou établissements publics ou d'utilité publique : Non chiffré.
520114	Abattement sur l'actif de succession du montant des dons effectués au profit de fondations, de certaines associations et de certains organismes reconnus d'utilité publique : Non significatif.
530209	Exonération du droit d'enregistrement de 1,10% pour les ventes publiques d'objet d'art, d'antiquité ou de collection réalisées au profit de certains organismes d'intérêt général ayant une vocation humanitaire d'assistance ou de bienfaisance : Non significatif.
720203	Exonération des publications des collectivités publiques et des organismes à but non lucratif : 1 million €.
740105	Franchise en base pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 euros : Non chiffré.

### Stratégie économique et pilotage des finances publiques



### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
	<a href="#">Stratégie économique et financière et réforme de l'État</a>
110231	Réduction d'impôt au titre des intérêts payés en 2004 et 2005 au titre de prêts à la consommation conclus entre le 1er mai 2004 et le 31 mai 2005.
140125	Exonération des intérêts des prêts familiaux : 3 millions €.
320108	Taxation à un taux réduit de certains revenus de capitaux mobiliers perçus par les caisses de retraite et de prévoyance : 1 million €.
520115	Exonération totale des dons de sommes d'argent dans la limite de 30 000 € consentis au profit d'un enfant ou d'un petit enfant entre le 1er juin 2004 et le 31 décembre 2005.
520203	Abattement sur les donations consenties au profit des petits-enfants : 55 millions €.
520206	Abattement applicable aux donations consenties au profit de neveux ou nièces : 10 millions €.
520207	Abattement applicable aux donations réalisées en faveur des arrières petits enfants : 1 million €.
520301	Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du donataire ou de l'héritier : 40 millions €.
520305	Réduction de droits pour les donations : 350 millions €.
530102	Application d'un droit fixe au lieu de la taxe de publicité foncière sur la transmission de biens appartenant à un organisme d'intérêt public au profit d'un établissement reconnu d'utilité publique effectuée dans un but d'intérêt général ou de bonne administration : Non chiffré.
550103	Exonération des droits d'enregistrement pour les actes portant changement de régime matrimonial : 5 millions €.

### Transports

	<a href="#">Transports terrestres et maritimes</a>
080201	Dégrèvement en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou de bateaux : 241 millions €.
300104	Exonération des chambres de commerce maritime : Non chiffré.
700104	Exonération de TVA sur les produits pétroliers utilisés par certains bateaux : Non significatif.
800103	Exonération de TIPP pour les carburants utilisés par les chauffeurs de taxi dans la limite d'un contingent annuel : 80 millions €.
800403	Remboursement d'une fraction de TIPP sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers : 210 millions €.
800404	Remboursement d'une fraction de TIPP sur le gazole utilisé par les exploitants de transport public routier en commun de voyageurs : 19 millions €.

### [Sécurité et affaires maritimes](#)

080203	Dégrèvement en faveur des entreprises d'armement au commerce : 23 millions €.
320119	Détermination du résultat imposable des entreprises de transport maritime en fonction du tonnage de leurs navires : 155 millions €.

### [Transports aériens](#)

800109	Exonération de TIPP pour les carburéacteurs utilisés à bord des aéronefs : 1 430 millions €.
800204	Taux réduit de TIPP applicable aux carburéacteurs utilisés sous condition d'emploi : Non significatif.

### Travail et emploi

	<a href="#">Développement de l'emploi</a>
110214	Réduction d'impôt au titre de l'emploi, par les particuliers, d'un salarié à domicile : 2 000 millions €.
110233	Réduction d'impôt pour les tuteurs de chômeurs qui créent ou reprennent une entreprise : 25 millions €.
110235	Crédit d'impôt en faveur des jeunes de moins de vingt-six ans s'orientant vers un emploi qui connaît des difficultés de recrutement : 100 millions €.
120129	Exonération de l'aide financière versée par l'État aux créateurs ou repreneurs d'entreprises (prime EDEN) : Non significatif.
410101	Exonération sous conditions des rémunérations versées par les particuliers aux salariés à domicile et aux assistantes maternelles : 30 millions €.



### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
410108	Exonération de taxe sur les salaires de l'aide versée, soit par le comité d'entreprise soit directement par l'entreprise à défaut de celui-ci, pour les emplois de service aux particuliers : Non significatif.
720107	Exonération des services rendus aux personnes physiques par les associations agréées en application de l'article L. 129-1 du code du travail : 400 millions €
730214	Taux de 5,5 % pour les services d'aide à la personne fournis par les entreprises agréées en application de l'article L. 129-1 du code du travail : 25 millions €
	<a href="#">Accès et retour à l'emploi</a>
110227	Prime pour l'emploi en faveur des contribuables modestes déclarant des revenus d'activité : 3 700 millions €
110237	Crédit d'impôt en cas de déménagement pour reprise d'une activité salariée : 100 millions €
120130	Exonération du revenu minimum d'activité (RMA).
120207	Exonération des primes d'intéressement à la reprise d'un emploi des titulaires de minima sociaux : 10 millions €
120306	Déduction forfaitaire minimale pour frais professionnels prévue pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an : 5 millions €
130212	Déduction supplémentaire égale à 10% des revenus tirés de la location de l'ancienne habitation principale en cas de mobilité professionnelle : 5 millions €
720106	Exonération des associations intermédiaires conventionnées, visées à l'article L. 322-4-16-3 du code du travail dont la gestion est désintéressée : 40 millions €
	<a href="#">Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</a>
120109	Exonération du salaire des apprentis : 220 millions €
120115	Exonération des indemnités de départ en retraite ou en préretraite : 30 millions €
120507	Etalement sur quatre ans de l'imposition de la fraction imposable des indemnités de départ volontaire en retraite ou de mise à la retraite : Non significatif.
210303	Crédit d'impôt en faveur de la formation.
210311	Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage : 450 millions €
210315	Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour la formation du chef d'entreprise : 5 millions €
410113	Exonération des rémunérations des enseignants des centres de formation des apprentis : 5 millions €
	<a href="#">Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail</a>
110202	Réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux organisations syndicales représentatives de salariés : 115 millions €
120111	Exonération de la participation des employeurs au financement des titres-restaurant : 200 millions €
120113	Exonération d'une partie des primes de transport versées par les employeurs à leurs salariés : 60 millions €
120116	Exonération des gratifications allouées à l'occasion de la remise de la médaille d'honneur du travail : 5 millions €
300109	Exonération des syndicats professionnels et de leurs unions pour leurs activités portant sur l'étude et la défense des droits et des intérêts collectifs matériels ou moraux de leurs membres ou des personnes qu'ils représentent : Non significatif.
410102	Exonération de la taxe sur les salaires afférente au personnel des cantines : 1 million €
410109	Exonération de la participation des employeurs au financement des titres-restaurant : 1 million €
410111	Exonération d'une partie des primes de transport versées par les employeurs à leurs salariés : 1 million €
410202	Abattement sur la taxe sur les salaires due par les associations, les syndicats et les mutuelles régies par le code de la mutualité qui emploient moins de 30 salariés : 10 millions €
730207	Taux de 5,5 % pour les recettes provenant de la fourniture des repas par les cantines d'entreprises ou d'administrations, ainsi que pour les repas livrés par des fournisseurs extérieurs aux cantines, scolaires et universitaires notamment, qui restent exonérées de TVA : 780 millions €

### Ville et logement

[Rénovation urbaine](#)

## Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
730216	Taux de 5,5 % applicable aux logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine : 300 millions € <a href="#">Équité sociale et territoriale et soutien</a>
050103	Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 1996 : 5 millions €
050104	Exonération en faveur des immeubles situées dans les ZFU créées en 2003 : 6 millions €
050108	Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 2006 : Non chiffré.
080104	Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZFU : 56 millions €
220101	Exonération plafonnée à 61 000 euros de bénéfice pour les entreprises qui exercent une activité en zone franche urbaine : 170 millions €
320127	Déduction des versements effectués dans le cadre de souscriptions en numéraire au capital des petites et moyennes entreprises situées dans les ZFU : 5 millions €
340104	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés exonérées d'impôt sur les sociétés qui exercent la totalité de leur activité dans les zones franches urbaines ou en Corse : 5 millions € <a href="#">Développement et amélioration de l'offre de logement</a>
050102	Exonération en faveur des immeubles à caractère social : 4 millions €
070201	Dégrèvement d'office gestionnaire de foyers et OSBL agréés pour les logements loués à des personnes défavorisées : 12 millions €
110234	Crédit d'impôt prime d'assurance contre les impayés de loyers : 5 millions €
120201	Exonération de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement : 30 millions €
130101	Exonération du revenu des logements loués à certaines personnes défavorisées.
180103	Exonération des revenus tirés des locations de logements meublés à des personnes défavorisées : Non chiffré. <a href="#">Développement et amélioration de l'offre de logement</a>
110222	Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur des économies d'énergie et du développement durable : 1 000 millions €
110236	Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes : 30 millions €
130201	Déduction des dépenses de grosses réparations et d'amélioration : 1 000 millions €
130203	Déduction spécifique sur les revenus des logements loués sous conditions de loyer et de ressources du locataire : dispositif BESSON ancien : 50 millions €
130204	Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 01/01/1999) : dispositif PERISSOL : 60 millions €
130205	Déduction des dépenses de démolition et de reconstitution de toitures ou des murs extérieurs effectuées dans les zones franches urbaines.
130206	Déduction spécifique majorée sur les revenus des logements loués à des personnes modestes. Dispositif LIENEMANN : 5 millions €
130208	Déduction dégressive sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale pour les investissements réalisés à compter du 3 avril 2003 : dispositif ROBIEN : 400 millions €
130209	Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale ( sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 01/01/1999) pour les investissements réalisés jusqu'au 3 avril 2003 : Dispositif BESSON : 110 millions €
130210	Déduction dégressive sur les revenus et déduction forfaitaire majorée sur les revenus de logements loués à des personnes modestes : dispositif ROBIEN social ou DAUBRESSE.
130211	Déduction sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale dans les zones de revitalisation rurale : dispositif ROBIEN ZRR : 5 millions €
130214	Déduction spécifique sur les revenus des logements neufs à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire) : dispositif BORLOO populaire : 10 millions €

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
130215	Déduction spécifique sur les revenus des logements donnés en location dans le cadre d'une convention ANAH sans travaux : Non significatif.
130216	Déduction spécifique sur les revenus des logements ayant donné lieu au paiement de la taxe sur les logements vacants l'année qui précède celle de la conclusion du bail (bail conclu entre le 01/01/2006 et le 31/12/2007) : 5 millions €.
140101	Exonération des intérêts et primes versés dans le cadre de l'épargne logement : 900 millions €.
140113	Exonération de retenue à la source pour les dividendes et autres produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement et par les sociétés immobilières de gestion : Non significatif.
150114	Exonération des plus-values immobilières relatives aux deux premières cessions de l'habitation en France des personnes physiques, non résidentes en France, ressortissantes d'un Etat membre de la Communauté européenne : 15 millions €.
150118	Exonération des plus-values immobilières réalisées à l'occasion des cessions d'immeubles au profit des organismes concourant au logement social : 10 millions €.
160403	Report d'imposition de la plus-value réalisée lors de la levée d'option d'un immeuble pris en crédit-bail et donné en sous-location à un tiers : Non chiffré.
180102	Exonération accordée sous certaines conditions, aux personnes louant ou sous-louant en meublé, une partie de leur habitation principale : Non chiffré.
210313	Crédit d'impôt au titre d'une avance remboursable ne portant pas intérêt : 770 millions €.
230101	Déduction des versements à fonds perdus effectués en faveur de certains organismes de construction : Non chiffré.
240101	Exonération de contribution sur les revenus locatifs pour les loyers inférieurs à un certain plafond.
300102	Exonération des organismes d'HLM et des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) : 300 millions €.
300110	Exonération des unions d'économie sociale : Non significatif.
300202	Exonération des produits retirés par les sociétés immobilières d'investissement de leurs participations dans des sociétés civiles constituées en vue de la construction et de la gestion d'immeubles affectés à l'habitation : Non chiffré.
320125	Imposition au taux réduit de 16,5 % de la plus-value réalisée lors de la cession de biens immobiliers bâtis ou non bâtis à des bailleurs sociaux réalisée avant le 31 décembre 2007 : 10 millions €.
350101	Exonération de contribution sur les revenus locatifs pour les loyers inférieurs à un certain plafond : 5 millions €.
520107	Exonération sous certaines conditions et dans certaines limites des immeubles neufs acquis entre le 1er juin 1993 et le 31 décembre 1994 ou entre le 1er août et le 31 décembre 1995, et des immeubles anciens acquis entre le 1er août 1995 et le 31 décembre 1996 : Non chiffré.
530101	Exonération des transferts de biens de toute nature opérés entre organismes HLM et sociétés de crédit immobilier ou leurs unions en matière de droit proportionnel : Non chiffré.
530207	Application du droit réduit de 1% sur les cessions d'actions de sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux et d'organismes d'HLM : Non significatif.
550102	Exonération du droit de 1 % sur les actes de partage des copropriétés : Non significatif.
570202	Droit fixe pour les personnes morales suivantes : - sociétés transparentes; - sociétés civiles visées à l'article L. 322-12 du Code de l'urbanisme : Non chiffré.
720101	Exonération des cessions de terrains par les collectivités locales aux offices publics d'HLM : Non significatif.
730204	Taux de 5,5 % applicable aux terrains à bâtir achetés par des organismes d'HLM ou des personnes bénéficiaires de prêts spécifiques pour la construction de logements sociaux à usage locatif : 50 millions €.
730210	Taux de 5,5 % pour les livraisons à soi-même d'opérations de construction de logements sociaux à usage locatif ou destinés à la location-accession ; pour les livraisons à soi-même de travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien de logements sociaux à usage locatif ; pour la vente de logements sociaux neufs à usage locatif ou destinés à la location-accession, les apports des immeubles sociaux neufs aux sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété : 840 millions €.
730213	Taux de 5,5 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des logements achevés depuis plus de deux ans : 5 000 millions €.
800105	Exonération du gaz naturel utilisé pour le chauffage des immeubles à usage principal d'habitation.

### Mesures par missions et programmes concernés

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
<b>Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale</b>	
<a href="#"><u>Industries cinématographiques</u></a>	
100106	Déduction des souscriptions en numéraire au capital de sociétés anonymes agréées ayant pour seule activité le financement d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles : 20 millions €.
310201	Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription de titres de sociétés anonymes dont l'activité exclusive est le financement en capital de certaines oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles : Non significatif.
320121	Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres cinématographiques : 55 millions €.
<a href="#"><u>Industries audiovisuelles</u></a>	
320129	Crédit d'impôt pour dépenses de production d'oeuvres audiovisuelles : 55 millions €.
<b>Participations financières de l'État</b>	
<a href="#"><u>Participations financières de l'État</u></a>	
150507	Modalité particulière d'imposition des plus-values résultant d'échanges de titres réalisés dans le cadre des lois de privatisation du 6 août 1986 et du 19 juillet 1993 : Non chiffré.
230508	Report d'imposition des plus-values réalisées lors de l'échange de titres participatifs, certificats d'investissement ou certificats pétroliers contre des actions de sociétés privatisées : Non chiffré.
<b>Avances à l'audiovisuel public</b>	
<a href="#"><u>Télévision</u></a>	
730304	Taux de 2,10 % applicable à la redevance audiovisuelle : 290 millions €.

## Dépenses fiscales classées par bénéficiaires



**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
050105	Exonération en faveur des bâtiments liés à certaines activités équestres : 2 millions €.
050106	Abattement en faveur des immeubles en ZUS : 101 millions €.
050202	Dépenses pour faciliter l'accessibilité pour personnes handicapées : Non chiffré.
050203	Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques : Non chiffré.
050204	Dégrèvement égal au quart des dépenses à raison des travaux d'économie d'énergie, sur la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes HLM et les SEM : Non chiffré.
060201	Pertes de récoltes ou de bétail : 41 millions €.
060202	Association foncière pastorale : Non chiffré.
060203	Dégrèvement d'office jeunes agriculteurs : 14 millions €.
070201	Dégrèvement d'office gestionnaire de foyers et OSBL agréés pour les logements loués à des personnes défavorisées : 12 millions €.
080101	Exonération au titre de certaines activités équestres : 2 millions €.
080102	Exonération en faveur de certaines opérations réalisées dans les ZRR : 13 millions €.
080103	Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZRU : 11 millions €.
080104	Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZFU : 56 millions €.
080105	Exonération en faveur des établissements dans la Zone Franche Corse : 1 million €.
080106	Exonération en faveur des investissements PME en Corse : 2 millions €.
080107	Réduction de 25% des bases imposées en Corse au profit des communes et des EPCI. Suppression des parts départementales et régionales : 65 millions €.
080201	Dégrèvement en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou de bateaux : 241 millions €.
080202	Dégrèvement en faveur des entreprises de transport sanitaire : 2 millions €.
080203	Dégrèvement en faveur des entreprises d'armement au commerce : 23 millions €.
080204	Dégrèvement afférent aux immobilisations affectées à la recherche : 11 millions €.
080205	Dégrèvement pour investissements nouveaux (DIN) : 1 480 millions €.
080206	Crédit d'impôt "anti-délocalisation" pour les entreprises implantées dans des zones d'emploi en grande difficulté : 200 millions €.
080207	Taux du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée fixé à 1,5 % pour les entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers : Non significatif.
110211	Réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion ou une association agréés : 30 millions €.
140306	Taxation réduite des distributions prélevées par les sociétés de capital risque sur les plus-values provenant du portefeuille : 5 millions €.
160102	Abattement de 30 % sur les produits de cession de licences autres que ceux taxés au taux forfaitaire de 16 % : Non chiffré.
160103	Imputation sur le revenu global du déficit provenant des frais de prise de brevet et de maintenance : Non chiffré.
160104	Report d'imposition de la plus-value réalisée lors de l'apport, par un inventeur personne physique, d'un brevet, d'une invention brevetable ou d'un procédé de fabrication industriel à une société chargée de l'exploiter : Non chiffré.
160204	Exonération d'impôt sur le revenu, à hauteur de 60 jours par an, de la rémunération perçue au titre de la permanence des soins par les médecins ou leurs remplaçants installés dans certaines zones rurales ou urbaines : 2 millions €.
160301	Déduction forfaitaire au titre du groupe III, pour les médecins conventionnés : 20 millions €.
160302	Déduction forfaitaire de 3 % pour la détermination du résultat de l'année d'adhésion à une association agréée : 5 millions €.
160403	Report d'imposition de la plus-value réalisée lors de la levée d'option d'un immeuble pris en crédit-bail et donné en sous-location à un tiers : Non chiffré.
160405	Paiement fractionné de l'impôt correspondant aux créances acquises des contribuables qui deviennent associés d'une société : Non chiffré.

**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
160406	Abattement de 50% sur le bénéfice imposable des jeunes artistes de la création plastique : 1 million €.
170103	Déduction spécifique à l'investissement : 130 millions €.
170104	Déduction immédiate des charges correspondant aux stocks agricoles à rotation lente.
170105	Déduction pour aléas : Non significatif.
170201	Abattement sur les bénéfices réalisés par les jeunes agriculteurs : 10 millions €.
170306	Rattachement du revenu exceptionnel d'un exploitant agricole soumis à un régime réel d'imposition par fractions égales, aux résultats de l'exercice de sa réalisation et des six exercices suivants : 100 millions €.
170401	Neutralisation des conséquences fiscales pour l'exploitant de l'entreposage chez un tiers de produits agricoles : Non chiffré.
170501	Exonération des bénéfices forfaitaires issus de la culture d'arbres truffiers pendant quinze ans à compter de la plantation : 1 million €.
180104	Exonération de la prime de transmission versée aux adhérents des caisses d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales et des professions industrielles et commerciales : 10 millions €.
180304	Abattement de 50 % sur le bénéfice imposable des jeunes pêcheurs qui s'installent entre le 01/01/1997 et le 31/12/2010 : Non significatif.
180306	Provision pour investissement : 80 millions €.
180307	Provision pour dépenses de mise en conformité en matière de sécurité alimentaire : 20 millions €.
190101	Déduction du revenu imposable des cotisations de retraite ou de prévoyance complémentaire versées à titre facultatif par les non-salariés et leurs conjoints collaborateurs : 500 millions €.
190203	Report d'imposition des plus-values constatées à l'occasion de la transmission à titre gratuit d'une entreprise soumise à l'impôt sur le revenu. Exonération définitive des plus-values en report en cas de poursuite de l'activité par le nouvel exploitant : 10 millions €.
190204	Exonération totale ou partielle des plus-values réalisées par les entreprises dont les recettes n'excèdent pas 350 000 € s'il s'agit d'entreprises d'achat-revente, de restauration et fourniture de logement, ou d'entreprises agricoles, et 126 000 € s'il s'agit d'autres entreprises ou de titulaires de bénéfices non commerciaux : 500 millions €.
190205	Report d'imposition des plus-values d'apport réalisées par une société civile professionnelle à l'occasion d'une fusion et d'opérations assimilées, et régime spécial d'imposition des plus-values constatées lors de l'apport d'une entreprise individuelle : Non chiffré.
190206	Exonération définitive des plus-values professionnelles sur cessions de titres de sociétés de personnes lorsque l'activité est poursuivie pendant au moins cinq ans à compter de la date de transmission à titre gratuit : 20 millions €.
190208	Exonération des plus-values professionnelles en cas de cession à titre onéreux d'une entreprise individuelle dans le cadre du départ à la retraite du cédant : 20 millions €.
190209	Abattement par durée de détention sur les plus-values immobilières professionnelles à long terme réalisées par les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu : 5 millions €.
200102	Provision pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme ainsi qu'aux crédits à moyen terme résultant de ventes ou de travaux effectués à l'étranger : Non chiffré.
200201	Amortissement exceptionnel des matériels destinés à économiser l'énergie et des équipements de production d'énergies renouvelables acquis ou fabriqués avant le 1er janvier 2007 : Non chiffré.
200205	Amortissement exceptionnel des matériels spécifiquement destinés à l'approvisionnement en GPL et GNV et à la charge des véhicules électriques : Non chiffré.
200206	Amortissement exceptionnel des immeubles à usage industriel ou commercial construits dans les zones de revitalisation rurale ou de redynamisation urbaine : 1 million €.
200207	Amortissement exceptionnel des matériels destinés à réduire le bruit : Non chiffré.
200212	Amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen de l'électricité, de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de gaz naturel (GNV) ainsi que des batteries et des équipements spécifiques : Coût Nul.
200213	Amortissement exceptionnel des immeubles et des investissements destinés à l'épuration des eaux industrielles et à la lutte contre la pollution atmosphérique : Non chiffré.
200214	Majoration de l'amortissement dégressif pour certains matériels des entreprises de première transformation du bois : Coût Nul.
200215	Amortissement exceptionnel sur douze mois des dépenses d'amélioration exposées dans les immeubles achevés depuis deux ans en vue de l'hébergement des salariés agricoles et des apprentis : 2 millions €.



**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
200301	Étalement de l'imposition du profit résultant de l'encaissement de certaines indemnités d'assurances : Non chiffré.
200302	Crédit d'impôt en faveur de la recherche : 900 millions €.
200303	Report d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'échanges d'actions ou de titres issus du démembrement d'actions effectués dans le cadre d'une offre publique d'échange (OPE) : Non chiffré.
200304	Exonération plafonnée à 61 000 euros de bénéfice pour les entreprises qui exercent des activités en Corse : 1 million €.
200305	Exonération des plus-values résultant de la cession des actions ou parts de sociétés conventionnées, sous condition de réemploi et d'affectation à l'amortissement de nouvelles participations : Non chiffré.
200306	Option des SARL de famille pour le régime fiscal des sociétés de personnes : Non chiffré.
200307	Application du taux réduit d'imposition aux répartitions d'actifs effectuées pour certains fonds communs de placement à risques (FCPR) : Non chiffré.
200308	Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises participant à un projet de recherche et de développement et implantées dans une zone de recherche et de développement : 50 millions €.
210101	Amortissements dégressifs : Coût Nul.
210102	Amortissement exceptionnel des logiciels acquis par les entreprises : Non chiffré.
210103	Majoration d'un demi-point des coefficients de l'amortissement dégressif pour les matériels destinés à économiser l'énergie et les équipements de production d'énergies renouvelables acquis ou fabriqués entre le 1er janvier 2001 et le 1er janvier 2003 : Non chiffré.
210108	Amortissement dégressif majoré pour les investissements de recherche scientifique et technique acquis ou fabriqués à compter du 1er janvier 2004 : 5 millions €.
210109	Amortissement exceptionnel des terminaux permettant l'accès à l'internet haut débit par satellite acquis entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2006 : Coût Nul.
210203	Déduction sur cinq ans du prix d'acquisition des oeuvres originales d'artistes vivants : 1 million €.
210302	Report de taxation des plus-values nettes à long terme et étalement des plus-values nettes à court terme réalisées à la suite de la perception d'indemnités d'assurances ou de l'expropriation d'immeubles : Non chiffré.
210303	Crédit d'impôt en faveur de la formation.
210304	Étalement de l'imposition des subventions d'équipement versées par l'Etat ou les collectivités publiques : Non chiffré.
210305	Crédit d'impôt pour investissement en Corse : 45 millions €.
210306	Réduction de l'impôt au titre des sommes consacrées par les entreprises à l'achat d'un trésor national : Non significatif.
210307	Exonération des dons reçus par une entreprise ayant subi un sinistre survenu à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'un événement ayant des conséquences dommageables : Non chiffré.
210308	Crédit d'impôt famille : 35 millions €.
210309	Réduction d'impôt au titre des dons faits par les entreprises à des œuvres ou organismes d'intérêt général : 150 millions €.
210311	Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage : 450 millions €.
210312	Crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale : 30 millions €.
210313	Crédit d'impôt au titre d'une avance remboursable ne portant pas intérêt : 770 millions €.
210314	Crédit d'impôt pour investissement dans les technologies de l'information : 5 millions €.
210315	Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées pour la formation du chef d'entreprise : 5 millions €.
210316	Crédit d'impôt en faveur des entreprises agricoles utilisant le mode de production biologique : 15 millions €.
210317	Crédit d'impôt en faveur des employeurs du secteur privé favorisant l'activité des réservistes : 2 millions €.
210318	Crédit d'impôt pour dépenses de conception de nouveaux produits exposés par les entreprises exerçant les métiers de l'art : 10 millions €.
220101	Exonération plafonnée à 61 000 euros de bénéfice pour les entreprises qui exercent une activité en zone franche urbaine : 170 millions €.
220201	Exonération des plus-values professionnelles réalisées entre le 16 juin 2004 et le 31 décembre 2005 à l'occasion de la cession d'une branche complète d'activité dont la valeur taxable aux droits d'enregistrement n'excède pas 300 000 €.

**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
220202	Exonération des plus-values professionnelles réalisées à l'occasion de la transmission d'une entreprise individuelle ou d'une branche complète d'activité : 200 millions €.
230101	Déduction des versements à fonds perdus effectués en faveur de certains organismes de construction : Non chiffré.
230102	Déduction des dépenses d'aménagement en cas de reconversion des débits de boissons : Coût Nul.
230103	Déduction du bénéfice des sommes versées en application d'un plan d'épargne d'entreprise : 460 millions €.
230202	Crédit d'impôt pour adhésion à un groupement de prévention agréé : Non significatif.
230303	Majoration de la base de calcul des amortissements des immobilisations acquises au moyen de primes de développement régional, de développement artisanal ou d'aménagement du territoire : 5 millions €.
230403	Déduction spéciale prévue en faveur des entreprises de presse : Non significatif.
230404	Provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures : Non chiffré.
230405	Provision pour reconstitution des gisements de substances minérales solides : Non significatif.
230408	Provision pour aides à l'installation consenties par les entreprises à leurs salariés sous forme de prêts ou de souscription au capital de l'entreprise créée : Non significatif.
230409	Provision pour investissement des sommes excédant l'obligation légale de la participation et portées à la réserve spéciale de participation : 135 millions €.
230410	Provision pour charges exceptionnelles ou pour risques afférents aux opérations d'assurance crédit des entreprises d'assurance et de réassurance : Non chiffré.
230501	Report d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion de l'échange de titres consécutif à la fusion de SICAV et FCP : Non chiffré.
230503	Etalement sur 10 ans des plus-values à court terme réalisées à l'occasion d'opérations de reconversion : Non chiffré.
230504	Exonération des plus-values de cession : - d'actions ou de parts de sociétés agréées pour la recherche scientifique ou technique ; - de titres de sociétés financières d'innovation conventionnées : Non chiffré.
230506	Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la reconversion des débits de boissons : 1 million €.
230507	Taxation au taux réduit de 6 % libératoire de l'impôt sur le revenu, ou de 8 % libératoire de l'impôt sur les sociétés, des plus-values réalisées à l'occasion d'apports à un groupement forestier : Non significatif.
230508	Report d'imposition des plus-values réalisées lors de l'échange de titres participatifs, certificats d'investissement ou certificats pétroliers contre des actions de sociétés privatisées : Non chiffré.
230509	Etalement des plus-values à court terme réalisées par les entreprises de pêche maritime lors de la cession de navires de pêche ou de parts de copropriété de tels navires avant le 31 décembre 2010 : Non significatif.
230601	Imposition des produits distribués aux actionnaires de sociétés de capital risque au taux de 16 % : 1 million €.
230602	Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles qui se créent entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2009 dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire : 50 millions €.
230603	Etalement de l'imposition de certaines subventions afférentes à des dépenses de recherche immobilisées : Non chiffré.
230604	Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les jeunes entreprises innovantes existantes au 1er janvier 2004 ou créées entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2013 : 30 millions €.
300101	Exonération sous certaines conditions : - des coopératives agricoles et de leurs unions ; - des coopératives artisanales et de leurs unions ; - des coopératives d'entreprises de transport ; - des coopératives artisanales de transport fluvial ; - des coopératives maritimes et de leurs unions : Non chiffré.
300102	Exonération des organismes d'HLM et des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) : 300 millions €.
300104	Exonération des chambres de commerce maritime : Non chiffré.
300105	Exonération des sociétés de développement régional : 10 millions €.
300106	Exonération des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie, des sociétés agréées pour le financement des télécommunications, des sociétés agréées pour le financement des installations ou matériels destinés à économiser l'énergie : Non chiffré.
300108	Exonération des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles : 30 millions €.

**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
300109	Exonération des syndicats professionnels et de leurs unions pour leurs activités portant sur l'étude et la défense des droits et des intérêts collectifs matériels ou moraux de leurs membres ou des personnes qu'ils représentent : Non significatif.
300110	Exonération des unions d'économie sociale : Non significatif.
300111	Exonération des bénéfices réalisés, au cours des 24 mois suivant leur création, par les sociétés créées pour reprendre une entreprise ou des établissements industriels en difficulté ou des branches complètes et autonomes : Non chiffré.
300201	Exonération des revenus patrimoniaux des établissements publics scientifiques d'enseignement et d'assistance pour leurs revenus fonciers agricoles et mobiliers : Non chiffré.
300202	Exonération des produits retirés par les sociétés immobilières d'investissement de leurs participations dans des sociétés civiles constituées en vue de la construction et de la gestion d'immeubles affectés à l'habitation : Non chiffré.
300203	Exonération des sociétés de capital-risque (SCR) : 10 millions €
300204	Exonération d'impôt sur les sociétés de la valeur nette de l'avantage en nature consenti par les personnes morales qui ont pour objet de transférer gratuitement à leurs membres la jouissance d'un bien meuble ou immeuble : Non chiffré.
300205	Exonération des établissements publics et des sociétés d'économie mixte chargés de l'aménagement par une convention contractée, en application du deuxième alinéa de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme ainsi que des sociétés d'habitations à loyer modéré régies par l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, pour les résultats provenant des opérations réalisées dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté : Non chiffré.
300206	Exonérations des produits retirés par les sociétés d'investissements immobiliers cotées et provenant de la location d'immeubles et de certaines plus-values de cession, sous conditions de distribution : Coût Nul.
300207	Exonération des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR) : Non significatif.
300208	Exonération des établissements publics de recherche, des établissements publics d'enseignement supérieur, des personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur et des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche pour leurs revenus tirés d'activités relevant d'une mission de service public : 5 millions €.
300302	Exonération, sur agrément, des bénéfices en cas de création d'activité nouvelle dans les départements d'outre-mer : Coût Nul.
300303	Exonération, sur agrément, des bénéfices réinvestis dans l'entreprise pour les sociétés de recherche et d'exploitation minière dans les départements d'outre-mer : 1 million €
310101	Provision pour implantation à l'étranger réalisée sous la forme d'un établissement ou d'une filiale : Non chiffré.
310201	Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription de titres de sociétés anonymes dont l'activité exclusive est le financement en capital de certaines oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles : Non significatif.
310202	Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription au capital des sociétés agréées pour le financement de la pêche artisanale (SOFIPECHE) : Coût Nul.
310203	Amortissement dégressif, accordé sur agrément aux biens loués ou mis à disposition par une société, une copropriété ou un groupement non soumis à l'impôt sur les sociétés : 85 millions €
310204	Amortissement exceptionnel égal à 50 % du montant des sommes versées pour la souscription de parts de sociétés d'épargne forestière : Non significatif.
310205	Amortissement exceptionnel égal à 25 % du montant des sommes versées pour la souscription au capital des sociétés d'investissement régional : Coût Nul.
320102	Prise en compte sur une base réduite des résultats provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer. Dispositions applicables jusqu'au 31 décembre 2017 : 80 millions €
320103	Taxation réduite des plus-values à long terme provenant des cessions de titres de participation et de certaines parts de FCPR et de SCR, et des produits de concession de brevet. Taxation à 0 % sous réserve d'une quote-part de 5 % des plus-values provenant de la cession de certains titres de participation réalisée dans le cadre d'une admission aux négociations sur certains marchés d'instruments financiers : 2 300 millions €
320105	Taxation à un taux réduit des produits de titres de créances négociables sur un marché réglementé, perçus par des organismes sans but lucratif : 10 millions €
320106	Franchise et décote applicables à l'impôt dû par les organismes sans but lucratif : Non chiffré.
320107	Abattement de 50 000 € puis exonération totale en matière d'impôt sur les sociétés pour les fondations reconnues d'utilité publique : 10 millions €
320108	Taxation à un taux réduit de certains revenus de capitaux mobiliers perçus par les caisses de retraite et de prévoyance : 1 million €

**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
320109	Crédit d'impôt à la société créée par les membres du personnel d'une entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés, pour reprendre le capital de cette dernière afin d'en assurer la direction. Ces dispositions s'appliquent aux rachats effectués avant le 31 décembre 1991 : Non significatif.
320111	Crédit d'impôt pour l'investissement en faveur des sociétés créées dans certaines zones : Non significatif.
320113	Déduction des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer et des souscriptions au capital de sociétés qui réalisent de tels investissements - dispositif applicable jusqu'au 31 décembre 2017 : 170 millions €
320116	Franchise d'IS pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 € : Non chiffré.
320118	Réduction d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant effectué des versements en faveur de l'achat de Trésors Nationaux et autres biens culturels spécifiques : 5 millions €
320119	Détermination du résultat imposable des entreprises de transport maritime en fonction du tonnage de leurs navires : 155 millions €
320120	Imposition au taux réduit de 16,5 % de la plus-value nette afférente à la réévaluation des immeubles et des titres de sociétés à prépondérance immobilière, réalisée du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2007 : 5 millions €
320121	Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres cinématographiques : 55 millions €
320122	Déduction pour les groupements d'employeurs des sommes inscrites à un compte d'affectation spéciale et destinées à couvrir leur responsabilité solidaire pour le paiement des dettes salariales : Non significatif.
320123	Imposition temporaire au taux de 16,5 % de certaines plus-values sur cessions d'immeubles : Non chiffré.
320124	Réduction d'impôt au titre des versements faits au profit d'établissements, d'organismes sans but lucratif de recherche et de petites et moyennes entreprises innovantes.
320125	Imposition au taux réduit de 16,5 % de la plus-value réalisée lors de la cession de biens immobiliers bâtis ou non bâtis à des bailleurs sociaux réalisée avant le 31 décembre 2007 : 10 millions €
320126	Amortissement exceptionnel égal à 50 % de la souscription au capital de société d'approvisionnement en électricité : Non significatif.
320127	Déduction des versements effectués dans le cadre de souscriptions en numéraire au capital des petites et moyennes entreprises situées dans les ZFU : 5 millions €
320128	Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques : 10 millions €
320129	Crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres audiovisuelles : 55 millions €
330103	Régime du bénéfice mondial ou consolidé. Application sur agrément, de l'impôt sur les sociétés de l'ensemble des résultats des exploitations françaises et étrangères sous déduction des prélèvements étrangers : 750 millions €
340101	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des associations qui participent à l'animation de la vie sociale locale, des centres de gestion et associations agréés et des groupements d'employeurs : Non chiffré.
340104	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés exonérées d'impôt sur les sociétés qui exercent la totalité de leur activité dans les zones franches urbaines ou en Corse : 5 millions €
340105	Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle pour les entreprises nouvelles exonérées d'impôt sur les sociétés, certaines sociétés pour leurs trois premières années d'activité et les sociétés en liquidation judiciaire : 90 millions €
350101	Exonération de contribution sur les revenus locatifs pour les loyers inférieurs à un certain plafond : 5 millions €
410102	Exonération de la taxe sur les salaires afférente au personnel des cantines : 1 million €
410103	Exonération de certains employeurs agricoles : 2 millions €
410104	Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement aux plans d'épargne salariale : 10 millions €
410105	Exonération des rémunérations versées au personnel recruté pour les manifestations annuelles de bienfaisance exonérées de TVA : Non significatif.
410108	Exonération de taxe sur les salaires de l'aide versée, soit par le comité d'entreprise soit directement par l'entreprise à défaut de celui-ci, pour les emplois de service aux particuliers : Non significatif.
410109	Exonération de la participation des employeurs au financement des titres-restaurant : 1 million €
410110	Exonération sous condition de la contribution de l'employeur et d'organismes à caractère social, notamment du comité d'entreprise, au financement des chèques-vacances : Non significatif.

**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
410112	Exonération des rémunérations versées dans le cadre des contrats emploi-solidarité, emploi-consolidé, emploi-jeune, des contrats d'avenir, d'accompagnement dans l'emploi et de celles versées dans le cadre des contrats d'insertion par l'activité conclu avec les personnes titulaires dans les départements d'Outre-mer du revenu minimum d'insertion : Non chiffré.
410113	Exonération des rémunérations des enseignants des centres de formation des apprentis : 5 millions €
410201	Diminution du taux de la taxe sur les salaires dans les DOM (taux applicables : 2,95 % dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, 2,55 % pour la Guyane) : 5 millions €
410202	Abattement sur la taxe sur les salaires due par les associations, les syndicats et les mutuelles régies par le code de la mutualité qui emploient moins de 30 salariés : 10 millions €
420104	Crédit d'impôt attaché aux dividendes de source française transféré aux non-résidents : 50 millions €
500101	Exonération de droits d'enregistrement et de timbre des sociétés coopératives agricoles de céréales, d'insémination artificielle et d'utilisation de matériel agricole : Non chiffré.
530102	Application d'un droit fixe au lieu de la taxe de publicité foncière sur la transmission de biens appartenant à un organisme d'intérêt public au profit d'un établissement reconnu d'utilité publique effectuée dans un but d'intérêt général ou de bonne administration : Non chiffré.
530202	Exonération des acquisitions d'actions de sociétés d'économie mixte par les collectivités locales : 5 millions €
530204	Réduction du droit de mutation pour les acquisitions de fonds de commerce en faveur de l'aménagement du territoire : 1 million €
530206	Exonération du droit budgétaire de 4 % de mutation pour les acquisitions de fonds de commerce dans certaines zones prioritaires d'aménagement du territoire : 10 millions €
530207	Application du droit réduit de 1% sur les cessions d'actions de sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux et d'organismes d'HLM : Non significatif.
530208	Exonération des cessions réalisées par les SAFER : Non significatif.
530209	Exonération du droit d'enregistrement de 1,10% pour les ventes publiques d'objet d'art, d'antiquité ou de collection réalisées au profit de certains organismes d'intérêt général ayant une vocation humanitaire d'assistance ou de bienfaisance : Non significatif.
530210	Exonération des droits de mutation à titre onéreux sur les cessions de branche complète d'activité et réalisées entre le 16 juin 2004 et le 31 décembre 2005 pour une valeur taxable inférieure à 300 000 €
570101	Exonération, sous certaines conditions, du droit proportionnel ou progressif dû : - pour les apports purs et simples faits à une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés par une personne non passible de cet impôt - lorsqu'une personne morale non passible de l'impôt sur les sociétés devient passible de cet impôt : Non chiffré.
570102	Exonération du droit proportionnel ou progressif de mutation sur les apports à titre onéreux d'entreprises individuelles faits à des sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés : Non chiffré.
570202	Droit fixe pour les personnes morales suivantes : - sociétés transparentes; - sociétés civiles visées à l'article L. 322-12 du Code de l'urbanisme : Non chiffré.
570204	Enregistrement gratuit des constitutions et dissolutions - de sociétés de bains-douches et organismes de jardins familiaux - de sociétés coopératives artisanales - de sociétés mutualistes : Non chiffré.
590101	Exonérations diverses : Non chiffré.
700101	Régime de la suspension de taxe pour les opérations effectuées sur le plateau continental : Non chiffré.
700104	Exonération de TVA sur les produits pétroliers utilisés par certains bateaux : Non significatif.
710102	Exonération de TVA de certains produits et matières premières ainsi que des produits pétroliers dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion : 120 millions €
710104	Régime particulier des départements d'outre-mer. Déductibilité de la TVA afférente à certains produits exonérés : 200 millions €
720205	Exonération des opérations réalisées dans le cadre de la législation relative à l'entraide agricole : Non chiffré.
720206	Exonération des produits de leur pêche vendus par les marins-pêcheurs et armateurs à la pêche en mer : 60 millions €
730205	Taux de 5,5 % sur l'hôtellerie : 1 600 millions €

**Bénéficiaires :****Entreprises**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
730206	Taux de 5,5 % sur l'hébergement en campings classés : 30 millions €
730212	Taux de 5,5 % applicable aux éléments constitutifs des aliments pour le bétail et à certains produits et engrais à usage agricole : 50 millions €
730215	Taux de 5,5 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles : 2 millions €
730301	Taux de 2,10 % applicable aux droits d'entrée des 140 premières représentations de certains spectacles : 45 millions €
730305	Taux de 2,10 % applicable aux publications de presse : 210 millions €
740102	Franchise en base pour les avocats et les avoués dont le chiffre d'affaires n'excède pas 37 400 euros : 10 millions €
740103	Franchise en base pour les auteurs et les interprètes des oeuvres de l'esprit dont le chiffre d'affaires n'excède pas 37 400 euros : 5 millions €
740105	Franchise en base pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 euros : Non chiffré.
800101	Exonération de TIPP pour les produits pétroliers utilisés par certains bateaux : 210 millions €
800102	Exonération pour auto-consommation des produits pétroliers dans les raffineries : 120 millions €
800103	Exonération de TIPP pour les carburants utilisés par les chauffeurs de taxi dans la limite d'un contingent annuel : 80 millions €
800104	Exonération de TIPP pour les carburants utilisés par certains commerçants sédentaires qui effectuent des ventes ambulantes, dans la limite de 1500 litres par an : 5 millions €
800106	Exonération du gaz naturel utilisé comme matière première ou comme combustible pour la fabrication en usine exercée des huiles minérales visées aux tableaux B et C de l'article 265 du Code des Douanes.
800108	Exonération de TIPP ou de TICGN pendant 5 ans pour le gaz naturel, le gaz de raffinerie et le fioul lourd à basse teneur en soufre ou à haute teneur en soufre désulfuré, utilisés dans les installations de cogénération mises en service jusqu'au 31 décembre 2005.
800109	Exonération de TIPP pour les carburéacteurs utilisés à bord des aéronefs : 1 430 millions €
800111	Exonération de taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les huiles végétales pures utilisées comme carburant agricole : 5 millions €
800201	Taux réduit de TIPP applicable au fioul domestique utilisé comme carburant diesel : 1 450 millions €
800203	Taux réduit de TIPP pour les butanes et propane utilisés comme carburant sous condition d'emploi : 7 millions €
800204	Taux réduit de TIPP applicable aux carburéacteurs utilisés sous condition d'emploi : Non significatif.
800206	Taux réduit de TIPP applicable aux émulsions d'eau dans du gazole utilisé sous conditions d'emploi : Non significatif.
800401	Exclusion des DOM du champ d'application de la TIPP : 130 millions €
800402	Remboursement de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel et sur le gaz de pétrole liquéfié carburant aux exploitants de transport public et de bennes de ramassage des déchets ménagers dans la limite d'un contingent annuel : 2 millions €
800403	Remboursement d'une fraction de TIPP sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers : 210 millions €
800404	Remboursement d'une fraction de TIPP sur le gazole utilisé par les exploitants de transport public routier en commun de voyageurs : 19 millions €
920101	Exonération de taxe sur les messages passés pour le compte d'oeuvres d'utilité publique à l'occasion de grandes campagnes nationales : Non chiffré.
940102	Exonération pour les navires de pêche et de commerce de tout tonnage : Non chiffré.



## Bénéficiaires : Entreprises, Ménages

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
100108	Déduction des pertes en capital subies par les créateurs d'entreprises : 5 millions €
120301	Déduction des intérêts d'emprunt contractés par les salariés et les gérants de sociétés pour souscrire au capital d'une société nouvelle qui les emploie : 1 million €
140110	Exonération des intérêts des livrets d'épargne entreprise : Non significatif.
140304	Taxation à 15 % (libératoire) de la distribution des plus-values de liquidation et des réserves en cas de dissolution (ou transformation) de sociétés ayant pour but l'assainissement du marché.
180101	Exonération de l'aide spéciale compensatrice (ou pécule de départ), allouée aux commerçants et artisans âgés, de condition modeste, au moment de la cessation de leur activité : Non chiffré.
180103	Exonération des revenus tirés des locations de logements meublés à des personnes défavorisées : Non chiffré.
520107	Exonération sous certaines conditions et dans certaines limites des immeubles neufs acquis entre le 1er juin 1993 et le 31 décembre 1994 ou entre le 1er août et le 31 décembre 1995, et des immeubles anciens acquis entre le 1er août 1995 et le 31 décembre 1996 : Non chiffré.
520202	Exonération des droits de mutation à titre gratuit de donation d'entreprises aux salariés si la valeur des actifs est inférieure à 300 000 € : 1 million €
530203	Exonération des cessions de parts de fonds communs de placement à risques : 10 millions €
530205	Réduction de taux pour les mutations à titre onéreux de débits de boissons de 3e ou 4e catégorie qui se transforment en 1re ou 2e catégorie (taux de 2 %) : Non significatif.
700102	Exonération de TVA sur les objets d'art, de collection et d'antiquité, importés par les établissements agréés par le ministre chargé des affaires culturelles : Non significatif.
700103	Franchise de taxe pour certaines importations dépourvues de caractère commercial effectuées par des personnes physiques ou morales : Non chiffré.
710101	Exonération de TVA des transports maritimes de personnes et de marchandises dans la limite de chacun des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion : Non chiffré.
710103	Régime des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion ; fixation des taux de TVA à : - 8,5 % pour le taux normal ; - 2,1 % pour le taux réduit : 990 millions €
720102	Exonération des opérations immobilières non destinées à la construction : - opérations de lotissement effectuées par les départements, communes et établissements publics ; - opérations de lotissement effectuées par les sociétés coopératives de construction, par les sociétés d'économie mixte de construction immobilière, par les groupements de castors ; - opérations immobilières réalisées par les SAFER : Non chiffré.
720106	Exonération des associations intermédiaires conventionnées, visées à l'article L. 322-4-16-3 du code du travail dont la gestion est désintéressée : 40 millions €
720201	Exonération de la partie du trajet effectué à l'intérieur de l'espace maritime national pour les transports aériens ou maritimes de personnes et de marchandises en provenance ou à destination de la Corse : 5 millions €
720203	Exonération des publications des collectivités publiques et des organismes à but non lucratif : 1 million €
720204	Exonération de certains travaux portant sur des monuments aux morts et cimetières militaires effectués pour les collectivités publiques et les organismes sans but lucratif : Non chiffré.
730103	Imposition des livraisons d'oeuvres d'art sur une base forfaitaire lorsqu'il n'est pas possible de déterminer avec précision le prix d'achat payé par l'assujéti-revendeur : Non chiffré.
730304	Taux de 2,10 % applicable à la redevance audiovisuelle : 290 millions €
730306	Taux particuliers applicables à divers produits et services consommés ou utilisés en Corse : 155 millions €
800107	Exonération plafonnée de TIPP pour les esters méthyliques d'huiles végétales, les esters méthyliques d'huile animale, les biogazoles de synthèse, les esters éthyliques d'huile végétale incorporés au gazole ou au fioul domestique, le contenu en alcool des dérivés de l'alcool éthylique et l'alcool éthylique d'origine agricole incorporé directement aux supercarburants : 610 millions €
800302	Détaxe applicable aux supercarburants et essences consommés en Corse : 1 million €
940101	Exonération en faveur de certaines catégories de navires de plaisance : 1 million €
940103	Réduction du taux du droit de francisation et de navigation ainsi que du droit de passeport applicables aux navires attachés en Corse : 1 million €

**Bénéficiaires :****Entreprises,Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
050103	Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 1996 : 5 millions €
050104	Exonération en faveur des immeubles situées dans les ZFU créées en 2003 : 6 millions €
050107	Abattement en faveur des immeubles anti-sismiques DOM : Non significatif.
050108	Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 2006 : Non chiffré.
060101	Exonération des parts départementales et régionales en faveur des terres agricoles : 325 millions €
060102	Exonération de la part communale et intercommunale en faveur des terres agricoles à concurrence de 20% : 166 millions €
060103	Exonération en faveur des terrains plantés en bois : 7 millions €
060104	Exonération totale en faveur des terres agricoles situées en Corse : 2 millions €
060105	Exonération en faveur des zones humides : Non significatif.
060106	Exonération en faveur des parcelles NATURA 2000 : 1 million €
060107	Exonération en faveur de certains terrains situés dans le coeur d'un parc national sis dans un DOM : Non chiffré.
100110	Déduction des souscriptions en numéraire au capital de sociétés agréées ayant pour objet le financement de la pêche artisanale (SOFIPECHE) : Coût Nul.
110226	Réduction d'impôt sur le revenu pour investissement forestier : 3 millions €
120504	Régime fiscal des plus-values mobilières pour les profits correspondant aux cessions des titres attachés aux bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises : 20 millions €
140121	Exonération du prélèvement libératoire pour les produits des emprunts contractés hors de France et pour les intérêts des obligations et des titres de créances négociables souscrits par un non-résident : Non chiffré.
140305	En cas d'absorption d'un fonds commun de placement (FCP) par un autre OPCVM, report de l'imposition des sommes non distribuées jusqu'à la date de distribution par l'OPCVM absorbant : Non chiffré.
150506	Report d'imposition des plus-values de cessions de droits sociaux et de valeurs mobilières en cas de remploi dans les PME nouvelles : Coût Nul.
150515	Abattement pour durée de détention applicable aux cessions de titres ou droits par les dirigeants de PME partant à la retraite : 5 millions €
150710	Exonération, sous certaines conditions, des gains nets réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres de sociétés de capital-risque (SCR) : Non chiffré.
320115	Taxation au taux réduit des associations conventionnées (art L 322-4-16-3 du code du travail) et des associations agréées de services aux personnes (art L 129-1 du code du travail) : Non chiffré.
500102	Réduction de 50% des tarifs des droits d'enregistrement et de timbre en Guyane : 2 millions €
520110	Exonération partielle, sous certaines conditions, de droits de mutation à titre gratuit lors de la transmission d'entreprises exploitées sous la forme individuelle ou détenues sous forme sociale : 20 millions €
560103	Exonérations prévues en faveur de certains organismes et de certains contrats : Non chiffré.
560104	Exonération en faveur de certains contrats d'assurance maladie complémentaire : 1 500 millions €
730213	Taux de 5,5 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des logements achevés depuis plus de deux ans : 5 000 millions €
730218	Application du taux réduit de la TVA à la fourniture par réseaux d'énergie d'origine renouvelable : 40 millions €



**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
050101	Exonération en faveur des personnes âgées ou de condition modeste : 275 millions €
050102	Exonération en faveur des immeubles à caractère social : 4 millions €
050201	Dégrèvement d'office en faveur des personnes de condition modeste 65-75 ans : 65 millions €
070101	Exonération en faveur des personnes âgées, handicapées ou de condition modeste : 1 235 millions €
070202	Dégrèvement d'office en faveur des bénéficiaires du RMI : 345 millions €
100101	Déduction des versements effectués en vue de la retraite mutualiste du combattant : 70 millions €
100102	Déduction des charges foncières afférentes aux monuments historiques : 10 millions €
100105	Déduction des avantages en nature consentis en l'absence d'obligation alimentaire à des personnes âgées de plus de 75 ans, de condition modeste, qui vivent sous le toit du contribuable : 1 million €
100106	Déduction des souscriptions en numéraire au capital de sociétés anonymes agréées ayant pour seule activité le financement d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles : 20 millions €
100111	Déduction des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer.
100112	Déduction des cotisations versées au titre de l'épargne retraite individuelle et facultative ( PERP ) : 450 millions €
100113	Déduction plafonnée des sommes versées annuellement sur un compte épargne codéveloppement : 5 millions €
100201	Abattement en faveur des personnes âgées ou invalides de condition modeste : 250 millions €
100202	Abattement en faveur des contribuables ayant des enfants mariés à charge du fait de leur rattachement au foyer fiscal : 5 millions €
110102	Demi-part supplémentaire pour les contribuables vivant effectivement seuls ayant eu un ou plusieurs enfants à charge (avantage plafonné) : 1 560 millions €
110103	Demi-part supplémentaire pour les contribuables (et leurs veuves) de plus de 75 ans titulaires de la carte du combattant : 200 millions €
110104	Demi-part supplémentaire pour les contribuables invalides : 350 millions €
110107	Maintien du quotient conjugal pour les contribuables veufs ayant des enfants à charge : 60 millions €
110109	Demi-part supplémentaire ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée, par enfant à charge titulaire de la carte d'invalidité ou part supplémentaire par personne rattachée au foyer fiscal titulaire de la carte d'invalidité : 90 millions €
110110	Demi-part supplémentaire, ou quart de part supplémentaire en cas de résidence alternée des enfants à charge, accordée aux parents isolés : 370 millions €
110201	Réduction d'impôt au titre des dons : 800 millions €
110202	Réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux organisations syndicales représentatives de salariés : 115 millions €
110203	Réduction d'impôt jusqu'au 31 décembre 2004, puis crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2005 pour frais de garde des enfants âgés de moins de 6 ans : 660 millions €
110205	Réduction d'impôt au titre de certaines primes d'assurances : 10 millions €
110210	Réduction d'impôt au titre des investissements locatifs et de la réhabilitation de logements situés dans les D.O.M., à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises : 170 millions €
110213	Réduction d'impôt au titre des frais de dépendance des personnes hébergées en établissement spécialisé, et des frais d'hébergement des personnes hébergées au 31 décembre 2002 dans une unité de soins de longue durée non conventionnée : 55 millions €
110214	Réduction d'impôt au titre de l'emploi, par les particuliers, d'un salarié à domicile : 2 000 millions €
110215	Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement secondaire : 225 millions €
110216	Réduction d'impôt au titre de l'ensemble des souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés : 135 millions €
110218	Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation : 100 millions €
110221	Réduction d'impôt au titre des investissements dans le secteur du tourisme : 20 millions €

**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
110222	Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur des économies d'énergie et du développement durable : 1 000 millions €
110223	Réduction d'impôt au titre de la prestation compensatoire versée sous forme d'argent ou d'attributions de biens ou de droits ou sous forme de capital se substituant à des rentes : 25 millions €
110224	Réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs réalisés dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer, avant le 31 décembre 2017 : 410 millions €
110225	Crédit d'impôt pour dépenses d'acquisition d'un véhicule fonctionnant au moyen du gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de gaz naturel véhicule (GNV) ou de l'énergie électrique, ou pour dépenses de transformation d'un véhicule de moins de trois ans destinées à permettre son fonctionnement au moyen du GPL : 5 millions €
110227	Prime pour l'emploi en faveur des contribuables modestes déclarant des revenus d'activité : 3 700 millions €
110228	Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds d'investissement de proximité (FIP) : 30 millions €
110229	Réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunts souscrits par une personne physique en vue de financer la reprise d'une entreprise exploitée sous forme de société soumise à l'impôt sur les sociétés : 1 million €
110230	Réduction d'impôt pour télédéclaration et paiement par prélèvement ou par voie électronique : 110 millions €
110231	Réduction d'impôt au titre des intérêts payés en 2004 et 2005 au titre de prêts à la consommation conclus entre le 1er mai 2004 et le 31 mai 2005.
110232	Crédit d'impôt sur certains revenus distribués de sociétés françaises ou étrangères : 500 millions €
110233	Réduction d'impôt pour les tuteurs de chômeurs qui créent ou reprennent une entreprise : 25 millions €
110234	Crédit d'impôt prime d'assurance contre les impayés de loyers : 5 millions €
110235	Crédit d'impôt en faveur des jeunes de moins de vingt-six ans s'orientant vers un emploi qui connaît des difficultés de recrutement : 100 millions €
110236	Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes : 30 millions €
110237	Crédit d'impôt en cas de déménagement pour reprise d'une activité salariée : 100 millions €
110238	Crédit d'impôt à raison des intérêts des prêts souscrits entre le 1er septembre 2005 et le 31 décembre 2008 en vue du financement de leurs études par les personnes âgées de vingt-cinq ans au plus : 5 millions €
110239	Réduction d'impôt sur le revenu à raison des intérêts perçus au titre du différé de paiement accordé à des exploitants agricoles : 2 millions €
110240	Crédit d'impôt au titre des dépenses engagées par les exploitants agricoles pour assurer leur remplacement : 50 millions €
110241	Réduction d'impôt au titre des cotisations versées aux associations syndicales autorisées ayant pour objet la réalisation de travaux de prévention en vue de la défense des forêts contre les incendies sur des terrains inclus dans les bois classés : 1 million €
110242	Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur : 165 millions €
110302	Réduction, dans la limite d'un certain montant, pour les contribuables des D.O.M. de la cotisation résultant du barème (30 % en Guadeloupe, Martinique et Réunion, et 40 % en Guyane) : 230 millions €
110307	Imposition des salaires ou des bénéfices des écrivains, des artistes et des sportifs selon une moyenne triennale ou quinquennale : Non chiffré.
120101	Exonération du salaire différé de l'héritier d'un exploitant agricole : 1 million €
120104	Exonération du traitement attaché à la légion d'honneur et à la médaille militaire : Non significatif.
120108	Exonération des sommes versées au titre de la participation, de l'intéressement et de l'abondement aux plans d'épargne salariale : 900 millions €
120109	Exonération du salaire des apprentis : 220 millions €
120110	Exonération des indemnités de stage en entreprise versées aux élèves et étudiants : 30 millions €
120111	Exonération de la participation des employeurs au financement des titres-restaurant : 200 millions €
120112	Exonération de la contribution patronale au financement des chèques vacances : 20 millions €
120113	Exonération d'une partie des primes de transport versées par les employeurs à leurs salariés : 60 millions €

**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
120114	Exonération des majorations de retraite ou de pension des personnes ayant eu ou élevé au moins trois enfants : 550 millions €
120115	Exonération des indemnités de départ en retraite ou en préretraite : 30 millions €
120116	Exonération des gratifications allouées à l'occasion de la remise de la médaille d'honneur du travail : 5 millions €
120117	Exonération des indemnités et prestations servies aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles : 500 millions €
120121	Exonération des primes et indemnités versées par l'Etat aux agents publics et aux salariés dans le cadre de la délocalisation : Non significatif.
120123	Exonération des vacances horaires et des avantages retraite servis aux sapeurs-pompiers volontaires : 25 millions €
120124	Exonération totale ou partielle des sommes versées aux salariés détachés à l'étranger : 120 millions €
120126	Exonération de la retraite du combattant, des pensions militaires d'invalidité, des retraites mutuelles servies aux anciens combattants et aux victimes de guerre et de l'allocation de reconnaissance servie aux anciens membres des formations supplétives de l'armée française en Algérie (harkis) et à leurs veuves : 250 millions €
120127	Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux volontaires civils et aux personnes accomplissant un volontariat de solidarité internationale ou un volontariat associatif : 20 millions €
120128	Exonération de la rente viagère lorsqu'un PEA ou un PEP se dénoue après 8 ans : 1 million €
120129	Exonération de l'aide financière versée par l'Etat aux créateurs ou repreneurs d'entreprises (prime EDEN) : Non significatif.
120130	Exonération du revenu minimum d'activité (RMA).
120131	Exonération des suppléments de rémunération versés aux salariés et mandataires sociaux au titre de l'exercice temporaire d'une activité professionnelle en France (primes d'impatriation) et, sur option, de la fraction de leur rémunération correspondant à l'activité exercée à l'étranger : 100 millions €
120132	Exonération des salaires perçus par les jeunes exerçant une activité pendant leurs congés scolaires ou universitaires : 30 millions €
120133	Exonération des indemnités versées aux victimes de l'amiante : 10 millions €
120134	Exonération de l'aide financière versée par l'employeur ou par le comité d'entreprise en faveur des salariés afin de financer des services à la personne : 2 millions €
120201	Exonération de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement : 30 millions €
120202	Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1er janvier 2004, la prestation d'accueil du jeune enfant : 1 800 millions €
120203	Exonération des allocations, indemnités et prestations d'assistance et d'assurance : 15 millions €
120204	Exonération des indemnités journalières de sécurité sociale servies au titre des maladies "longues et coûteuses" : 180 millions €
120205	Exonération de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) : 220 millions €
120206	Exonération de la prestation de compensation servie aux personnes handicapées en application de l'article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles : 10 millions €
120207	Exonération des primes d'intéressement à la reprise d'un emploi des titulaires de minima sociaux : 10 millions €
120306	Déduction forfaitaire minimale pour frais professionnels prévue pour les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an : 5 millions €
120307	Déduction des intérêts d'emprunt contractés par les salariés dans le cadre du rachat de leur entreprise : Non significatif.
120401	Abattement de 10 % sur le montant des pensions (y compris les pensions alimentaires) et des retraites : 2 360 millions €
120501	Régime spécial d'imposition des assistants maternels et des assistants familiaux régis par les articles L. 421-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles et par les articles L. 773-1 et suivants du code du travail : 140 millions €
120503	Application du régime fiscal des plus-values de cession de valeurs mobilières aux gains sur options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1er janvier 1990 : 50 millions €
120505	Imposition selon un quotient spécifique des sommes versées au titre de la reconstitution de carrière de certains fonctionnaires ayant servi en Afrique du Nord et des sommes versées aux anciens sociétaires du régime de retraite complémentaire institué par la mutuelle retraite de la fonction publique (CREF/Force Plus) : 2 millions €

**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
120506	Imposition au taux forfaitaire de 30% de l'avantage (« gain d'acquisition ») résultant de l'attribution d'actions gratuites.
120507	Étalement sur quatre ans de l'imposition de la fraction imposable des indemnités de départ volontaire en retraite ou de mise à la retraite : Non significatif.
130101	Exonération du revenu des logements loués à certaines personnes défavorisées.
130201	Déduction des dépenses de grosses réparations et d'amélioration : 1 000 millions €.
130202	Déduction forfaitaire sur les revenus des propriétés rurales.
130203	Déduction spécifique sur les revenus des logements loués sous conditions de loyer et de ressources du locataire : dispositif BESSON ancien : 50 millions €.
130204	Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 01/01/1999) : dispositif PERISSOL : 60 millions €.
130205	Déduction des dépenses de démolition et de reconstitution de toitures ou des murs extérieurs effectuées dans les zones franches urbaines.
130206	Déduction spécifique majorée sur les revenus des logements loués à des personnes modestes. Dispositif LIENEMANN : 5 millions €.
130207	Déduction des dépenses exposées dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager : dispositif MALRAUX : 50 millions €.
130208	Déduction dégressive sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale pour les investissements réalisés à compter du 3 avril 2003 : dispositif ROBIEN : 400 millions €.
130209	Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale ( sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 01/01/1999) pour les investissements réalisés jusqu'au 3 avril 2003 : Dispositif BESSON : 110 millions €.
130210	Déduction dégressive sur les revenus et déduction forfaitaire majorée sur les revenus de logements loués à des personnes modestes : dispositif ROBIEN social ou DAUBRESSE.
130211	Déduction sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale dans les zones de revitalisation rurale : dispositif ROBIEN ZRR : 5 millions €.
130212	Déduction supplémentaire égale à 10% des revenus tirés de la location de l'ancienne habitation principale en cas de mobilité professionnelle : 5 millions €.
130213	Déduction pour travaux de restauration et de gros entretien effectués sur certains espaces naturels (NATURA 2000, cœurs de parc nationaux, réserves naturelles, sites classés et espaces remarquables du littoral) : Coût Nul.
130214	Déduction spécifique sur les revenus des logements neufs à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire) : dispositif BORLOO populaire : 10 millions €.
130215	Déduction spécifique sur les revenus des logements donnés en location dans le cadre d'une convention ANAH sans travaux : Non significatif.
130216	Déduction spécifique sur les revenus des logements ayant donné lieu au paiement de la taxe sur les logements vacants l'année qui précède celle de la conclusion du bail (bail conclu entre le 01/01/2006 et le 31/12/2007) : 5 millions €.
140101	Exonération des intérêts et primes versés dans le cadre de l'épargne logement : 900 millions €.
140102	Exonération des intérêts des livrets A : 200 millions €.
140103	Exonération partielle des intérêts des livrets bleus : 10 millions €.
140104	Exonération des intérêts des CODEVI : 90 millions €.
140105	Exonération des intérêts des livrets d'épargne populaire : 70 millions €.
140106	Exonération des intérêts du livret jeune : 20 millions €.
140107	Exonération des lots d'obligations et primes de remboursement attachées à des emprunts négociables émis avant le 1er janvier 1992 : Non chiffré.
140109	Exonération des revenus provenant de l'épargne salariale (participation et plan d'épargne salariale) : 300 millions €.
140113	Exonération de retenue à la source pour les dividendes et autres produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement et par les sociétés immobilières de gestion : Non significatif.
140117	Exonération des dividendes et avoirs fiscaux (avant leur suppression) capitalisés sur un plan d'épargne en actions : 250 millions €.

**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
140119	Exonération ou imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie : 2 600 millions €.
140120	Exonération des produits attachés à certains contrats d'assurance investis en actions : Non chiffré.
140122	Exonération, sous certaines conditions, des revenus des parts de fonds communs de placement à risques (FCPR) et des produits distribués des sociétés de capital risque (SCR) : 10 millions €.
140123	Exonération des produits des plans d'épargne populaire : 400 millions €.
140124	Exonération des dividendes perçus par l'associé unique d'une société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR) : Non significatif.
140125	Exonération des intérêts des prêts familiaux : 3 millions €.
140201	Abattement sur certains revenus de capitaux mobiliers : 280 millions €.
140202	Abattement sur les produits imposables attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie d'une durée au moins égale à 8 ans : 25 millions €.
140203	Abattement de 50% puis de 40% à compter des revenus 2006 sur certains revenus distribués de sociétés françaises ou étrangères : 1 450 millions €.
140302	Prélèvement libératoire sur les produits de placements à revenu fixe : 500 millions €.
150114	Exonération des plus-values immobilières relatives aux deux premières cessions de l'habitation en France des personnes physiques, non résidentes en France, ressortissantes d'un Etat membre de la Communauté européenne : 15 millions €.
150117	Exonération des plus-values de cession réalisées par les titulaires de pensions de vieillesse ou de la carte d'invalidité dont les revenus n'excèdent pas certaines limites : 15 millions €.
150118	Exonération des plus-values immobilières réalisées à l'occasion des cessions d'immeubles au profit des organismes concourant au logement social : 10 millions €.
150403	Exonération de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité en cas de vente aux musées bénéficiaires de l'appellation "musée de France" ou aux services d'archives et bibliothèques de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une autre personne publique : Non significatif.
150405	Exonération de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité lors des cessions et des exportations réalisées par des non-résidents : 5 millions €.
150507	Modalité particulière d'imposition des plus-values résultant d'échanges de titres réalisés dans le cadre des lois de privatisation du 6 août 1986 et du 19 juillet 1993 : Non chiffré.
150512	Réduction de l'imposition forfaitaire au taux de 16% des plus-values réalisées dans les DOM-TOM par certains associés à l'occasion de la cession de droits sociaux : 2 millions €.
150514	Abattement spécial sur les plus-values réalisées lors de la cession d'un cheval de course ou de sport : 2 millions €.
150701	Exonération des gains réalisés lors des cessions à titre onéreux de titres acquis dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale (participation aux résultats de l'entreprise, plan d'épargne d'entreprise, actionnariat salarié régi par la loi du 27 décembre 1973) : 500 millions €.
150702	Exonération des gains réalisés lorsque le montant annuel des cessions ne dépasse pas un certain montant : 60 millions €.
150704	Exonération des gains retirés d'opérations de bourse effectuées par les clubs d'investissement durant leur existence. Création d'un régime simplifié d'imposition : Non chiffré.
150705	Exonération conditionnelle des gains réalisés par les fonds communs de placement dans le cadre de leur gestion : Non chiffré.
150706	Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession ou du rachat de parts de fonds communs de placement à risques sous certaines conditions : Non chiffré.
150707	Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières et des profits réalisés par les non-résidents sur les marchés à terme et d'options négociables, sur les bons d'option et sur les parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme : Non chiffré.
150708	Exonération des gains de cessions de valeurs mobilières réalisés dans le cadre d'un plan d'épargne en actions : 1 000 millions €.
150709	Exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de droits sociaux à l'intérieur d'un groupe familial : Non chiffré.
160201	Exonération des prix littéraires, artistiques et scientifiques : Non chiffré.
160203	Exonération dans la limite de 1 550 € des rémunérations perçues par l'ancien chef d'entreprise individuelle pour la formation du repreneur : 1 million €.

**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
160303	Déduction des dépenses exposées par les sportifs en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification pour leur insertion ou conversion professionnelle : Non chiffré.
180102	Exonération accordée sous certaines conditions, aux personnes louant ou sous-louant en meublé, une partie de leur habitation principale : Non chiffré.
180305	Imputation sur le revenu global, sur agrément, des déficits industriels et commerciaux non professionnels provenant de la location d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classé, situé dans les DOM, et ayant fait l'objet de travaux de rénovation ou de réhabilitation : 3 millions €.
190207	Taxation réduite des plus-values professionnelles à long terme et de certains produits de la propriété industrielle : 500 millions €.
240101	Exonération de contribution sur les revenus locatifs pour les loyers inférieurs à un certain plafond.
400101	Exonération des biens professionnels : Non chiffré.
400107	Exonération des placements financiers des personnes physiques qui n'ont pas en France de domicile fiscal : 75 millions €.
400108	Exonération partielle des bois et forêts et des parts d'intérêts détenues dans un groupement forestier, des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de GFA : 40 millions €.
400109	Exonération des objets d'antiquité, d'art ou de collection, des droits de propriété littéraire et artistique et des droits de propriété industrielle pour leur inventeur : Non chiffré.
400110	Exonération des titres reçus en contrepartie de la souscription au capital de certaines petites et moyennes entreprises : 2 millions €.
400111	Exonération partielle des parts ou actions de sociétés objets d'un engagement collectif de conservation : 55 millions €.
400112	Exonération partielle des titres détenus par les salariés et mandataires sociaux : 60 millions €.
400201	Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du déclarant : 20 millions €.
400301	Prise en compte des stocks de vins et d'alcools pour leur valeur comptable : Non chiffré.
410101	Exonération sous conditions des rémunérations versées par les particuliers aux salariés à domicile et aux assistantes maternelles : 30 millions €.
410111	Exonération d'une partie des primes de transport versées par les employeurs à leurs salariés : 1 million €.
510101	Exonération des mutations à titre gratuit ou onéreux portant sur des oeuvres d'art, livres, objets de collection ou documents de haute valeur artistique ou historique et agréés, dont le nouveau propriétaire fait don à l'Etat : Coût Nul.
520104	Exonération des mutations en faveur de certaines collectivités locales, de certains organismes ou établissements publics ou d'utilité publique : Non chiffré.
520105	Exonération des monuments historiques classés ou inscrits et des parts de SCI familiales détenant des biens de cette nature : Non chiffré.
520106	Exonération des indemnités versées ou dues aux transfusés, aux hémophiles, ainsi qu'aux personnes contaminées dans l'exercice de leur activité professionnelle par le virus d'immunodéficience humaine et aux personnes atteintes par la maladie de Creutzfeldt-Jakob ainsi qu'aux victimes de l'amiante : Non chiffré.
520108	Exonération de droits pour les successions des victimes d'opérations militaires ou d'actes de terrorisme : Non chiffré.
520109	Exonération partielle des bois et forêts et des parts d'intérêts détenues dans un groupement forestier, des biens ruraux loués par bail à long terme et des parts de GFA : 60 millions €.
520111	Exonération des dons et legs consentis à des associations d'utilité publique de protection de l'environnement et de la défense des animaux : Non significatif.
520112	Exonération temporaire des mutations par décès portant sur des immeubles et des droits immobiliers situés en Corse : 2 millions €.
520114	Abattement sur l'actif de succession du montant des dons effectués au profit de fondations, de certaines associations et de certains organismes reconnus d'utilité publique : Non significatif.
520115	Exonération totale des dons de sommes d'argent dans la limite de 30 000 € consentis au profit d'un enfant ou d'un petit enfant entre le 1er juin 2004 et le 31 décembre 2005.
520116	Exonération des successions des sapeurs-pompiers décédés en opération de secours : Non significatif.
520117	Exonération totale dans la limite de 30 000 euros des dons de sommes d'argent consentis entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2010 au profit d'un membre de la famille pour la création ou la reprise d'une entreprise : 5 millions €.



**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
520118	Transmission à titre gratuit des propriétés non bâties incluses dans les sites NATURA 2000, des cœurs de parc nationaux, des réserves naturelles, des sites classés ou des espaces remarquables du littoral : 2 millions €
520201	Abattement effectué sur l'actif taxable revenant à tout héritier, légataire ou donataire handicapé physique ou mental : 25 millions €
520203	Abattement sur les donations consenties au profit des petits-enfants : 55 millions €
520205	Déduction de la dépréciation des titres de sociétés non cotées ou d'actifs incorporels transmis par l'effet du décès du dirigeant ou de l'entrepreneur : Non significatif.
520206	Abattement applicable aux donations consenties au profit de neveux ou nièces : 10 millions €
520207	Abattement applicable aux donations réalisées en faveur des arrières petits enfants : 1 million €
520301	Réduction de droits en raison du nombre d'enfants du donataire ou de l'héritier : 40 millions €
520302	Réduction de droits en raison de la qualité du donataire ou de l'héritier (mutilé, etc.) : Non significatif.
520305	Réduction de droits pour les donations : 350 millions €
530101	Exonération des transferts de biens de toute nature opérés entre organismes HLM et sociétés de crédit immobilier ou leurs unions en matière de droit proportionnel : Non chiffré.
540101	Exonération des procurations et attestations notariées établies en vue du règlement d'une indivision successorale de biens immobiliers situés en Corse : Non significatif.
550101	Exonération du droit de 1 % des actes de partage de succession et des licitations de biens héréditaires à hauteur de la valeur des immeubles situés en Corse : Non significatif.
550102	Exonération du droit de 1 % sur les actes de partage des copropriétés : Non significatif.
550103	Exonération des droits d'enregistrement pour les actes portant changement de régime matrimonial : 5 millions €
580102	Suppression du prélèvement de 20% sur les capitaux décès lorsque le bénéficiaire est exonéré de droits de mutation à titre gratuit en cas de dons aux associations culturelles : Non significatif.
720101	Exonération des cessions de terrains par les collectivités locales aux offices publics d'HLM : Non significatif.
720104	Exonération des ventes portant sur les articles fabriqués par des groupements d'aveugles ou de travailleurs handicapés : Non chiffré.
720107	Exonération des services rendus aux personnes physiques par les associations agréées en application de l'article L. 129-1 du code du travail : 400 millions €
720202	Exonération de la fourniture d'eau dans les communes ou groupements de communes de moins de 3000 habitants, avec faculté de renoncer à l'exonération : 10 millions €
730203	Taux de 5,5 % pour les ventes portant sur certains appareillages, ascenseurs et équipements spéciaux pour les handicapés : 320 millions €
730204	Taux de 5,5 % applicable aux terrains à bâtir achetés par des organismes d'HLM ou des personnes bénéficiaires de prêts spécifiques pour la construction de logements sociaux à usage locatif : 50 millions €
730207	Taux de 5,5 % pour les recettes provenant de la fourniture des repas par les cantines d'entreprises ou d'administrations, ainsi que pour les repas livrés par des fournisseurs extérieurs aux cantines, scolaires et universitaires notamment, qui restent exonérées de TVA : 780 millions €
730208	Taux de 5,5 % pour les prestations de soins dispensées par les établissements thermaux autorisés : 50 millions €
730209	Taux de 5,5 % applicable aux prestations réalisées par les avocats et les avoués dans le cadre de l'aide juridictionnelle : 50 millions €
730210	Taux de 5,5 % pour les livraisons à soi-même d'opérations de construction de logements sociaux à usage locatif ou destinés à la location-accession ; pour les livraisons à soi-même de travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien de logements sociaux à usage locatif ; pour la vente de logements sociaux neufs à usage locatif ou destinés à la location-accession, les apports des immeubles sociaux neufs aux sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété : 840 millions €
730214	Taux de 5,5 % pour les services d'aide à la personne fournis par les entreprises agréées en application de l'article L. 129-1 du code du travail : 25 millions €
730216	Taux de 5,5 % applicable aux logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine : 300 millions €
730302	Taux de 2,10 % applicable aux ventes d'animaux de boucherie et de charcuterie à des personnes non assujetties à la TVA : 5 millions €

**Bénéficiaires :****Ménages**

Numéro de la mesure	Mesure et évaluation pour 2007
730303	Taux de 2,10 % applicable aux médicaments remboursables ou soumis à autorisation temporaire d'utilisation et aux produits sanguins : 1 130 millions €.
800105	Exonération du gaz naturel utilisé pour le chauffage des immeubles à usage principal d'habitation.



## Les résultats du contrôle fiscal



## Les résultats du contrôle fiscal

---

L'article 66 de la loi de finances pour 1976 prévoit que les résultats du contrôle fiscal seront publiés en annexe du fascicule des voies et moyens.

Comme les années précédentes, le bilan de l'action menée par les services en 2005 en matière de lutte contre la fraude fiscale est donné dans le présent document. Il traite successivement :

- ◆ des résultats des opérations de contrôle ;
- ◆ du recouvrement des impositions émises ;
- ◆ des poursuites pénales ;
- ◆ des plaintes pour escroquerie fiscale ;
- ◆ des procédures d'opposition à fonction.

## I. Résultats des opérations de contrôle.

Le tableau ci-après fait apparaître les résultats obtenus en matière de contrôle fiscal depuis 2001.

Il est précisé que :

- ◆ les renseignements du cadre A proviennent de documents établis par les vérificateurs à l'issue des opérations de contrôle sur place terminées au cours d'une année donnée ;
- ◆ les éléments du cadre B correspondent aux droits supplémentaires mis en recouvrement pendant l'année considérée à la suite du contrôle sur pièces des déclarations.

### 1. Résultats du contrôle fiscal en droits nets

(Nombres en unités et montants en millions d'euros)						
	2001	2002	2003	2004	2005	% Evolution 2005/2004
<b>A. Contrôle sur place</b>						
<b>I. Vérification de comptabilité :</b>						
a. Nombre d'opérations :						
- vérifications générales	1	39 586	36 095	37 710	39 489	4,7%
dont vérifications-diagnostic arrêtées	1bis	3 657	4 768	4 837	4 194	-8,8%
- vérifications simples et ponctuelles	2	5 773	9 344	10 108	7 778	-14,9%
Total	3	45 359	45 439	46 852	47 267	0,9%
b. Résultats :						
1 Droits simples rappelés :						
Impôts directs :						
- impôt sur les sociétés <sup>1</sup>	4	2 870	3 011	2 517	2 693	7,0%
- impôt sur le revenu <sup>1</sup>	5	393	438	386	430	11,4%
- autres impôts	6	338	334	269	350	-18,2%
Taxes sur le chiffre d'affaires	7	2 044	2 005	2 492	2 223	-2,8%
Impôts locaux	8	515	500	576	504	-12,5%
Droits d'enregistrement	9	99	136	155	132	-12,0%
Total des droits simples	10	6 259	6 425	6 343	6 332	-0,2%
2 Pénalités appliquées (tous impôts)	11	2 334	2 432	2 650	2 690	1,5%
<b>II. Examen contradictoire de l'ensemble de la situation fiscale personnelle (ESFP) :</b>						
a. Nombre d'opérations	12	5 146	4 932	5 112	4 959	-3,0%
b. Résultats :						
1 Droits simples rappelés	13	510	530	595	524	-11,9%
2 Pénalités appliquées (tous impôts)	14	273	297	326	257	-21,2%
<b>Récapitulation des résultats du contrôle sur place :</b>						
- Nombre d'opérations (ligne 3 + ligne 12)	15	50 505	50 371	51 242	52 226	0,5%
- Droits simples rappelés (ligne 10 + ligne 13)	16	6769	6954	7078	6 856	-1,2%
- Pénalités (ligne 11 + ligne 14)	17	2607	2729	2844	2 976	-1,0%
<b>B. Contrôle sur pièces</b>						
a) <b>Nombre</b>						
Articles d'impôt sur les sociétés		114 759	114 030	117 099	94 233	-20,4%
Articles d'impôt sur le revenu		1 069 888	903 540	934 991	1 352 580	26,7%
Redevables rectifiés en taxes sur le chiffre d'affaires		99 232	104 616	93 219	85 139	-6,4%
b) <b>Droits simples rappelés</b>						
I. Impôt sur les sociétés	18	377	410	372	327	-12,1%
II. Impôt sur le revenu	19	1 428	1 287	1 325	1 596	9,1%
III. Taxes sur le chiffre d'affaires	20	665	702	649	579	-7,2%
III. bis. Demandes de remboursement de crédits rejetées		1 259	1 026	1 009	773	-5,3%
IV. Droits d'enregistrement	21	936	1 028	1 122	1 566	21,4%
V. Impôts divers <sup>2</sup>	22	8	6	5	88	nd
VI. Impôt de solidarité sur la fortune <sup>3</sup>	23	81	64	68	198	nd
c) <b>Pénalités appliquées (tous impôts)</b>		573	584	535	537	1,1%
<b>Récapitulation des résultats du contrôle sur pièces (droits simples lignes 18 à 23)</b>	24	4 754	4 523	4 602	5 127	10,3%
<b>Récapitulation des résultats du contrôle sur place et sur pièces (droits simples lignes 16 + 24) :</b>	25	11 523	11 477	11 680	11 983	3,4%
<b>Indice d'évolution en euros constants (base 100 en 2001)</b>	26	100,0	99,6	101,4	104,6	

(1) Les chiffres indiqués sont nets pour l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des réductions de déficits.

(2) Contrôle sur pièces de TVA immobilière et prélèvement sur les profits immobiliers, et plus-values immobilières à compter de 2005.

(3) Y compris la relance des défaillants à compter de 2005

Le contrôle fiscal continue de progresser dans l'orientation de qualité définie par le contrat de performance de la direction générale des impôts. Les finalités de la politique du contrôle fiscal sont bien intégrées : la finalité dissuasive, pour couvrir de manière proportionnée aux enjeux les différentes catégories de contribuables, la finalité budgétaire, pour collecter au profit du budget de l'Etat et des collectivités locales les impôts et taxes éludés, et la finalité répressive, pour sanctionner sévèrement les comportements les plus frauduleux.

Les résultats de 2005 montrent que la direction générale des impôts a conforté sa présence exprimée en nombre d'opérations tout en intensifiant son action vers des opérations présentant un contenu frauduleux plus important.

## 2. Le contrôle externe

---

- Le mode de pilotage des opérations de contrôle

Depuis 2002, les équipes chargées des contrôles et les directions s'engagent sur un objectif collectif annuel, exprimé en nombre d'opérations à réaliser. Cette démarche est adaptée au tissu fiscal local et à la difficulté relative des contrôles effectués. Les objectifs des directions chargées du contrôle externe ont été réalisés en 2005 à hauteur de 100,7 % après un taux de réalisation de 100,9 % atteint en 2004.

La direction générale des impôts conforte ainsi sa présence, en réalisant 52 226 opérations de contrôle externe après 51 964 opérations en 2004 et 51 242 opérations en 2003.

- Une meilleure acceptation des contrôles par les contribuables

Les mesures contenues dans la « Charte du Contribuable », destinées à améliorer les relations avec le contribuable en lui apportant plus de sécurité juridique et en prenant mieux en compte sa bonne foi, ont été mises en place progressivement au cours de l'année 2005. Parmi les plus significatives, on peut citer :

- la régularisation en cours de contrôle : elle permet au contribuable de bonne foi de s'acquitter des rappels immédiatement et de bénéficier d'un taux d'intérêt de retard réduit (1021 régularisations ont été établies pour 50 millions d'euros) ;
- l'élargissement du champ de compétence des commissions départementales (toute question de fait peut désormais être examinée même si elle est liée à une question de droit) : le rôle de ces organismes dans le règlement précoce des litiges est affirmé et permet d'éviter les contentieux inutiles ;
- la possibilité pour les entreprises de demander à l'administration de s'engager explicitement sur un point examiné lors du contrôle, n'ayant pas donné lieu à rectification : ce dispositif permet de sécuriser leur situation fiscale pour l'avenir ;
- le contrôle sur demande des entreprises : destinée à aider les petites entreprises à bien appliquer les textes fiscaux et à prévenir des difficultés en matière fiscale, et en particulier les plus jeunes d'entre elles, cette mesure a été peu sollicitée par les contribuables
- la durée des contrôles sur place est limitée pour presque toutes les entreprises à 9 mois, sans que cette limitation ne soit préjudiciable à la qualité du contrôle. Cet objectif est quasiment atteint en 2005 ;
- l'accord préalable sur les prix de transfert : les entreprises peuvent sécuriser leur politique de prix avec leurs filiales étrangères par un dispositif d'accord préalable entre les administrations concernées (20 dossiers ont été signés et 30 sont en cours d'instruction). Les PME bénéficient d'un dispositif allégé.

- Une réactivité renforcée

La nécessaire réactivité implique de diversifier davantage les modes d'intervention avec un réglage de la durée du contrôle en fonction des enjeux. Un contrôle peut ainsi couvrir tous les impôts et toute la période d'activité non prescrite ou au contraire ne concerner qu'une année ou un seul impôt.

Après avoir nettement progressé, la part des contrôles ciblés représente désormais le quart des opérations réalisées (24 % en 2005).

Ces types d'intervention plus rapides s'inscrivent dans la démarche d'allègement des contraintes pour les contribuables vérifiés, tout en renforçant la réactivité face aux contribuables les moins vertueux. La conséquence est une diminution de la durée moyenne des contrôles (tous types de contrôle confondus), qui est passée de 255 jours en 2001 à 232 jours en 2005.

- Une poursuite de la lutte contre les fraudes les plus graves

La DGI s'est engagée dans son contrat de performance à accroître la proportion des opérations réalisées sur des affaires au fort contenu frauduleux. Cette proportion a connu une augmentation sur la période du contrat, passant de 16,4 % fin 2002 à 21,4 % fin 2005, grâce à une organisation et des méthodes de travail permettant d'être plus efficace dans la détection des circuits frauduleux et la lutte contre l'économie souterraine.

## P.L.F. 2007

L'action de plus en plus marquée de la DGI sur ce terrain se traduit également par une hausse sur plusieurs années du taux de sanctions fiscales après contrôle (ratio pénalités/droits rappelés). Ce taux, qui était de 39,1 % fin 2002, s'est stabilisé à 43 % en 2004 et 2005.

- Un maintien de l'orientation vers les enjeux budgétaires les plus importants

Les droits nets sont en léger retrait par rapport à 2004 mais restent globalement stables depuis 2001 : 6,86 milliards d'euros en 2005 contre 6,94 milliards d'euros en 2004, 7,08 milliards d'euros en 2003 et 7,00 milliards d'euros en 2001.

La répartition des résultats entre les différents impôts sur 2005, traduit le maintien d'une forte présence sur la fraude à la TVA, malgré une évolution à la baisse (- 3 %), avec une part dans les rappels qui s'élève à 33%. Les rappels d'impôt sur les sociétés sont en augmentation (+ 7 %), après le repli constaté en 2004, tout comme les droits d'enregistrement (+ 5%) tandis que l'impôt sur le revenu (- 4 %) et les impôts locaux (- 12 %) sont en retrait par rapport à l'année précédente.

Plus du tiers des rappels effectués provient de la vérification de grandes entreprises (chiffre d'affaires supérieur à 152,4 millions d'euros). C'est ce qui explique également que l'impôt sur les sociétés, malgré son léger recul, reste l'impôt prédominant dans les résultats, avec 39 % des rappels, représentant plus de trois fois la part de l'impôt sur le revenu.

Les pénalités sont stables (- 1 %). La somme des droits et pénalités fléchit par conséquent légèrement atteignant 9,8 milliards d'euros.

- Des résultats financiers concentrés sur les directions spécialisées dans le contrôle fiscal

La part des directions nationales, qui contrôlent les grandes entreprises et les contribuables disposant de revenus et/ou d'un patrimoine importants, et des DIRCOFI, qui contrôlent les entreprises de taille intermédiaire, est prépondérante dans les résultats. Ainsi, en 2005, ces directions réalisaient 34 % des opérations de contrôle, pour 74 % des droits nets rappelés.

Le tableau suivant présente la répartition des rappels d'impôts de 2005 en fonction de l'importance du rappel et de la direction de contrôle (montants en milliers d'euros).

Par tranche de rappels (droits nets)	Directions des services fiscaux		DIRCOFI		Directions nationales		Total	
	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant
Impôt sur le revenu :								
♦ Inférieur à zéro <sup>(1)</sup>		-1 103		-586		-34		-1 721
♦ De 0 € à 1 500 €		1 300		342		12		1 654
♦ De 1 500 € à 7 500 €		14 666		3 603		224		18 493
♦ De 7 500 € à 30 000 €		73 112		16 348		1 240		90 699
♦ De 30 000 € à 75 000 €		105 285		24 461		3 781		133 528
♦ Supérieur à 75 000 €		283 703		155 931		148 900		588 533
Total		476 964		200 100		154 123		831 186
Impôt sur les sociétés :								
♦ Inférieur à zéro <sup>(1)</sup>		-2 435		-15 749		-9 723		-27 906
♦ De 0 € à 7 500 €		10 900		6 056		121		17 077
♦ De 7 500 € à 30 000 €		41 195		32 030		1 251		74 476
♦ De 30 000 € à 75 000 €		63 540		57 294		4 548		125 381
♦ De 75 000 € à 150 000 €		60 094		65 142		9 427		134 663
♦ Supérieur à 150 000 €		118 132		432 319		1 821 275		2 371 726
Total		291 427		577 092		1 826 898		2 695 417
Taxe sur la valeur ajoutée :								
♦ Inférieur à zéro <sup>(1)</sup>		-718		-456		-12		-1 186
♦ De 0 € à 7 500 €		20 424		7 099		403		27 925
♦ De 7 500 € à 30 000 €		138 246		43 826		1 948		184 019
♦ De 30 000 € à 75 000 €		200 333		87 844		3 578		291 755
♦ De 75 000 € à 100 000 €		62 633		37 008		3 010		102 652
♦ Supérieur à 100 000 €		402 859		654 542		567 889		1 625 290
Total		823 776		829 863		576 816		2 230 454
Total <sup>(2)</sup> :								
♦ Inférieur à zéro <sup>(1)</sup>	112	-554	33	-1 309	17	-2 708	162	-4 571
♦ De 0 € à 7 500 €	10 820	21 851	3 785	5 875	557	482	15 162	28 209
♦ De 7 500 € à 30 000 €	10 574	182 361	3 422	60 607	159	2 603	14 155	245 572
♦ De 30 000 € à 75 000 €	7 325	348 197	3 405	168 505	214	10 868	10 944	527 569
♦ De 75 000 € à 150 000 €	3 095	322 808	2 260	241 012	207	22 946	5 562	586 766
♦ Supérieur à 150 000 €	2 361	893 346	2 888	1 638 479	992	2 940 853	6 241	5 472 678
Total	34 287	1 768 009	15 793	2 113 169	2 146	2 975 045	52 226	6 856 222

(1) Dégrèvements, résultant pour leur plus grosse part de compensation entre l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés.

(2) Il s'agit du total tous impôts confondus, y compris les impositions directes locales, les droits d'enregistrement et les autres impôts.

### 3. Le contrôle sur pièces

---

Comme pour le contrôle fiscal externe, le contrôle sur pièces poursuit une politique de sélectivité accrue des dossiers à contrôler. L'objectif n'est pas nécessairement de réaliser plus de rappels, mais plutôt de mieux détecter les dossiers présentant des enjeux importants et de régulariser rapidement et sans sanction les déclarations déposées par les contribuables de bonne foi.

#### ❖ Impôt sur le revenu

Dans son contrat de performance 2003/2005, la DGI s'est engagée à renforcer davantage sa présence sur les contribuables présentant les enjeux les plus importants, avec un objectif de contrôler en 3 ans l'intégralité des dossiers de contribuables percevant des revenus annuels supérieurs à 150 000 euros. Cet objectif a été atteint.

Les résultats d'ensemble de l'année 2005 se caractérisent par une augmentation sensible du nombre d'articles redressés (+ 26,7 %) et un surcroît de rentrée budgétaire (+ 9 % de droits rappelés globalement). Ces évolutions s'expliquent en grande partie par la mise en oeuvre pour la première année de la relance amiable qui provoque une anticipation d'une partie de l'activité de contrôle. Cette mesure favorable au contribuable a pour corollaire un niveau moindre de pénalités du fait du maintien de l'abattement de 20 % et qu'il n'y a pas application de l'intérêt de retard (baisse des pénalités de 4,9 % entre 2004 et 2005).

#### ❖ Impôts professionnels

Pour les impôts professionnels, l'objectif est de combiner amélioration de l'assiette de l'impôt avant contrôle et recentrage du contrôle sur les enjeux importants. Dans ce contexte, le contrôle de la TVA est en baisse, à la fois en termes de nombre de rectifications (- 6,4 %) et de droits rappelés (- 7,2 %) tiré par une baisse de l'activité de la taxation suite à relance qui représente près des 2/3 des droits rappelés.

En matière d'activité de contrôle sur l'impôt sur les sociétés, la comparaison en nombre d'articles avec 2004 n'est pas pertinente dès lors que les modalités de comptabilisation ont changé fin 2004 avec le transfert du recouvrement de cet impôt à la DGI. Les droits sont cependant en baisse (- 12,1 %), et les pénalités en hausse (+ 3,6 %).

#### ❖ Fiscalité immobilière

Les résultats sont en progression : le volume d'activité augmente de 15 % et les droits rappelés de 11 % pour le contrôle, et de 17 % pour la relance des défallants.

Deux évolutions sont constatées : le contrôle des plus values immobilières accuse une baisse importante liée à la réforme du régime des plus-values (LFI 2005) et la relance des défallants en matière d'ISF est en nette progression.

Confirmant la tendance régulièrement observée, le contrôle des successions et de l'ISF représente près des trois quart du nombre des rappels et génère plus de 85 % du montant des droits. Ces résultats proviennent pour une large part de la relance effectuée pour faire déposer les déclarations de succession.

#### 4. Résultats du contrôle fiscal par compétence territoriale des services fiscaux

Le contrôle fiscal externe est organisé depuis 2000 par interrégions, dans lesquelles les contrôles sont assurés par les Directions des services fiscaux et les DIRCOFI (directions interrégionales de contrôle fiscal), dans le cadre des plans interrégionaux de contrôle fiscal. Les tableaux ci-après présentent les résultats par interrégion.

(Nombres en unités et montants en millions d'euros)						
INTERRÉGION	SUD OUEST	NORD	RHÔNE-ALPES BOURGOGNE	SUD EST RÉUNION	EST	
<b>I. Vérification de comptabilité :</b>						
<b>a. Nombre d'opérations :</b>						
vérifications générales	1	2611	3497	4323	3512	3207
dont vérifications-diagnostics arrêtées	1bis	291	272	287	460	279
vérifications simples et ponctuelles	2	669	821	1019	702	695
Total	3	3280	4318	5342	4214	3902
<b>b. Résultats :</b>						
1 Droits simples rappelés :						
Impôts directs :						
- impôt sur les sociétés (1)	4	39	54	66	84	56
- impôt sur le revenu (1)	5	27	30	42	54	29
- autres impôts	6	18	24	19	14	14
Taxes sur le chiffre d'affaires	7	105	149	116	146	133
Impôts locaux	8	24	47	29	19	35
Droits d'enregistrement	9	1	3	3	12	3
Total des droits simples	10	214	306	275	329	269
2 Pénalités appliquées (tous impôts)	11	70	110	115	168	103
<b>II. Examen contradictoire de l'ensemble de La situation fiscale personnelle (ESFP) :</b>						
a. Nombre d'opérations	12	278	359	495	683	264
<b>b. Résultats :</b>						
1 Droits simples rappelés	13	17	26	28	55	14
2 Pénalités appliquées (tous impôts)	14	11	18	15	28	9
<b>Récapitulation des résultats du contrôle sur place :</b>						
- Nombre d'opérations (ligne 3 + ligne 12)	15	3558	4677	5837	4897	4166
- Droits simples rappelés (ligne 10 + ligne 13)	16	232	332	303	384	283
- Pénalités (ligne 11 + ligne 14)	17	81	128	130	196	111

(Nombres en unités et montants en millions d'euros)						
INTERRÉGION	CENTRE ANTILLES GUYANE	ÎLE DE FRANCE	OUEST	SUD PYRÉNÉES	BRIG. VERIF. NATIONALES	
<b>I. Vérification de comptabilité :</b>						
<b>a. Nombre d'opérations :</b>						
vérifications générales	1	1911	12814	3604	2665	1345
dont vérifications-diagnostics arrêtées	1bis	181	1873	304	247	0
vérifications simples et ponctuelles	2	438	1347	1049	632	406
Total	3	2349	14161	4653	3297	1751
<b>b. Résultats :</b>						
1 Droits simples rappelés :						
Impôts directs :						
- impôt sur les sociétés (1)	4	33	432	65	39	1825
- impôt sur le revenu (1)	5	20	148	26	25	30
- autres impôts	6	11	99	13	10	129
Taxes sur le chiffre d'affaires	7	67	690	142	98	577
Impôts locaux	8	22	77	48	24	179
Droits d'enregistrement	9	2	47	3	3	55
Total des droits simples	10	155	1493	298	198	2795
2 Pénalités appliquées (tous impôts)	11	55	946	103	83	937
<b>II. Examen contradictoire de l'ensemble de La situation fiscale personnelle (ESFP) :</b>						
a. Nombre d'opérations	12	210	1703	258	314	395
<b>b. Résultats :</b>						
1 Droits simples rappelés	13	12	148	19	25	180
2 Pénalités appliquées (tous impôts)	14	7	82	9	14	65
<b>Récapitulation des résultats du contrôle sur place :</b>						
- Nombre d'opérations (ligne 3 + ligne 12)	15	2559	15864	4911	3611	2146
- Droits simples rappelés (ligne 10 + ligne 13)	16	167	1641	317	223	2975
- Pénalités (ligne 11 + ligne 14)	17	61	1028	113	97	1001

(1) Les chiffres indiqués sont nets pour l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des réductions de déficits.



**5. Résultats du contrôle fiscal par compétence départementale des services fiscaux (départements de plus de 1 million d'habitants)**


---

Département	Nombre d'opérations (V.G. et E.S.F.P)	Total des droits nets (en millions d'euros)	Total des pénalités (en millions d'euros)
ALPES-MARITIMES	974	56	41
BOUCHES DU RHÔNE	1135	67	41
HAUTE-GARONNE	520	27	16
GIRONDE	664	25	10
ISÈRE	577	25	12
LOIRE-ATLANTIQUE	533	23	10
MOSELLE	375	16	20
NORD	1009	60	26
PAS-DE-CALAIS	520	29	13
BAS-RHIN	532	21	11
RHÔNE	960	39	26
PARIS	5120	361	253
SEINE-MARITIME	538	24	8
SEINE-ET-MARNE	733	41	19
YVELINES	930	53	39
ESSONNE	763	45	25
HAUTS-DE-SEINE	1565	99	51
SEINE-SAINT-DENIS	785	54	47
VAL-DE-MARNE	1005	59	38
VAL-D'OISE	679	32	29

## II. Recouvrement des impositions de contrôle fiscal sur place.

### A. Indicateur commun Direction générale des impôts / Direction générale de la comptabilité publique de recouvrement sur contrôle sur place

Sont présentées les situations du recouvrement sur contrôle fiscal sur place émis au cours des trois dernières années. Les tableaux suivants restituent les taux de recouvrement au 31 décembre 2005 des impôts<sup>1</sup> recouvrés par les deux directions au titre du contrôle sur place (droits et pénalités d'assiette).

Pour l'année de prise en charge 2003, le taux commun correspond au rapport du recouvrement effectif sur les prises en charge hors entreprises en procédures collectives.

La situation des années de prise en charge 2004 et 2005 est examinée dans le cadre du nouveau contrat pluriannuel de performance 2006-2008 : le taux est désormais calculé en rapportant les recouvrements effectifs aux prises en charge totales.

(Montants en millions €)

Année de prise en charge	Sommes prises en charge IR, IS, TVA/autres impôts DGI	Montant des procédures collectives	Prises en charge semi-nettes (col.2 – col.3)	Recouvrement effectif IR, IS, TVA/autres impôts DGI	Taux commun de recouvrement (col. 5 / col. 4) x 100
1	2	3	4	5	6
2003	7 731	1 596	6 135	3 272	53,33 % *

\* Le taux semi-net correspond à un taux brut commun de 42,89 %.

Année de prise en charge	Sommes prises en charge IR, IS, TVA/autres impôts DGI	Recouvrement effectif IR, IS, TVA/autres impôts DGI	Taux commun de recouvrement (col. 5 / col. 2) x 100
1	2	5	6
2004	8 990	3 493	38,85 %
2005	7 943	2 778	34,98 %

<sup>1</sup> DGCP : impôt sur le revenu, et impôt sur les sociétés (hors entreprises relevant de la DGE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002) jusqu'en novembre 2004 (date du transfert à la DGI)

DGI : TVA et autres impôts (droits d'enregistrement, ...)

## B. Impôts directs dont le recouvrement incombe à la Direction générale de la comptabilité publique

### Ensemble des émissions effectuées au cours des années antérieures (2001-2003) Evolution 2004-2005.

	Impôt sur le revenu		Impôt sur les sociétés		Total	
	Situation au 31/12/04	Situation au 31/12/05	Situation au 31/12/04	Situation au 31/12/05	Situation au 31/12/04	Situation au 31/12/05
A. Prises en charge (en millions €)						
♦ Emissions	3 922	3 922	7 014	7 014	10 936	10 936
♦ Majorations et frais de poursuites	296	296	405	405	701	701
<b>Total A</b>	<b>4 218</b>	<b>4 218</b>	<b>7 419</b>	<b>7 419</b>	<b>11 637</b>	<b>11 637</b>
B. Fraction des prises en charge dont le recouvrement est légalement suspendu :						
♦ en %	33,07	28,78	20,16	14,96	24,84	19 97
♦ en montant (en millions €)	1 395	1 214	1 496	1 110	2 891	2 324
<b>Total B</b>						
C. Apurement (en millions €) :						
♦ Paiements effectifs	1 151	1 215	3 252	3 332	4 403	4 547
♦ Dégrèvements et admissions en non-valeur	895	1 249	2 218	2 740	3 113	3 989
<b>Total C</b>	<b>2 046</b>	<b>2 464</b>	<b>5 470</b>	<b>6 072</b>	<b>7 516</b>	<b>8 536</b>
D. Restes à recouvrer (en millions €)	2 172	1 754	1 949	1 347	4 121	3 101
E. Taux de recouvrement brut (C/A) [%]...	48,51	58,42	73,73	81,84	64,59	73,35
F. Taux de recouvrement net des prises en charge dont le recouvrement n'est pas légalement suspendu C/(A-B) [%]	72,48	82,02	92,35	96,24	85,94	91,66

### Taux de recouvrement constatés au 31 décembre 2005 sur les années 2001 à 2003.

Au cours de l'année 2005, le taux de recouvrement brut sur les émissions des années antérieures (2001 à 2003) a progressé par rapport à l'année 2004 :

- ♦ de **9,91** points pour l'impôt sur le revenu (58,42 % contre 48,51 %) ,
- ♦ de **8,11** points pour l'impôt sur les sociétés (81,84 % contre 73,73 %) ,
- ♦ de **8,77** points globalement (73,35 % contre 64,59 %).

## P.L.F. 2007

Le taux de recouvrement net des suspensions légales de poursuite, sur les mêmes émissions, a augmenté par rapport à 2004 :

- ◆ de **9,55** points pour l'impôt sur le revenu (82,02 % contre 72,48 %),
- ◆ de **3,89** point pour l'impôt sur les sociétés (96,24 % contre 92,35 %),
- ◆ de **5,72** points globalement (91,66 % contre 85,94 %)

Le montant des paiements effectifs au 31 décembre 2005 progresse de **144 M€** par rapport à celui observé au 31 décembre 2004.

#### Réclamations suspensives de paiement, redressements et liquidations judiciaires.

La fraction des émissions en suspension légale de poursuites représente environ au 31 décembre 2005 :

- ◆ **29 %** des prises en charge pour l'impôt sur le revenu ;
- ◆ **15 %** pour l'impôt sur les sociétés.

Ces impositions pour lesquelles le recouvrement est légalement suspendu s'élèvent à **2 324 M€** et représentent près de **75 %** du total des restes à recouvrer.

#### Situation des restes à recouvrer sur les émissions de 2001 à 2003 au 31 décembre 2005 :

	Impôt sur le revenu		Impôt sur les sociétés		Total	
	% articles	% montant	% articles	% montant	% articles	% montant
A. Cotes émises :	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
B. Cotes entièrement soldées	79,95	58,42	86,93	81,84	83,46	73,35
C. Cotes restant à solder	20,05	41,58	13,07	18,16	16,54	26,65
◆ Réclamations suspensives	42,95	64,71	39,29	54,12	41,50	60,11
◆ Productions aux redressements et liquidations judiciaires	5,95	4,45	30,10	28,29	15,54	14,80
◆ Admissions en non-valeur	1,82	1,60	1,66	1,04	1,75	1,35
◆ Dégrèvements en instance	0,60	0,29	0,49	0,37	0,56	0,32
◆ Moratoires imposés	0,84	0,74	0,56	0,45	0,73	0,61
◆ Poursuites et délais en cours	47,84	28,22	27,90	15,74	39,92	22,80

Le poids des restes à recouvrer dans les émissions est plus important en montant qu'en nombre :

- ◆ pour l'impôt sur le revenu **41,5 %** des cotes, en montant, restent à recouvrer, ce qui représente **20 %** du nombre des émissions ;
- ◆ pour l'impôt sur les sociétés **18 %** des cotes, en montant, restent à recouvrer ce qui représente **13 %** du nombre des émissions.

### Les émissions effectuées au cours des années 2004 et 2005.

#### Les émissions de 2004

	Impôt sur le revenu		Impôt sur les sociétés		Total	
	Situation au 31/12/04	Situation au 31/12/05	Situation au 31/12/04	Situation au 31/12/05	Situation au 31/12/04	Situation au 31/12/05
A. Prises en charge (en millions €)						
♦ Emissions	1 457	1 457	1 528	1 528	2 985	2 985
♦ Majorations et frais de poursuites	87	97	101	106	188	203
<b>Total A</b>	<b>1 544</b>	<b>1 554</b>	<b>1 629</b>	<b>1 634</b>	<b>3 173</b>	<b>3 188</b>
B. Fraction des prises en charge dont le recouvrement est légalement suspendu :						
♦ en %	23,70	35,59	37,63	30,60	30,85	33,03
♦ en montant (en millions €)	366	553	613	500	979	1 053
<b>Total B</b>	<b>366</b>	<b>553</b>	<b>613</b>	<b>500</b>	<b>979</b>	<b>1 053</b>
C. Apurement (en millions €) :						
♦ Paiements effectifs (C1)	186	309	365	423	551	732
♦ Dégrèvements et admissions en non-valeur	100	457	141	571	241	1 028
<i>dont dégrèvements (C2)</i>	75	169	85	246	160	415
<b>Total C</b>	<b>286</b>	<b>766</b>	<b>506</b>	<b>994</b>	<b>792</b>	<b>1 760</b>
D. Taux de recouvrement brut (C/A) [%]...	18,52	49,29	31,06	60,83	24,96	55,21
E. Taux de recouvrement effectif C1/(A-C2) (rapport entre les paiements effectifs et les prises en charge nettes des dégrèvements) [%]	12,66	22,31	23,64	30,48	18,29	26,40
F. Taux de recouvrement net des prises en charge dont le recouvrement n'est pas légalement suspendu C/(A-B) [%]	24,28	76,52	49,80	87,65	36,10	82,44

**P.L.F. 2007**

Le taux brut, apprécié au 31/12/N+1, a globalement augmenté de **30,25** points par rapport au 31/12/N : **+ 30,77** points pour l'impôt sur le revenu et **+ 29,77** points pour l'impôt sur les sociétés.

Le taux de recouvrement effectif a globalement augmenté de **8,11** points entre le 31/12/N et le 31/12/N+1 : **+ 9,65** points pour l'impôt sur le revenu et **+ 6,84** points pour l'impôt sur les sociétés.

Le taux net des suspensions légales de poursuite, apprécié au 31/12/N+1, a globalement augmenté de **46,34** points par rapport au 31/12/N : **+ 52,25** points pour l'impôt sur le revenu et **+ 37,85** points pour l'impôt sur les sociétés.

La proportion du montant des suspensions légales de poursuites représente **33 %** des prises en charge globales, soit **35,6 %** des émissions d'impôt sur le revenu et **30,6 %** des émissions d'impôt sur les sociétés.

## Les émissions de 2005.

	Situation au 31/12/05		Total	
	Impôt sur le revenu *	Autres impôts d'Etat **	Montant	En %
A. Prises en charge (en millions €)				
♦ Emissions	1 391	155	1 546	
♦ Majorations et frais de poursuites	78	4	82	
<b>Total A</b>	<b>1 469</b>	<b>159</b>	<b>1 628</b>	
B. Fraction des prises en charge dont le recouvrement est légalement suspendu :				
♦ en %	21,51	9,43		20,33
♦ en montant (en millions €)	316	15	331	
<b>Total B</b>	<b>316</b>	<b>15</b>	<b>331</b>	
C. Apurement (en millions €) :				
♦ Paiements effectifs (C1)	208	88	296	80,65
♦ Dégrèvements et admissions en non-valeur	59	12	71	19,35
<i>dont dégrèvements (C2)</i>	39	12	51	
<b>Total C</b>	<b>267</b>	<b>100</b>	<b>367</b>	<b>100,00</b>
D. Taux de recouvrement brut (C/A) [%]...	18,18	62,89		22,54
E. Taux de recouvrement effectif C1/(A-C2) (rapport entre les paiements effectifs et les prises en charge nettes des dégrèvements) [%]	14,55	59,86		18,77
F. Taux de recouvrement net des prises en charge dont le recouvrement n'est pas légalement suspendu C/(A-B) [%]	23,16	69,44		28,30

\* y compris les contributions sociales.

\*\* y compris des émissions résiduelles d'impôt sur les sociétés, les matrices 1552 (droits et amendes divers) mais hors taxe sur les locaux à usage de bureau.

**P.L.F. 2007**

Les prises en charge d'impôt sur le revenu, en 2005, ont diminué par rapport à celles de 2004 : 1 391 M€ contre 1 457 M€, soit une baisse de **4,5 %** environ.

Les taux de recouvrement ont diminué pour l'impôt sur le revenu : - **0,34** point pour le taux brut et - **1,12** point pour le taux net des suspensions légales de poursuites. En revanche, le taux de recouvrement effectif a augmenté de **1,89** point.

Le recouvrement de l'impôt sur les sociétés, des taxes afférentes et de la taxe sur les salaires a été transféré à la DGI au cours de l'année 2004. Les données portent donc sur d'autres impôts d'Etat (droits et amendes divers) et sur quelques émissions résiduelles d'impôt sur les sociétés.

Par conséquent, l'évolution des taux de recouvrement sur cette catégorie, entre 2004 et 2005, n'est pas comparable.



## ANNEXE I

Taux bruts de recouvrement obtenus sur les émissions de contrôle fiscal :

- à la fin de chaque année ;
- par catégorie d'impôt (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés) ;
- pour l'ensemble des émissions.

EMISSION					
Recouvrement	2001	2002	2003	2004	2005
I. Impôt sur le revenu					
1ère année	19,31	18,60	19,65	18,52	18,18
2ème année	36,92	40,13	45,36	49,29	
3ème année	45,84	47,51	55,77		
4ème année	52,40	57,61			
5ème année	61,68				
II. Impôt sur les sociétés					
1ère année	29,30	29,08	23,56	31,06	62,89
2ème année	64,63	58,31	60,83	60,83	
3ème année	79,68	66,37	71,31		
4ème année	82,88	81,69			
5ème année	86,86				
III. Total					
1ère année	26,59	24,40	21,86	24,96	22,54
2ème année	57,04	50,21	54,12	55,21	
3ème année	70,41	57,96	64,57		
4ème année	74,55	70,94			
5ème année	79,97				

## ANNEXE II

Proportion en nombre des impositions entièrement soldées (en % des articles émis) :

- à la fin de chaque année ;
- par catégorie d'impôt (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés).

EMISSION					
Recouvrement	2001	2002	2003	2004	2005
I. Impôt sur le revenu					
1ère année	40,64	33,35	34,40	35,86	40,28
2ème année	65,90	64,70	64,65	67,69	
3ème année	74,67	73,36	73,47		
4ème année	79,72	80,05			
5ème année	84,89				
II. Impôt sur les sociétés					
1ère année	43,64	39,75	39,45	54,23	63,97
2ème année	69,10	69,70	71,18	77,78	
3ème année	79,55	79,64	80,17		
4ème année	85,00	88,30			
5ème année	91,21				

### C. Impôts dont le recouvrement est assuré par la Direction générale des impôts

#### Recouvrement selon l'année de mise en recouvrement des rappels de taxes sur le chiffre d'affaires faisant suite à des vérifications (droits simples et pénalités).

Le tableau suivant retrace par année le recouvrement des rappels pris en charge de 2002 à 2005.

Afin d'harmoniser avec la DGCP la présentation des résultats en matière de mise en recouvrement des créances issues du contrôle fiscal, les pénalités sont ajoutées aux droits simples.

Les créances concernées sont globales (brutes), elles comprennent les créances faisant l'objet de procédures collectives (redressement ou liquidation judiciaires) et contestées.

(Montants en millions €)

Année de mise en recouvrement	Sommes mises en recouvrement	Dégrèvements	Sommes à recouvrer (col. 2 – col. 3)	Apurement a) encaissements b) admissions en non-valeurs					Taux de recouvrement effectif (col. 9a / col. 4) x100	Solde non recouvré (col. 4 - col. 9a - col. 9b)
				2002	2003	2004	2005	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
2002	2 733	222	2 511	a) 745 b) 188	a) 264 b) 222	a) 53 b) 188	a) 27 b) 185	a) 1 089 b) 783	43,4	639
2003	2 807	229	2 578		a) 875 b) 96	a) 191 b) 338	a) 41 b) 282	a) 1 107 b) 716	42,9	755
2004	3 337	170	3 167			a) 883 b) 414	a) 337 b) 326	a) 1 220 b) 740	38,5	1 207
2005	2 791	83	2 708				a) 720 b) 180	a) 720 b) 180	26,6	1 808

A la fin 2005, les sommes prises en charge au cours de cette même année sont recouvrées à hauteur de 26,6 %. Par ailleurs, 38,5 % des rappels de 2004 sont recouvrés au 31 décembre 2005.

Quant aux créances plus anciennes, elles sont, au 31 décembre 2005, recouvrées à concurrence de 43,4 % pour les prises en charge de 2002 et 42,9 % pour celles de 2003.

#### Recouvrement des rappels d'IS et de TS faisant suite à des vérifications (droits simples et pénalités).

Le tableau suivant retrace le recouvrement des rappels d'IS et de TS pris en charge à compter de 2005 par la DGI. Il est précisé que le recouvrement de l'IS incombe à la DGI depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2004, celui de la TS depuis le 1<sup>er</sup> février 2004.

Année de mise en recouvrement	Sommes mises en recouvrement	Dégrèvements	Sommes à recouvrer (col. 2 – col. 3)	Apurement a) encaissements b) admissions en non-valeurs					Taux de recouvrement effectif (col. 9a / col. 4) x100	Solde non recouvré (col. 4 - col. 9a - col. 9b)
				2002	2003	2004	2005	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
2005	3 091	56	3 035				a) 1 600 b) 40	a) 1 600 b) 40	52,7	1 395

A la fin 2005, les sommes prises en charge au cours de cette même année sont recouvrées à hauteur de 52,7 %.

### III. Poursuites pénales pour fraude fiscale.

#### A. Plaintes déposées

##### 1. Nombre de plaintes

La commission des infractions fiscales a examiné, au cours de l'année 2005, 1024 dossiers de propositions de poursuites correctionnelles pour fraude fiscale dont 970 ont donné lieu à un avis favorable au dépôt d'une plainte et 54 à un avis défavorable.

Ainsi, la Commission des infractions fiscales a autorisé le dépôt de 970 plaintes (contre 957 en 2004 et 948 en 2003).

##### 2. Répartition par nature d'infractions

Suivant leur nature, les infractions ayant motivé en 2005 l'engagement de poursuites correctionnelles se répartissent comme suit :

Nature des infractions	Nombre	Pourcentage
Défaut de déclaration	266	27,42
Constatation de dissimulations	419	43,20
Réalisation d'opérations fictives	156	16,08
Autres procédés de fraude	129	13,30
Totaux	970	100,0

##### 3. Répartition par catégorie socioprofessionnelle

Les 970 plaintes autorisées par la Commission des infractions fiscales en 2005 sont réparties de la manière suivante :

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de plaintes	Pourcentage	(Montants en millions €)	
			Droits fraudés	
			Montants	Montants moyens
Agriculture	4	0,4	1,1	0,27
Industrie	47	4,8	10,6	0,23
Bâtiment et travaux publics	238	24,6	47,1	0,20
Commerce	263	27,1	208,5	0,79
Services	203	20,9	40,3	0,20
Professions libérales	113	11,7	27,7	0,25
Dirigeants de sociétés salariés	102	10,5	37,3	0,37
Totaux	970	100,0	372,6	0,38

## B. Décisions de justice rendues depuis 1999

La répartition des décisions de justice est présentée dans le tableau ci-dessous :

Nature des décisions	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Décisions de justice rendues	1 068	1 051	964	1 074	1 127	1 250	1 162
Condamnations prononcées	1 188	1 135	1 058	1 125	1 172	1 230	1 271
<i>dont</i> condamnations définitives	660	604	523	596	514	617	650
Peines de prison :							
♦ avec sursis	589	536	471	519	456	544	544
♦ sans sursis	59	37	37	33	31	41	71
Peines d'amendes :							
♦ avec sursis	9	7	7	15	8	16	20
♦ sans sursis	315	269	225	292	214	246	267
Interdiction d'exercer une profession commerciale ou libérale <sup>1</sup> .	53	41	41	46	59	41	33

(1) Peines complémentaires, rendues par application de l'article 1750 du code général des impôts.

## IV. Plaintes pour escroquerie fiscale.

### A. Plaintes déposées

Le nombre de plaintes pour escroquerie fiscale déposées depuis 2002 et le total des montants des droits en jeu sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Montants en millions €			
	2002	2003	2004	2005
Nombre de plaintes déposées	13	10	16	14
Total des droits en jeu	9,18	2,02	3,69	0,97
Moyenne des droits en jeu par affaire	0,71	0,20	0,23	0,06

### B. Décisions de justice rendues depuis 2002

La répartition des décisions de justice est présentée dans le tableau ci-dessous :

Nature des décisions	2002	2003	2004	2005
Condamnations prononcées	67	35	60	51
♦ dont condamnations définitives	25	19	29	21
Sanctions définitivement appliquées				
Peine d'emprisonnement	11	11	17	9
♦ dont ferme	6	7	5	3
Peine d'emprisonnement avec amende	13	7	12	8
♦ dont ferme	4	4	9	4
Amende	1	1	0	1

### C. Dommages-intérêts accordés à l'État

Les montants des dommages et intérêts accordés à l'État depuis 2002 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Montants en millions €			
	2002	2003	2004	2005
Dommages-intérêts accordés	33,9	49,0	30,2	13,2
♦ dont définitivement	6,9	25,2	27,2	1,7

## V. Procédures d'opposition à fonction (1).

Le nombre de procédures d'opposition à fonction mises en oeuvre depuis 2002 est présenté dans le tableau ci-dessous :

	2002	2003	2004	2005
Nombre de dossiers	20	27	21	17

(1) Mise en œuvre des dispositions de l'article 1737 du code général des impôts.